

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée générale des actionnaires — Expansion de la masse monétaire lors d'un accroissement de la production inhérent à un progrès technologique, par E. Carell — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

**PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**

Le ralentissement de l'expansion qui affecte l'économie belge s'est reflété, en 1967, de façon nette dans le niveau d'activité, l'emploi, la balance des paiements courants et les affectations données aux épargnes, ainsi que, mais dans une mesure moindre, dans l'évolution des prix et des rémunérations et dans le recours au crédit.

La croissance économique s'est poursuivie, mais cependant le progrès a été faible, particulièrement pour la production industrielle; par contre, l'agriculture a bénéficié de conditions climatiques favorables.

Les facteurs de production n'ont pas été employés dans une aussi large mesure qu'au paravant. D'après les enquêtes organisées par la Banque, le degré d'utilisation des capacités de production dans les industries manufacturières a fléchi. Le chômage a continué à augmenter.

Les prix de gros des produits industriels indigènes n'ont accusé que des variations insignifiantes au cours de l'année. Au contraire, les prix de détail ont encore subi une augmen-

tation due, en partie, à l'étalement des hausses organisé par le Gouvernement en 1966.

Quant au gain horaire moyen brut des ouvriers de l'industrie et des transports, sa majoration entre septembre 1966 et septembre 1967 n'a plus atteint que la moitié environ de celle des douze mois précédents. Influencée par le relèvement des charges sociales, la hausse du coût horaire de la main-d'œuvre ouvrière dans les industries manufacturières a représenté les deux tiers de celle qui s'était produite de septembre 1965 à septembre 1966. L'augmentation du coût de production global que cette hausse a entraînée n'a pas toujours pu être compensée entièrement, étant donné la faiblesse de la demande, par une adaptation du prix de vente.

Bien que la récession ou le ralentissement observé dans la plupart des pays industrialisés aient défavorablement affecté les débouchés extérieurs de l'économie belge, les exportations se sont encore développées. Par contre, les importations, dont les prix moyens ont baissé et dont le volume a été influencé par l'évolu-

tion de la demande intérieure, notamment par le mouvement des stocks, n'ont plus progressé. La balance des transactions courantes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, qui s'était soldée par un déficit de 4,8 milliards en 1966, a laissé un boni de quelque dix milliards en 1967.

L'accroissement de la consommation privée paraît avoir été peu important; les décisions de construire des habitations ont diminué par rapport à l'année précédente.

Par suite de l'évolution de l'épargne des ménages et du changement survenu dans ses affectations, l'augmentation des actifs financiers a été particulièrement importante, soit 68,4 milliards pour les dix premiers mois de 1967, contre 51,5 milliards pour la période correspondante de 1966. En raison du niveau élevé des taux d'intérêt et de la perspective de leur abaissement, les nouveaux actifs ont pris surtout la forme de dépôts à terme ou d'épargne et d'obligations ou bons de caisse; les encaisses détenues en billets n'ont guère varié.

Ces évolutions ont eu pour effet d'élargir sensiblement l'apport de ressources dont bénéficient les organismes financiers. Les incidences des facteurs internes sur l'offre intérieure de fonds ont, en outre, été renforcées par un accroissement des placements étrangers dans le pays.

Or, la demande de crédit émanant des entreprises s'est ralentie à partir de juillet. Au premier semestre, les prélèvements de celles-ci sur les crédits ouverts par l'ensemble des intermédiaires financiers étaient encore importants; en effet, durant cette période, les investissements en capital fixe ont encore été plus élevés que pendant le semestre correspondant de 1966 et, au début de l'année tout au moins, les stocks de produits finis ont continué à s'accroître, du fait du ralentissement de la demande. A partir du milieu de l'année, au contraire, la progression de l'encours des crédits utilisés a été plus faible.

En conséquence de ces changements survenus sur les marchés de fonds, le Trésor a pu couvrir sans difficulté son déficit global, bien que celui-ci ait dépassé de 5 milliards en 1967, le montant de 1966. L'objectif du Gouvernement est de réduire la part des dépenses automatiques dans le budget global et de permettre ainsi à l'Etat de pratiquer, avec une

plus grande liberté de manœuvre, une politique anticyclique à travers toutes les phases de la conjoncture. Pour les onze premiers mois, l'augmentation des dépenses résultant de l'exécution des budgets ordinaires a été, de 1966 à 1967, du même ordre de grandeur que celle des recettes de même nature. Par ailleurs, en vue de soutenir la conjoncture et d'accélérer l'amélioration de l'infrastructure du pays, le Gouvernement a porté à un niveau élevé, nettement supérieur à celui de 1966, les décaissements à charge du budget extraordinaire et les dépenses du Fonds des Routes.

Dès lors, l'augmentation de la dette publique a été plus forte pour l'ensemble de l'année qu'en 1966. Mais le nouvel endettement a pu être constitué essentiellement sous forme d'emprunts consolidés en francs belges; l'Etat a, en outre, réduit son endettement envers les marchés étrangers et l'utilisation de sa marge de crédit auprès de la Banque : pendant une partie des mois d'octobre et de décembre, son compte auprès de cette dernière a même été créditeur.

*
**

Considérant le ralentissement de l'expansion, la détente sur les marchés de biens et sur ceux de fonds et le renversement de la balance des paiements courants, la Banque a adapté sa politique de crédit et de taux d'intérêt.

En juin, elle a décidé de ne pas proroger la politique de limitation quantitative de l'expansion des crédits accordés par les banques, qu'elle avait jugé prudent de maintenir, tout en l'assouplissant sensiblement, pendant le premier semestre de 1967. Les banques furent, cependant, invitées à continuer de faire preuve de modération dans l'octroi des crédits et, notamment, comme le requiert une saine gestion en période de ralentissement, à se montrer très sélectives dans le choix de leurs clients.

Consultée à la fin de mai par le Gouvernement qui envisageait d'apporter des assouplissements aux conditions des ventes à tempérament, la Banque a estimé opportunes les dispositions du projet qui sont entrées en vigueur en juillet.

En ce qui concerne sa politique des taux, la Banque a appuyé la baisse que la grande liquidité du marché monétaire amorçait spontanément. A cette fin, elle a réduit en février, mars,

mai, septembre et octobre, chaque fois de 0,25 p.c., la plupart de ses taux d'escompte et d'avances; le taux d'escompte pour les traites acceptées domiciliées en banque a, de la sorte, été ramené de 5,25 à 4 p.c.

Cet abaissement a provoqué une réduction des taux débiteurs que les entreprises paient sur les crédits d'escompte et d'avances à court terme. Certains taux ont, au surplus, été diminués à la suite de modifications que l'Institut de Réescompte et de Garantie a apportées aux conditions de ses opérations.

La rémunération que les banques et les autres intermédiaires financiers allouent aux déposants à des termes de moins d'un an n'a pas été réduite dans la même mesure : l'abondance de l'offre intérieure de fonds aurait risqué d'être compromise par des sorties de capitaux si, compte tenu du coût de la couverture du risque de change, une disparité trop forte de rendement s'était créée vis-à-vis des marchés monétaires américain et britannique, où le mouvement à la hausse des taux a repris vers le milieu de l'année et s'est fortement accentué dans les tout derniers mois. Les taux des dépôts ordinaires à des termes de six mois ou moins ont été abaissés de 0,20 p.c. en mai; en décembre, une nouvelle diminution variant de 0,10 à 0,30 p.c. et applicable à partir du 1^{er} janvier a été annoncée.

Les taux ne se sont infléchis que lentement et de façon limitée sur les marchés à moyen et long terme, où la demande de fonds s'est élargie parallèlement à l'offre, les émissions des pouvoirs et organismes publics ayant notamment atteint un montant beaucoup plus élevé qu'en 1966. Les taux de rendement des emprunts consolidés émis par l'Etat en octobre et par le Fonds des Routes en décembre ont été un peu inférieurs à ceux des emprunts similaires émis au premier semestre. Les obligations à vingt ans émises au robinet par les institutions publiques de crédit avaient, à la fin de l'année, un taux de rendement à l'émission plus bas que douze mois auparavant; pour les obligations à dix ans, le taux de rendement, légèrement majoré en février, a été ramené en fin d'année au niveau d'il y a un an. Les taux auxquels sont accordés les crédits d'investissement industriel ont pu être légèrement réduits.

L'action conjoncturelle d'abaissement des taux risque, il va de soi, de se heurter aux limites que lui assigne la dimension de l'écono-

mie belge. Au cours de 1967, elle a été facilitée par le fait que les pays membres de la Communauté Economique Européenne poursuivaient, dans l'ensemble, la même politique. La coordination des politiques financières de ces pays peut être, en raison des incertitudes de la conjoncture européenne et des problèmes posés par les relations monétaires internationales, une des conditions du maintien de la stabilité économique de l'économie occidentale.

*
**

En raison, à la fois, des perspectives proches de la conjoncture et des transformations plus fondamentales que subit l'organisation économique des pays occidentaux, les décisions d'investir doivent être stimulées en Belgique et leur réalisation, facilitée. Le problème est, à la fois, quantitatif et qualitatif.

Par leur incidence sur la dépense globale, les investissements des entreprises influencent le déroulement du cycle économique et, de ce point de vue, leur volume est l'élément à considérer. Mais s'il s'agit de l'évolution de la structure de l'économie nationale, la nature des investissements importe davantage : le maintien de la position concurrentielle du pays dépend autant de l'adaptation des productions aux demandes du marché et du perfectionnement des méthodes que de l'évolution des coûts des facteurs de production. C'est dire que les investissements d'aujourd'hui doivent faire appel aux techniques les plus récentes et conduire plus souvent à la fabrication de produits nouveaux. Le progrès des innovations technologiques est, notamment, fonction de l'effort de recherche scientifique fondamentale et appliquée qui sera fait; celui-ci requiert une coopération étroite entre le secteur privé et les pouvoirs publics et des ressources financières importantes; divers organismes, dont la Banque, participent à la constitution de ces dernières. Les investissements de rationalisation et de réorganisation, s'ils sont moins coûteux, sont tout aussi nécessaires; les exonérations fiscales accordées dans le cas de transformations, de fusions et, temporairement, de scissions de sociétés facilitent d'ailleurs les améliorations sectorielles.

Une série des dispositions que le Gouvernement a prises, en exécution de la loi du 31 mars 1967 dite « des pouvoirs spéciaux »,

ont eu précisément pour objectif de faciliter la réalisation des investissements et, par là, l'expansion économique.

D'autres mesures étaient destinées à favoriser la reconversion régionale.

D'autres encore ont eu pour objet spécifique de faciliter les exportations, notamment celles qui sont payables à moyen terme. Parallèlement, les membres du pool de Creditexport, qui financent la grande majorité de ces ventes avec la garantie de l'Office National du Ducroire, ont complété la gamme de leurs interventions et ont étendu celles-ci à de nouvelles catégories d'opérations; au début de 1968, le coût du financement, commission comprise, pour les opérations d'exportation bénéficiant du visa de la Banque a été ramené de 6,75 à 6,25 p.c. pour les crédits à cinq ans ou moins et de 7 à 6,50 p.c. pour les crédits à plus de cinq ans.

En outre, un arrêté du 29 septembre a élargi les modalités de financement du Fonds des Routes. Désormais, dans les circonstances énoncées dans le rapport au Roi, où il est légitime que les dépenses du Fonds soient couvertes temporairement par des ressources à court terme, celui-ci peut être autorisé par les Ministres des Finances et des Travaux Publics et avec la garantie de l'Etat, à recourir au marché monétaire soit en émettant des effets publics à un an maximum, soit en acceptant des lettres de change créées à 120 jours maximum d'échéance par les entrepreneurs. En raison de la situation conjoncturelle, le Gouvernement a autorisé le Fonds des Routes à faire usage de cette seconde modalité. Soucieuse d'appuyer cette action de relance, la Banque a déclaré les lettres de change acceptées par le Fonds éligibles au réescompte, aux conditions ordinaires, sans limitation de montant pour autant que leur échéance soit antérieure au 1^{er} juillet 1968. En fixant cette limite dans le temps, la Banque a voulu s'assurer la possibilité d'ajuster son intervention aux fluctuations de la conjoncture, tout en mettant à l'épreuve les modalités techniques des opérations.

Par ailleurs, un ensemble d'améliorations ont été apportées aux mécanismes financiers; la conception de la plupart d'entre elles s'inspire des recommandations de la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique. Cer-

taines de ces dispositions visent à perfectionner les instruments qui permettent d'orienter et de coordonner l'activité des organes du système de financement; d'autres, à éliminer les rigidités observées dans le fonctionnement de ce dernier, souvent dues aux réglementations; d'autres, encore, à encourager les transactions sur valeurs mobilières; d'autres, enfin, à renforcer certains dispositifs de contrôle de manière à mieux assurer la protection de l'épargnant.

Le Conseil Supérieur des Finances et le Conseil des Institutions Publiques de Crédit ont été réorganisés.

La loi du 3 mai 1967 a supprimé toute limitation légale à la détention d'obligations par les banques et a assoupli les conditions dans lesquelles ces organismes peuvent détenir temporairement des actions. Dans le même esprit, la gamme des placements permis aux caisses d'épargne privées a été élargie. D'autres modifications ont été apportées à la législation régissant les banques et les caisses d'épargne privées. Les possibilités d'action de la Commission bancaire et de l'Office Central de la Petite Epargne ont été renforcées.

Des dispositions ont été prises pour améliorer le fonctionnement du marché boursier. Une meilleure information au sujet de la structure et de l'activité des sociétés à portefeuille a été organisée; ces sociétés seront désormais associées à la programmation économique.

Certaines des lois qui régissent les organismes financiers d'intérêt public ont été amendées.

En particulier, des modifications ont été apportées à l'arrêté royal du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque. Elles sont de caractère technique et n'altèrent en rien les équilibres fondamentaux sur lesquels repose la charte de l'institution.

Les aménagements à la loi organique de la Banque élargissent les possibilités de crédit de celle-ci à trois égards. Désormais, la Banque est habilitée à consentir des avances en compte courant et des prêts à court terme sur nantissement d'effets publics à court, moyen ou long terme, émis ou garantis par le Crédit Communal de Belgique, ou de titres d'emprunts des provinces et des communes cotés en bourse. Au surplus, conformément à l'engagement pris par la Belgique envers le Grand-Duché de

Luxembourg en vertu du protocole spécial d'association monétaire du 29 janvier 1963, l'économie luxembourgeoise accède, dans les mêmes conditions que les organismes belges, aux crédits susceptibles d'être accordés par la Banque. Enfin, eu égard à la participation de la Belgique à des organismes financiers internationaux qui peuvent se financer sur le marché belge, la Banque a été autorisée à accepter en nantissement, aux conditions usuelles, des effets publics émis ou garantis par ces organismes.

Parmi les mesures gouvernementales destinées à améliorer les mécanismes financiers, il faut encore citer celles qui visent à promouvoir l'usage de la monnaie scripturale, dont l'importance dans la masse monétaire globale est plus faible en Belgique que dans les principaux pays développés. Si les dispositions de l'arrêté n° 56 du 10 novembre ont un caractère peu ambitieux et contraignant, elles constituent la première étape d'une action officielle pour résoudre un problème dont le Ministre des Finances a souligné l'importance. Le Gouvernement envisage d'ailleurs de les compléter ultérieurement par une législation de portée plus générale.

La Banque se prononce sans équivoque en faveur de l'usage de la monnaie scripturale. Dans le cadre institutionnel existant, une modification de la structure du stock monétaire au profit de cette forme d'encaisse faciliterait sans aucun doute le financement de l'expansion économique. Il faut toutefois souligner qu'une telle évolution modifierait aussi les conditions de la conduite de la politique monétaire. Actuellement, en effet, la transformation en billets d'une fraction importante des dépôts créés par les crédits des banques oblige celles-ci à mobiliser des actifs à la Banque; cette dernière dispose ainsi de pouvoirs de fait lui permettant de contrôler l'ampleur de l'expansion des crédits. Si les habitudes de paiement venaient à se modifier sensiblement, ces pouvoirs de fait seraient anémiés et le problème se poserait de doter la Banque d'autres instruments d'action.

Une mesure qui pourrait constituer un premier pas vers la solution de ce problème a été prise en exécution de la loi sur les pouvoirs spéciaux. Elle concerne les coefficients de trésorerie ou de liquidité que la Commission bancaire peut imposer en vertu de l'arrêté royal du 9 juillet 1935 sur le contrôle des

banques. Les nouvelles dispositions consacrent légalement, tout en l'insérant dans une perspective plus large, le droit d'initiative reconnu à la Banque par le règlement de la Commission du 21 décembre 1961 : aux termes de celui-ci, les obligations imposées aux banques en matière de réserve monétaire sont arrêtées sur proposition de la Banque, motivée par les exigences de la politique monétaire et du contrôle du crédit. Désormais, les règlements imposant aux banques des coefficients de trésorerie ou de liquidité seront arrêtés en consultation avec la Banque. Celle-ci pourra, d'initiative, présenter à la Commission bancaire des propositions motivées en vue de prendre ou de modifier ces mesures réglementaires, lorsqu'elle l'estimera nécessaire pour des raisons monétaires.

*
**

Une étape importante dans l'amélioration du fonctionnement du système monétaire international a été franchie en 1967. Au terme de longues négociations au cours desquelles les pays du Marché Commun avaient coordonné leurs positions, le Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International, lors de sa réunion de septembre, a décidé de charger le Fonds d'une nouvelle et importante fonction : la création de droits de tirage spéciaux automatiques, inconditionnels, définis et garantis en or, transférables et convertibles, destinée à renforcer le stock des instruments de réserve existants, lorsque le besoin s'en ferait sentir. De plus, il a fait entreprendre l'étude des améliorations qu'il conviendrait d'apporter aux règles et pratiques actuelles du Fonds. Les Administrateurs-délégués soumettront au Conseil des Gouverneurs, au plus tard le 31 mars 1968, des propositions concernant les amendements aux Statuts qui seront nécessaires pour réaliser ces deux objectifs. Après qu'ils auront été approuvés par le Conseil des Gouverneurs, ces amendements seront transmis aux pays membres pour ratification. Ils seront adoptés lorsqu'ils auront été ratifiés par deux tiers des membres représentant quatre-vingts pour cent des voix. La création des nouveaux droits de tirage dépendra de la constatation d'une pénurie généralisée de réserves; elle sera décidée par un vote à la majorité de quatre-vingt-cinq pour cent des voix des membres du Fonds.

Pendant que se poursuivaient de la sorte les travaux en vue notamment de la création d'un nouvel instrument de réserve, les modalités existantes de crédit, qui comprennent les facilités que les banques centrales s'accordent mutuellement et les droits de tirage sur le Fonds Monétaire International, éventuellement financés grâce aux Accords Généraux d'Emprunt, ont continué d'être utilisées pour faire face aux déséquilibres de balances des paiements.

La Belgique a participé largement à cette coopération monétaire internationale.

La Federal Reserve Bank of New York a fait usage des accords de swap qu'elle avait conclus précédemment avec la Banque. Par ailleurs, si les certificats de la Trésorerie américaine libellés en francs belges que la Banque avait souscrits en mai 1963 pour un montant de 1,5 milliard de francs, ont été remboursés en mai 1967, un nouveau placement en certificats du même type a été proposé à la Banque, au début de novembre, par les autorités américaines; celles-ci avaient antérieurement suggéré à la Belgique, comme à divers pays européens, de procéder au remboursement anticipé des prêts à long terme que les Etats-Unis leur avaient consentis après la guerre; le Gouvernement belge n'ayant pu accueillir cette demande, la Banque, avec son accord, a accepté d'apporter à la Trésorerie américaine un concours équivalent, en souscrivant un montant de 3 milliards de francs de bons en francs belges, soit approximativement le solde restant dû sur les prêts d'après-guerre; ces certificats sont émis à des conditions qui en font un actif conforme aux dispositions de l'article 24 des statuts.

La Bank of England a effectué des prélèvements sur le crédit qui lui avait été ouvert en juin 1966 par diverses banques centrales — dont la Banque Nationale de Belgique —, pour lui permettre de faire face aux répercussions d'une diminution des avoirs étrangers en sterling sur les réserves du Royaume-Uni. En outre, si la Bank of England n'a pas demandé, en mars 1967, le renouvellement des facilités à très court terme consenties en septembre 1966, de nouveaux accords ont été conclus, pour des montants importants, vers la fin de l'année.

En novembre, en effet, la Banque des Règlements Internationaux a consenti à la Bank of

England un crédit de 250 millions de dollars en diverses monnaies, pour lui permettre de financer un remboursement que le Royaume-Uni devait effectuer au Fonds Monétaire International. A ce moment, diverses banques centrales ont mis des fonds à court terme à la disposition de la Banque des Règlements Internationaux, pour renforcer les ressources de celle-ci; la Banque Nationale de Belgique, notamment, a effectué auprès d'elle un dépôt de 17 millions de dollars.

De plus, la coopération monétaire internationale a joué de façon particulièrement efficace lorsque la livre sterling a été dévaluée de 14,3 p.c. le 18 novembre. Cette opération a pu, dès lors, s'effectuer dans des conditions ordonnées. Conformément à la procédure prévue, des consultations ont eu lieu entre les pays membres de la Communauté Economique Européenne, qui ont décidé de ne pas modifier leurs parités. Le Fonds Monétaire International a octroyé au Royaume-Uni un crédit « stand-by » de 1,4 milliard de dollars; au cas où le crédit serait utilisé, la Belgique mettrait à la disposition du Fonds 2 milliards de francs au titre des Accords Généraux d'Emprunt, le Fonds prélèverait 0,5 milliard de francs sur ses avoirs dans cette monnaie, et vendrait de l'or pour 1,3 milliard de francs à la Belgique. Par ailleurs, diverses banques centrales ont consenti bilatéralement de nouveaux concours à la Bank of England pour un total de 1,5 milliard de dollars, sous la forme, dans la majorité des cas, de lignes de crédit; l'intervention de la Banque se chiffre par 50 millions de dollars.

La Banque a participé aux décisions qui ont été prises par plusieurs banques centrales, en vue d'éviter, par une action coordonnée, le désordre sur les marchés des changes et de soutenir le système actuel des taux de change fondé sur le prix fixe de 35 dollars par once d'or. Une de ces décisions a été de majorer les facilités convenues dans les accords de swap conclus avec la Federal Reserve Bank of New York; la Banque a accepté de porter la limite des siens de 150 à 225 millions de dollars.

Bien qu'ils aient diminué en 1967, les avoirs de la Banque auprès du Fonds Monétaire International se chiffraient, à la fin de cette année, par 16,6 milliards de francs; l'utilisation par le Royaume-Uni de sa ligne de

crédit augmenterait ce montant de 2,5 milliards.

*
**

Le développement, au cours des dernières années, des opérations du Fonds Monétaire International, l'extension du réseau des crédits bilatéraux à court terme et l'adoption, plus récente, du projet de créer éventuellement des réserves additionnelles en cas d'insuffisance généralisée du stock existant, sont autant d'indices de la transformation profonde que subit le système monétaire international.

Agencé de plus en plus sur la base d'une coopération rationnelle entre les autorités des divers pays, ce système tend à s'organiser comme suit. Les facilités bilatérales que les principales banques centrales se consentent, sous diverses formes, servent à faire face à des déséquilibres purement temporaires dans les balances des paiements; cette assistance à court terme est, en effet, la seule qu'il soit approprié aux banques centrales de consentir; le pays débiteur se doit donc d'y renoncer, à l'échéance, même s'il n'a pas réussi à redresser sa situation. Mais, à ce stade, la faculté de recourir au Fonds Monétaire International permet au pays débiteur de se procurer les ressources nécessaires, remboursables à des termes plus longs, en même temps qu'elle l'oblige à convenir avec cette institution des mesures propres à réduire le déséquilibre de ses paiements extérieurs. Enfin, le désir que la communauté des banques centrales dans son ensemble peut avoir de disposer de plus de réserves pour en adapter le volume à la croissance de l'économie mondiale pourra être rencontré par la création envisagée des droits de tirage spéciaux.

Sans doute, dans cette organisation monétaire internationale, le rôle dévolu à l'or se réduit-il. L'accroissement des réserves métalliques ne demeure plus le moyen essentiel de créer des liquidités internationales. C'est-à-dire qu'à une évolution précaire et désordonnée de ces réserves, dominée sans contrôle par les aléas de la production du métal, par ceux de sa thésaurisation, par ceux des apports des pays de l'Est, ce système substitue une constitution de liquidités, décidée en fonction des impératifs d'une croissance équilibrée de toute l'économie mondiale et, de plus, assortie de conditions propres à contribuer à l'élimination des déséquilibres partiels; cette création

s'opère sous forme de droits de tirage gérés par une institution internationale.

Ces mécanismes permettent aux pays créditeurs d'acquérir des réserves effectivement constituées d'actifs immédiatement utilisables pour couvrir leurs éventuels déficits et dont la valeur, par rapport à leur propre unité monétaire, ne peut être modifiée par des décisions unilatérales extérieures. A ces pays, dont la création de liquidités internationales consacre ou provoque le surplus, le système apporte la garantie indispensable qu'ils sont associés à la prise des décisions, en ce compris la formulation des conditions de l'aide; le respect de celles-ci par les pays débiteurs, astreints dès lors à limiter leur déficit, est surveillé par une institution internationale. Le fonctionnement convenable du système repose, il va de soi, sur le rôle essentiel d'arbitre international que joue cette institution, appelée à déterminer, avec toute l'impartialité requise, la part de responsabilité qui incombe, en fonction de leur situation et de leur politique économiques intérieures, respectivement aux pays débiteurs, pour leur déficit, et aux pays créditeurs, pour leur surplus; il importe, dès lors, que l'administration plurinationale de l'institution soit convenablement équilibrée, pour assurer que les recommandations aux uns et aux autres seront formulées correctement, c'est-à-dire à l'exclusion des biais inflationniste ou déflationniste qui seraient également préjudiciables à la stabilité et au développement de l'économie de tous les pays de la communauté monétaire.

*
**

En participant à la coopération à court terme entre banques centrales, la Banque a joint ses efforts à ceux de nombreux autres pays pour assurer, dans des circonstances difficiles, le fonctionnement du système monétaire international; ses décisions ont été inspirées de la conviction que tout dérèglement grave de ce fonctionnement pouvait, en raison de la conjoncture mondiale, avoir des conséquences particulièrement dommageables pour l'économie internationale dont dépend étroitement celle de notre pays.

En outre, elle a apporté à ces efforts une contribution indirecte par les mesures qu'elle a prises, en considération de la situation intérieure; modifiant l'orientation de sa politique monétaire, elle s'est efforcée, dans le domaine

d'action dont la responsabilité lui incombe, de soutenir la demande intérieure et, par conséquent, de contenir l'excédent de la balance des paiements.

Aussi longtemps que la conjoncture ne se modifiera pas, la Banque continuera à poursuivre le même objectif, concourant de la sorte à l'action que le Gouvernement a entreprise.

EXPANSION DE LA MASSE MONETAIRE LORS D'UN ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION INHERENT A UN PROGRES TECHNOLOGIQUE

par Erich CARELL,

Professeur à l'Université de Würzburg.

I

En raison même de l'objet de l'article, nous étudierons uniquement les répercussions d'un type déterminé de progrès technologique. Il s'agit du progrès qui donne lieu à un accroissement de la production de biens déjà connus parce qu'il permet de produire avec une quantité donnée de facteurs de production une masse de biens plus importante qu'auparavant. Cela implique immédiatement — ainsi que Knut Wicksell l'a exposé ⁽¹⁾ — un déplacement de la fonction de production du bien à la fabrication duquel le progrès technologique est appliqué. Comme par l'application de ce progrès technologique, l'économie nationale produit, avec une quantité donnée et *inchangée* de travail (L) et de capital (K), une plus grande quantité d'un bien que précédemment, il en résulte une expansion de la masse globale des biens dans cette économie. Ce développement amène à se demander si, et dans quelle mesure, devant pareil accroissement de la production, la banque centrale devrait modifier la masse monétaire de façon à sauvegarder un fonctionnement régulier du processus pro-

ductif. On ne peut répondre à cette question qu'après avoir cerné les répercussions qu'une expansion ou une stabilité de la masse monétaire est de nature à avoir, en cas d'accroissement de la production inhérent au progrès technologique, sur la production de biens, le niveau de l'emploi, les prix des facteurs de production, les bénéfices des entreprises et le niveau général des prix.

En vue de mettre en évidence de la manière la plus claire possible les relations fondamentales, cette étude reposera sur quatre grandes hypothèses.

1) La production s'effectue dans l'économie au moyen de deux facteurs de production seulement, le travail (L) et le capital physique (K). On néglige par conséquent le recours au facteur sol. Le capital physique est mesuré en unités monétaires, de telle sorte que la valeur d'échange d'une unité de capital ou son prix est égale à une unité monétaire ou 1 franc.

2) Dans l'ensemble de l'économie, la production concerne un seul bien de consommation; toutefois, il y a lieu de tenir compte de la fabrication d'un bien d'investissement ou bien de capital qui trouve son emploi dans la production du seul bien de consommation. La production du bien de capital s'effectue dans les mêmes conditions que celle du bien de consommation. Aux yeux de nombreux économistes, cette hypothèse de la production

(1) A ce propos, on pourra consulter : K. Wicksell, *Vorlesungen über Nationalökonomie*, Iéna, I, 1913; E. Carell, *Unternehmergewinn und Arbeitslohn*, Munich, 1950; R.M. Solow, « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, Cambridge (Mass.), LXX, février 1956, p. 65 et ssq; J.H. Power, « The Economic Framework of a Theory of Economic Growth », *The Economic Journal*, Londres, LXVIII, mars 1958, p. 34 et ssq.

d'un seul bien est identique à celle d'une fonction de production macro-économique. Pareille assimilation est, à notre avis, inadmissible et à tout le moins mal fondée. En effet, en supposant que la production concerne seulement un seul bien, il n'y a pas lieu de se préoccuper du problème que pose la sommation de toutes les productions dans l'ensemble de l'économie nationale. Tel n'est pas le cas en macro-économie avec l'hypothèse d'une fonction de production obtenue par la sommation d'agrégats.

Du moment que l'on cherche à construire une fonction de production macro-économique du genre

$$X = f(L, K) = X(L, K) \quad (1)$$

dans laquelle X représente la somme ou plutôt l'indice des sommes de toutes les productions de biens différents réalisées par recours aux deux facteurs de production travail (L) et capital (K), il importe de présupposer une répartition précise des deux facteurs de production L et K dans la production de biens différents à l'intérieur de l'économie.

L'addition de fonctions de production se rapportant à des biens hétérogènes — à savoir l'addition des fonctions de production des biens distincts X_1, X_2, \dots, X_n — n'est possible qu'à la condition que soit déterminée la répartition des facteurs de production L et K dans la production des biens X_1, X_2, \dots, X_n . De plus, comme on ne peut faire la somme des quantités produites de biens hétérogènes X_1, X_2, \dots, X_n , mais seulement celle des valeurs produites, il y a lieu de construire un nouvel agrégat relatif aux prix en vue de permettre la transformation des quantités en valeur et de faire la somme de toutes les productions — c'est-à-dire de calculer la grandeur X dans notre équation $X = X(L, K)$.

En revanche, en adoptant l'hypothèse de la production d'un seul bien dans l'économie, on débarrasse la démonstration du problème suscitée par l'agrégation de la fonction de production (1). De cette façon, on laisse ouverte la

question de savoir dans quelle mesure les conclusions tirées d'une analyse conduite dans l'hypothèse de la production d'un seul bien peuvent être valables pour l'économie considérée dans son ensemble, quand, au terme de l'analyse, on tient compte de l'existence dans l'économie nationale d'une gamme étendue de productions de biens. En désignant par q le volume produit du seul bien de consommation, par L l'effectif des unités de travail et par K le stock de capital exprimé en unités monétaires, on peut écrire la fonction de production $q = f_0(L, K)$ qui est homogène du premier degré (1). Dans cette fonction, il n'est pas nécessaire, pour la marche de la démonstration, d'introduire le temps comme variable indépendante. Le progrès technologique donne lieu à une nouvelle fonction de production, en d'autres termes à un « déplacement » de la fonction de production.

3) Lors de la mise en œuvre du progrès technologique, la production est effectuée, non pas dans une seule entreprise, mais dans deux entreprises. Cette hypothèse permet de supposer que le progrès technologique est tout d'abord appliqué dans une des deux entreprises, l'autre continuant de travailler selon l'ancienne technique de production. Cette manière d'envisager le problème permet non seulement de comparer entre eux deux ou plusieurs états stationnaires de l'économie, mais surtout de montrer le processus évolutif et « dynamique » qui détermine le passage d'un état stationnaire à un autre au moment de l'introduction du progrès technologique. Au départ de l'état stationnaire initial de l'économie, chacune des deux entreprises affecte à la production du bien de consommation la moitié des facteurs de production travail (L) et capital (K) qu'emploie l'économie nationale prise dans son ensemble.

4) Dans cette dernière, les prix se forment sous un régime de concurrence parfaite et ainsi se vérifie le principe de l'égalité du prix et du coût marginal. Toutefois, dans l'analyse

(1) A propos du problème soulevé par l'agrégation de la fonction de production macro-économique, on pourra consulter entre autres : A.C. Pigou, *Employment and Equilibrium*, Londres, 1941; F.W. Dresch, « Index-Numbers and the General Economic Equilibrium », *Bulletin of the American Mathematical Society*, XLIV, 1948, p. 134 et ssq.; R.L. Klein, « Macroeconomics and the Theory of Rational Behavior », *Econometrica*, Chicago, XIV, avril 1946, p. 93 et ssq.; Shou Shan Pu,

« A Note on Macroeconomics », *Econometrica*, Chicago, XIV, octobre 1946, p. 229 et ssq.; R.M. Solow, « Technical Change and the Aggregate Production Function », *The Review of Economics and Statistics*, Cambridge (Mass.), XXXIX, août 1957, p. 312 et ssq.

(1) Il ne s'agit cependant pas d'une fonction de production dénommée Cobb-Douglas de la forme : $q = L^\alpha \cdot K^\beta$, dans laquelle $\alpha + \beta = 1$.

de certaines relations d'interdépendance, quelques dérogations seront apportées à ce principe afin de simplifier l'exposé et de pouvoir traiter quelques problèmes d'une façon qui se rapproche davantage de la situation réelle.

II

Nous posons comme hypothèse que dans un état initial d'équilibre général de l'économie, chacune des deux entreprises produit la moitié du volume global q_0 du bien de consommation X_1 . Comme nous avons adopté comme point de départ du raisonnement une situation stationnaire de l'économie, tous les éléments de l'ensemble économique sont considérés comme donnés (1).

Les coûts de production totaux du bien de consommation sont égaux à la valeur brute totale produite lors de la fabrication de ce bien, ainsi qu'au revenu national net, à savoir à la somme des revenus échéant aux facteurs de production travail (L) et capital (K). De même, le revenu national net est égal à la recette totale provenant de la vente du seul bien de consommation. La production s'effectue par conséquent sans profit et sans perte. Aussi, dans chacune des deux entreprises, coût moyen, coût marginal et prix sont égaux. Le processus productif s'accomplit par hypothèse selon un cycle temporel d'une année de manière telle que la durée d'utilisation du capital physique est d'une année. Pour chaque période de production, les entreprises achètent les facteurs de production pour un montant M , produisent des biens pour une valeur $M = q_0 \cdot p_0$ — p_0 étant le prix du bien et q_0 la quantité —, et vendent alors ces biens au cours de la même période de production pour un montant M . On admet, par conséquent, qu'au cours de la période de production, la « masse monétaire globale de l'économie » (M) n'a servi qu'une seule fois à l'achat du volume des biens produits; en d'autres termes, la vitesse de circulation de la monnaie a pour coefficient l'unité et cela signifie que la détention des encaisses monétaires est relativement constante. Il s'ensuit qu'en modifiant la for-

mule d'Irving Fisher (1) de l'« équation des échanges » (2)

$$MV = TP \quad (2)$$

dans laquelle M représente la masse monétaire; V , la vitesse moyenne de circulation de la monnaie; T , le volume des transactions sur biens et services; P , le niveau des prix des biens et des services, et en rappelant les hypothèses d'un coefficient de vitesse de circulation de monnaie égal à l'unité, et de la production d'un seul bien de consommation, on obtient dans l'économie l'équation suivante :

$$M \cdot I = q_0 \cdot p_0 \quad (3)$$

Dans cette économie, il ne se forme pas d'épargnes nettes, mais le stock de capital demeure intact, en ce sens que le nombre d'unités de capital, exprimées en termes monétaires, ne change pas. En conséquence, l'économie ne consomme pas la totalité du revenu brut créé, mais elle affecte au renouvellement de l'appareil de production la fraction de ce revenu qui correspond au coût d'amortissement de l'économie. Le processus de reproduction du capital physique et la vente de biens d'investissement aux deux entreprises productrices du bien de consommation ne sont pas repris dans la présentation d'interdépendances, puisque en vertu des hypothèses retenues au départ, la mise en œuvre du progrès techno-

(1) I. Fisher, *The Purchasing Power of Money*, New York, 1911. La relation exprimée sous forme d'équation par I. Fisher avait déjà été exprimée de manière non mathématique bien auparavant, par exemple par J.C.L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*, Paris, II, 1819, p. 7 et ssq.

(2) La vitesse de circulation de la monnaie (V) étant un facteur déterminant du niveau des prix et, partant, de la réciproque du niveau des prix, c'est-à-dire du pouvoir d'achat de la monnaie, l'équation des échanges n'est pas une simple identité. Ainsi que G. Tintner l'a déjà signalé dans son article « Multiple Regression for Systems of Equations », *Econometrica*, Chicago, XIV, janvier 1946, p. 8, cette équation peut être considérée comme un modèle simplifié du système walrasien d'équilibre général. Il en est de même de l'équation modifiée de Cambridge, dans laquelle la vitesse de circulation de la monnaie est remplacée par la valeur réciproque, à savoir la détention relative des encaisses. Au sujet de la valeur explicative de l'« équation des échanges », on pourra consulter : H.C. Bos, *A Discussion on Methods of Monetary Analysis and Norms for Monetary Policy*, Amsterdam, 1956; K. Brunner and A. Balbach, *An Evaluation of Two Types of Monetary Theory*, Proceedings of the Western Economic Association, 1959; M. Friedmann, *Studies in the Quantity Theory of Money*, Chicago, 1956; J. Pen, « MV contre $C + I$: un point de vue », *Bulletin d'Information et de Documentation* de la Banque Nationale de Belgique, XXXVI, I, n° 4, avril 1961; H. von Stackelberg, *Grundlagen der theoretischen Volkswirtschaftslehre*, Berne, 1948, p. 24 et ssq.

(1) A ce propos, L. Walras, *Eléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, Paris, 1952, édition définitive revue et augmentée par l'auteur. 491 p.

logique ne modifie en rien la production de biens d'investissement. Par contre, si l'on devait tenir compte du processus de reproduction du capital physique et de la vente de biens d'investissement à mettre en œuvre dans la production du bien de consommation, on compliquerait tout simplement la démonstration sans changer quoi que ce soit aux relations fondamentales reprises dans l'analyse.

Le revenu national net total de l'économie est égal au montant de la production brute des deux entreprises productrices du bien de consommation. La main-d'œuvre et le capital physique étant les deux seules ressources mises en œuvre pour la production de ce bien, il n'y a pas lieu de décompter la moindre dépense en contrepartie de services éventuels prestés par les autres secteurs de l'économie. Enfin, le revenu national est dépensé au cours de la même période où il a été créé et recueilli par les facteurs de production.

III

A ce stade de l'exposé, nous supposons qu'un progrès technologique est introduit dans l'économie. Cependant, pour être à même d'en discerner uniquement les répercussions, nous devons admettre qu'il ne soit pas associé ni à une épargne additionnelle — c'est-à-dire dans ce cas à une épargne nette — ni à une consommation de capital — à une désépargne. Cette supposition en entraîne d'autres ⁽¹⁾.

Le bien de capital « neuf », supérieur des points de vue de la technique et du rendement à celui qui était employé précédemment dans la production de l'unique bien de consommation, est fabriqué à un coût moyen *identique* et se vend à un prix *identique* à ceux du bien de capital « désuet ». Sa fabrication nécessite le même volume de facteurs de production qu'avant l'amélioration technique du bien de capital et sa durée d'utilisation est la même que celle du bien de capital « désuet ».

Si ces conditions sont réunies, on peut cerner le progrès technologique comme un phénomène bien isolé. Il est entre autres choses bien distinct des variations du stock de capital, qui, dans la réalité de la vie économique, sont habituellement liées au progrès technologique, du

fait de la formation continue d'une épargne nette dans l'économie nationale.

IV

Dans une nouvelle étape de l'analyse, nous supposons que *chacune* des deux entreprises substitue le bien de capital « neuf » à celui qui est devenu désuet, au terme de son usage et de son amortissement. (A propos de cette supposition toute provisoire, on pourrait tout simplement admettre que toute la production de l'unique bien de consommation soit concentrée dans une seule entreprise.) Si, dans les entreprises productrices du bien de consommation, le remplacement du bien de capital « désuet » complètement amorti par le bien de capital « neuf » à rendement technique supérieur s'effectue de manière simultanée, l'état initial d'équilibre stationnaire se muera immédiatement en un nouvel état d'équilibre stationnaire en cas de stabilité de la masse monétaire.

Dans les conditions d'un état initial d'équilibre général de l'économie, en désignant le nombre d'unités affectées à la production du bien de consommation par L_0 pour le travail, par K_0 pour le capital, exprimé en termes monétaires, et en désignant par L'_0 le produit marginal physique du travail et par K'_0 le produit marginal physique du capital, par K'_{N0} le produit marginal physique net du capital, par p_0 et par q_0 respectivement le prix et la quantité du bien produit, on peut écrire, en tenant compte du théorème d'Euler, la fonction de production homogène du premier degré :

$$q_0 = L'_0 \cdot L_0 + K'_0 \cdot K_0 \quad (4)$$

La multiplication par p_0 des deux termes de l'égalité donne la formule suivante :

$$q_0 \cdot p_0 = L'_0 \cdot p_0 \cdot L_0 + K'_0 \cdot p_0 \cdot K_0 \quad (5)$$

Comme l'économie se trouve par hypothèse dans une situation stationnaire d'équilibre général, le salaire nominal w_0 peut être exprimé de la manière suivante :

$$w_0 = L'_0 \cdot p_0 \quad (6)$$

L'expression $K'_0 \cdot p_0 \cdot K_0$ représente la valeur d'échange des services rendus par le

(1) Cf. E. Carell, *Unternehmensgewinn und Arbeitslohn*, p. 26 et ssq., spécialement la note 24, p. 26.

capital physique mis en œuvre dans la production du bien de consommation. Cette valeur comprend le montant total des intérêts dus pour l'usage du capital physique (K_o) ainsi que l'amortissement de celui-ci, toujours exprimé en unités monétaires. La somme des intérêts égale le produit marginal net physique d'une unité de capital multiplié par le nombre d'unités de capital mises en œuvre dans la production.

En exprimant par K'_{No} le produit marginal net physique de l'unité de capital et, pour chacune d'elles, par D_U l'usure qu'entraîne la production, on pose l'égalité suivante :

$$K'_{No} \cdot p_o \cdot K_o = K'_{No} \cdot p_o \cdot K + D_U \cdot K_o \quad (7)$$

Comme $K'_{No} \cdot p_o$ représente les « intérêts par unité de capital » (r_o), on notera que :

$$K'_{No} \cdot p_o = r_o \quad (8)$$

Les intérêts par unité de capital correspondent au taux de l'intérêt; car, dire que les intérêts par unité de capital (1 franc) se chiffrent par exemple à 0,25 franc, c'est affirmer que le taux d'intérêt s'élève à 25 p.c. ou à $\frac{1}{4}$ sous forme de fraction. Par ailleurs, puisque, par hypothèse, chaque unité de capital physique est amortie au cours de la même période, D_U est toujours égal à l'unité et $D_U \cdot K_o = K_o$. En conséquence, on peut simplifier l'égalité (7) et la noter comme suit :

$$K'_{No} \cdot p_o \cdot K_o = K'_{No} \cdot p_o \cdot K_o + K_o \quad (7a)$$

V

En introduisant cette nouvelle égalité (7a) dans l'identité (5), on obtient une nouvelle égalité

$$q_o \cdot p_o = L'_o \cdot p_o \cdot L_o + K'_{No} \cdot p_o \cdot K_o + K_o \quad (9)$$

La mise en œuvre d'un bien de capital « neuf » détermine un déplacement de la fonction de production, qui devient $q_t = f_t(L, K)$. Lorsque les deux entreprises qui, en l'occurrence, fournissent l'ensemble de la production du bien de consommation, substituent un bien de capital « neuf » à celui qui est « désuet », elles suscitent, à quantité constante de travail (L) et de capital (K), une augmentation des quantités produites de ce bien à concurren-

rence d'un certain pourcentage, par exemple 20 p.c.

Si q_t et p_t représentent dans le nouvel état stationnaire respectivement le volume produit et le prix de vente du bien et si la masse monétaire ne change pas et que sa vitesse de circulation égale toujours l'unité, on peut affirmer cette identité nouvelle :

$$M = q_t \cdot p_t \quad (10)$$

Le produit du prix p_t par le volume accru de la production q_t correspond exactement à la masse monétaire, qui, donnée au départ, est demeurée constante. De ce fait, bien que la production du bien de consommation se soit accrue d'un état d'équilibre général à l'autre, le total des recettes tirées de la production n'a pas varié, de sorte que l'on peut maintenir l'égalité :

$$M = q_o \cdot p_o = q_t \cdot p_t \quad (11)$$

Dès lors, si, en vertu des hypothèses, le volume produit est augmenté de 20 p.c. par la mise en œuvre du progrès technologique, le prix, de son côté, doit être abaissé de 20 p.c. dans le « nouvel » état d'équilibre général (1).

Etant donné la constance dans celui-ci du volume de travail et du stock de capital, il y a lieu d'admettre les identités $A_o = A_t = A$ et $K_o = K_t = K$, dans lesquelles A_t représente le volume de travail et K_t , le stock de capital dans le « nouvel » état d'équilibre général. Aussi, pour la suite de l'exposé, les symboles A'_o , A'_t et K'_o ainsi que K'_t seront remplacés par A et K .

Dans le « nouvel » état d'équilibre général, si K'_t représente le produit marginal brut physique de l'unité de capital, K'_{Nt} , le produit marginal net physique de cette unité et L'_t , le produit marginal net physique de l'unité de travail, l'équation caractéristique de ce nouvel état pourra s'écrire sous une forme analogue à celle qui caractérisait l'état initial d'équilibre général (9) :

$$q_t \cdot p_t = L'_t \cdot p_t \cdot L + K'_{Nt} \cdot p_t \cdot K + K \quad (12)$$

dans laquelle $K'_{Nt} \cdot p_t \cdot K + K = K'_t \cdot p_t \cdot K$

(1) Toutes les variations exprimées en pourcentage sont calculées à partir d'une moyenne. Si l'on suppose une augmentation de la quantité de 240 à 300 unités, l'accroissement de 60 unités, mesuré à partir de la moyenne, soit 270, se chiffre par 22,2 p.c.

De l'un à l'autre état d'équilibre général, le volume des unités de travail (L) et celui des unités de capital (K) sont égaux. Par ailleurs, il y a égalité de prix entre le bien de capital « neuf » et le bien « désuet ». Il s'ensuit que la valeur du capital physique employé dans le « nouvel » état d'équilibre général est identique à celle du capital physique qui était mis en œuvre dans l'état « initial » d'équilibre général. Comme, d'autre part, il n'y a pas la moindre épargne ni désépargne dans l'économie, le coût global d'utilisation du capital, y compris les charges d'intérêt, dans la production du bien de consommation reste inchangé dans le « nouvel » état d'équilibre général (1).

Les intérêts par unité de capital payés dans le « nouvel » état stationnaire (r_o) sont égaux à ceux qui ont été versés dans l'état initial d'équilibre général (r_t). Ceci peut s'écrire sous forme mathématique

$$r_t = r_o = K'_{Nt} \cdot p_t = K'_{No} \cdot p_o \quad (13)$$

et

$$1 + r_t = 1 + r_o = K'_t \cdot p_t = K'_o \cdot r_o \quad (13a)$$

L'identité (13) implique que, dans le « nouvel » état d'équilibre général par rapport à

(1) A ce sujet, cf. E. Carell, *Unternehmensgewinn und Arbeitslohn*, p. 46.

En vertu des hypothèses posées au départ, le coût de production du bien de capital « neuf » est identique à celui du bien « désuet ». Chacun d'eux a par conséquent le même prix. Cependant, le bien de capital « neuf » a un rendement physique supérieur à celui du bien de capital « désuet », bien qu'il soit combiné avec la même quantité d'unités de travail. En effet, sa mise en œuvre n'apporte aucun changement dans la combinaison du volume des unités de travail avec celui des unités de capital. Dès lors, pour que le prix du bien de capital « neuf » ne subisse aucune variation après sa mise en œuvre dans la production de l'unique bien de consommation — ce qui, dans cette analyse méthodologique, implique que le prix demeure constant dans le « nouvel » état d'équilibre général —, le coût de production total et le coût moyen de la fabrication de ce bien doivent également demeurer constants dans le « nouvel » état d'équilibre général. Pareille situation n'est possible que si le coût total des capitaux affectés à la production du bien de consommation, en l'occurrence le prix du bien de capital et le taux de l'intérêt, reste inchangé. Mais en supposant que, dans les conditions précitées, le bien de capital peut être toujours fabriqué au même coût et que son prix coïncide toujours avec celui du bien de capital « désuet », on affirme par là même que le taux de l'intérêt ne se modifie pas dans le système économique pris en considération.

Afin de ne pas alourdir l'exposé de développements qui ne sont pas d'une importance essentielle pour la suite du raisonnement, on s'en tiendra à ces quelques lignes d'explication, destinées à étayer l'affirmation suivant laquelle l'hypothèse d'un prix constant du bien de capital implique la stabilité du taux de l'intérêt dans le cadre des hypothèses posées au départ. Il est, dès lors, superflu de maintenir dans la suite de l'exposé une hypothèse distincte sur la stabilité du taux de l'intérêt.

l'état initial, le produit marginal net physique par unité de capital s'est accru d'un pourcentage égal à celui de la baisse du prix du bien de consommation.

Par transformation des identités (9) et (12), on obtient :

$$q_o \cdot p_o - (K'_{No} \cdot p_o \cdot K + K) = L'_o \cdot p_o \cdot L \quad (14)$$

$$q_t \cdot p_t - (K'_{Nt} \cdot p_t \cdot K + K) = L'_t \cdot p_t \cdot L \quad (15)$$

Par suite des identités établies antérieurement — $q_o \cdot p_o = q_t \cdot p_t$ et

$$K'_{No} \cdot p_o \cdot K + K = K'_{Nt} \cdot p_t \cdot K + K —$$

les termes situés à gauche des deux identités (14) et (15) sont égaux entre eux et il en est de même des termes situés à droite. D'où

$$L'_o \cdot p_o \cdot L = L'_t \cdot p_t \cdot L \quad (16)$$

Il en résulte que

$$L'_o \cdot p_o = L'_t \cdot p_t \quad (17)$$

Puisque p_t est inférieur d'un certain pourcentage — 20 p.c. dans l'exemple précité — à p_o , A'_t doit être supérieur à A'_o du même pourcentage; c'est-à-dire le produit marginal physique du travail s'est relevé dans la même proportion que le prix du bien produit a été abaissé.

En désignant par w_o le salaire nominal par unité de travail en vigueur dans l'état initial d'équilibre général et par w_t celui qui est mis en vigueur dans le « nouvel » état d'équilibre général, et en se référant aux identités (6) et (17), on peut passer à l'identité suivante :

$$L'_o \cdot p_o = L'_t \cdot p_t = w_o = w_t \quad (18)$$

Selon l'identité (18), il y a donc égalité entre le salaire nominal en vigueur dans le « nouvel » état d'équilibre général et celui qui caractérisait l'état initial d'équilibre général.

VI

Dans l'hypothèse où la masse monétaire et le taux de l'intérêt demeurent constants, où seul le progrès technologique est pris en considération comme variable économique, le « nouvel » état d'équilibre général à stock de capital

et à effectif de travail invariables présente les caractéristiques suivantes.

Le prix du bien produit baisse et le volume du bien produit s'accroît d'un pourcentage identique. Le produit marginal physique du travail, le produit marginal physique tant brut que net de l'unité de capital se relèvent dans une mesure équivalente à celle respectivement de l'augmentation de la quantité produite ou de la baisse du prix du bien. Comme le salaire nominal et aussi le taux de l'intérêt n'ont subi aucune variation lors du passage d'un état d'équilibre général à l'autre, le revenu national net *nominal* se chiffre au même montant dans l'un comme dans l'autre état d'équilibre général. En revanche, le revenu national net « réel », qui correspond au volume produit de l'unique bien pris en considération, a progressé dans une proportion identique à celle qui affecte la baisse du prix du bien. Dans le « nouvel » état d'équilibre général, le salaire réel et l'intérêt réel sont plus élevés dans une mesure égale à l'augmentation du volume du bien produit. En définitive, dans l'hypothèse de la stabilité de la masse monétaire, la monnaie n'a pas influé sur la formation des prix des facteurs de production et sur les prix relatifs de l'économie. La stabilité de la masse monétaire n'a pas exercé la moindre pression déflationniste, mais elle est demeurée un élément neutre.

VII

Le coût moyen (c) de la production du bien de consommation peut être exprimé par l'identité suivante, dans laquelle w représente le salaire nominal et r , le taux de l'intérêt :

$$c = \frac{A}{q} \cdot w + \frac{K}{q} \cdot r + \frac{K}{q} \quad (19)$$

Puisque les variables A , K , w et r sont identiques dans l'un et l'autre état d'équilibre général et que par contre q augmente dans le « nouvel » état dans la même mesure que le prix baisse, le coût moyen (c) est dans le « nouvel » état d'équilibre général inférieur d'un pourcentage identique à celui de la baisse des prix, au cas où la masse monétaire est maintenue constante. Il en est évidemment de même du coût marginal, celui-ci étant égal au coût moyen dans l'état d'équilibre général.

De plus, en désignant le coefficient de capital et celui de travail respectivement par

$$\frac{K_o}{q_o} \text{ et } \frac{A_o}{q_o} \text{ dans l'état initial d'équilibre général et par } \frac{K_t}{q_t} \text{ et } \frac{A_t}{q_t} \text{ dans le « nouvel » état d'équilibre général, et en sachant que}$$

$$A_o = A_t = A, K_o = K_t = K \text{ et } q_t > q_o.$$

on notera que le coefficient de capital comme celui de travail ont été réduits d'un même pourcentage dans le « nouvel » état d'équilibre général par rapport à l'état « initial ». Cette situation met en évidence le fait que, grâce au progrès technologique, la production d'une unité de bien peut désormais s'effectuer avec moins de travail et moins de capital physique.

VIII

De la comparaison entre deux états d'équilibre général d'une économie, même dans l'hypothèse de la constance de l'effectif de travail et du stock de capital, on ne peut certes tirer que des enseignements de portée limitée au sujet de la régulation de la masse monétaire en cas d'un accroissement de la production consécutif à un progrès technologique. Quoi qu'il en soit, la comparaison établie dans cet article fait néanmoins ressortir que, au cas où la masse monétaire est maintenue constante, il ne s'est produit aucune variation du salaire nominal et de l'intérêt nominal et que chez les producteurs la baisse du coût moyen et du coût marginal a été équivalente à celle du prix du bien produit, de sorte que le maintien de la masse monétaire à un niveau constant n'enclenche pas de pressions sur le salaire et sur le coût de production. De plus, la comparaison montre également que le maintien de la masse monétaire à niveau constant n'affecte pas le stock de capital de l'économie, en ce sens que celle-ci continue à disposer du même volume de capital, exprimé en unités monétaires après la mise en œuvre d'un progrès technologique qui ne donne pas lieu à une épargne nette et à une désépargne. De même, pareil progrès technologique ne modifie pas, toujours dans l'hypothèse de la stabilité de la masse monétaire, les prix relatifs des facteurs de production (ou les prix relatifs des services rendus par les facteurs de production).

Toutefois, cette comparaison de l'un et l'autre état d'équilibre général laisse subsister une importante objection, à savoir, la mise en œuvre du progrès technologique, tel qu'il a été caractérisé plus haut, n'est-il pas de nature à enclencher, dans un état « dynamique » (évolutif) de l'économie, des processus qui, en cas de maintien de la masse monétaire à un niveau constant, empêcheraient de maximiser le volume du bien produit dans les *circonstances données* d'un état *évolutif* de l'économie ?

Pour réfuter cette objection, il convient d'analyser quels processus la mise en œuvre de pareil progrès technologique déclenche, lorsqu'on laisse tomber l'hypothèse du passage *immédiat* de l'économie d'un état stationnaire à un autre. Par ailleurs, il y a lieu de maintenir les hypothèses suivant lesquelles il n'y a en aucune façon épargne nette et désépargne dans l'économie, que le coût de production et le prix du bien de capital « neuf » et du bien « désuet » sont identiques. Par contre, on supposera désormais que le remplacement du bien de capital « désuet » par le bien « neuf » ne s'effectue plus au même moment dans l'*ensemble* de l'économie (c'est-à-dire pas dans toutes les entreprises). On admet par conséquent que le bien de capital « désuet » n'est remplacé par le bien « neuf » que dans une des deux entreprises, au moment où il est usé par le processus de production et totalement amorti. Pendant cette période, où la première entreprise a déjà mis en œuvre le bien de capital « neuf », la seconde entreprise continue de travailler avec le bien de capital « désuet » et n'introduira le bien « neuf » qu'au cours de la période de production suivante. (Dans un but de simplification de l'exposé, il est admis que chacune des deux entreprises ne travaille qu'avec un seul bien de capital.) Mais on maintient l'hypothèse suivant laquelle la masse monétaire est tenue constante dans l'économie.

IX

En comparant l'un et l'autre état d'équilibre général, on a mesuré l'accroissement du volume de la production par référence à la combinaison optimale des facteurs de production. On a supposé que les entreprises, se conformant dans leur politique à la règle de l'« égalité du coût marginal et du prix », produisaient au coût moyen minimal et que, partant, se véri-

fiait l'« égalité du coût marginal, du coût moyen et du prix ».

Maintenant, on posera deux hypothèses différentes. Seule l'entreprise I met en œuvre le bien de capital « neuf », tandis que l'entreprise II travaille encore avec le bien « désuet ». Les deux entreprises, dérogeant à la règle de l'« égalité du coût marginal et du prix », produisent à leur coût moyen minimal respectif. Par ailleurs, chacune des deux entreprises continue d'employer à la production du bien de consommation la moitié de l'ensemble des facteurs de production de l'économie, comme elles le faisaient dans l'état « initial » d'équilibre général. Il est évident dès lors que, pour le calcul du coût de production, le bien de capital tant « neuf » que « désuet » est compté à son coût d'acquisition et, pour cette raison, les deux biens ont la même évaluation.

Mais du fait que seule l'entreprise I met en œuvre le bien de capital « neuf », l'économie passe d'un état stationnaire à un état « évolutif » (dynamique). L'entreprise I accroît sa production de la même façon qu'elle l'a fait dans le « nouvel » état d'équilibre général, analysé plus haut, alors que dans l'entreprise II, la production ne varie pas. Pour l'ensemble de l'économie, le pourcentage d'augmentation du volume de la production sera calculé à partir de la moyenne, égal à la moitié de celui qui a été mentionné pour le cas, examiné plus haut, de la mise en œuvre *simultanée* du progrès technologique par les deux entreprises. (L'augmentation absolue du volume de la production n'est que la moitié de celle qui résulte de la mise en œuvre simultanée du progrès technologique par les deux entreprises.) Étant donné que la recette totale provenant de la production du bien de consommation est inchangée, le prix de ce bien diminue d'un pourcentage correspondant à celui de l'accroissement du volume produit. Ainsi, par rapport au « nouvel » état stationnaire, le prix du bien de consommation ne diminue que de un peu plus de 50 p.c.

Dès lors, dans l'hypothèse de la stabilité du taux de l'intérêt et du salaire nominal, l'entreprise I à nouvelle technique de production relèvera le produit marginal physique du travail et le produit marginal physique, tant brut que net, de l'unité de capital au niveau, déjà décrit, du « nouvel » état d'équilibre général. Par contre, dans l'entreprise II, les produits marginaux physiques précités n'accusent

aucun changement et se maintiennent au niveau de l'état « initial » d'équilibre général. Puisque le pourcentage de baisse du prix du bien de consommation est un peu plus que la moitié de ce qu'il devrait être dans le « nouvel » état d'équilibre général et que la production et le coût total — notamment le coût moyen — n'ont pas changé par rapport à l'état « initial » d'équilibre général dans le cas de l'entreprise II, celle-ci doit accuser des pertes. En effet, alors que le coût total est inchangé, la recette totale diminue d'un pourcentage égal à celui de la baisse du prix, ces pourcentages étant calculés à partir d'une moyenne. Par contre, l'entreprise I a accru sa production en termes absolus et en termes relatifs dans une mesure identique à celle qui est décrite pour le passage de l'état « initial » d'équilibre général au « nouvel » état. De l'un à l'autre état, son coût total n'a pas changé, compte tenu de la stabilité du salaire nominal, du prix du bien de capital et du taux de l'intérêt, alors que sa production a augmenté. Son coût moyen fléchit au niveau qui prévaut dans le « nouvel » état d'équilibre général (dans notre cas, cela signifie une baisse de 20 p.c.). En conséquence, étant donné que le pourcentage de baisse du prix par rapport à l'état « initial » d'équilibre général est un peu plus que la moitié de celui qui a prévalu dans l'exemple précédent du passage d'un état à l'autre, la recette totale exprimée en termes absolus comme en termes relatifs est, dans l'entreprise I, supérieure au coût total dans une mesure, absolue et relative, égale à ce que la recette totale lui est inférieure dans l'entreprise II. De là vient que l'entreprise I enregistre des gains (différentiels) pour un montant égal aux pertes subies par l'entreprise II ⁽¹⁾.

Etant donné l'équivalence entre la somme des gains (différentiels) tirés de la mise en œuvre du progrès technologique et celle des pertes qui en résultent en même temps, le capital investi au départ dans l'économie (valeur monétaire du capital physique) sera amorti à condition d'affecter les gains (différentiels) et les pertes aux provisions adéquates d'amortissement. Le volume de capital investi dans l'économie est par conséquent pleinement conservé à un niveau élevé, en cas

de maintien de la masse monétaire à un niveau constant, lorsque l'on impute au coût du capital non seulement les pertes, mais également les gains différentiels, tous deux encourus par la mise en œuvre du progrès technologique. Cela signifie que le coût total de production, calculé d'après le « coût historique », égale la recette totale (ou revenu national) dans l'économie.

Nous désignons sous le nom de loi de la conservation du capital investi dans l'état « dynamique » (évolutif) de l'économie le processus par lequel la compensation entre les gains et les pertes, suscités sous certaines conditions par un progrès technologique, a pour résultat de maintenir constant la masse du capital investi dans l'économie.

X

Cette loi de la conservation du capital investi garde toute sa validité, si, tout en maintenant toutes les autres hypothèses, on suppose à nouveau la formation des prix sous un régime de concurrence parfaite. En d'autres termes, on admet que les deux entreprises se conforment, après la mise en œuvre du progrès technologique par l'entreprise I, au principe de l'« égalité du coût marginal et du prix ». Dans ces conditions, l'entreprise I travaillera au-dessus du coût moyen minimum et l'entreprise II, au-dessous. Mais dans l'état « dynamique » (évolutif), les valeurs d'échange du produit marginal du facteur variable travail sont égales pour les deux entreprises (c'est-à-dire pour l'ensemble de l'économie) et elles correspondent au salaire nominal. Il en résulte par conséquent que le volume global du bien produit dans l'économie augmentera dans une proportion plus forte que dans l'état « dynamique », analysé précédemment et caractérisé par le fait que les deux entreprises travaillent au coût moyen minimal. De plus, les hypothèses du maintien de la masse monétaire à un niveau constant et d'un coefficient de vitesse de circulation de la monnaie égal à un, impliquent qu'au cours de la période considérée la baisse du prix atteigne un pourcentage correspondant à celui de l'accroissement du volume global de la production. Il y a lieu d'admettre que l'entreprise I réalise, à l'aide du facteur fixe « neuf » de capital physique, des gains pour un montant égal à celui des

⁽¹⁾ A ce sujet, cf. E. Carell, *Unternehmensgewinn und Arbeitslohn*, p. 23 et ssq. et p. 32 et ssq.

pertes que l'entreprise II encourt par suite de l'emploi du facteur fixe de bien de capital « désuet ». En effet, comme les entreprises agissent conformément au principe de l' « égalité du coût marginal et du prix », le facteur variable travail est rémunéré en fonction de sa productivité marginale; dès lors, seul l'emploi du facteur « fixe » de capital physique, et nullement celui du facteur variable travail, est la cause de bénéfices, voire de pertes dans les entreprises.

Cette conclusion peut être explicitée par les considérations suivantes.

En représentant le volume produit par q_I pour l'entreprise I et par q_{II} pour l'entreprise II, le prix du bien produit par p_e , la recette totale ou revenu national et le coût total de l'économie respectivement par Y_e et T_{ce} , le coût moyen — calculé dans l'hypothèse de l'intérêt et du salaire nominal invariables — par c_I pour l'entreprise I et par c_{II} pour l'entreprise II, le gain total (différentiel) de l'entreprise I par $+G_I$ et la perte totale de l'entreprise II par $(-G_{II})$, on peut alors écrire, dans l'état évolutif mentionné, les identités ci-après :

$$Y_e = (q_I + q_{II}) \cdot p_e = c_I \cdot q_I + c_{II} \cdot q_{II} + G_I + (-G_{II}) \quad (20)$$

et pour le coût total de l'économie :

$$T_{ce} = c_I \cdot q_I + c_{II} \cdot q_{II} \quad (21)$$

La recette totale ou revenu national net est égale au coût total. Ce dernier est la somme du coût salarial global (le produit du salaire nominal inchangé par le nombre des unités de travail employées dans l'économie) et le coût total (invariable) du capital dans l'économie. Ce dernier coût comporte le coût total d'amortissement (mesuré au coût d'acquisition des biens de capital) et les intérêts payés sur les biens de capital.

Par conséquent, le coût total égale le revenu national

$$Y_e = T_{ce} \quad (22)$$

En introduisant l'identité (22) dans l'identité (21), on peut écrire :

$$Y_e = c_I \cdot q_I + c_{II} \cdot q_{II} \quad (23)$$

Les identités (20) et (23) impliquent :

$$Y_e = c_I \cdot q_I + c_{II} \cdot q_{II} + G_I + (-G_{II}) = c_I \cdot q_I + c_{II} \cdot q_{II} \quad (24)$$

L'identité (24) ne se vérifie que si $G_I + (-G_{II}) = 0$ ou que si $G_I = (-G_{II})$.

Elle ne signifie rien d'autre que le gain total ($+G_I$) de l'entreprise I est égal à la perte totale ($-G_{II}$) de l'entreprise II. En définitive, si les entreprises se conforment dans leurs activités au principe de l' « égalité du coût marginal et du prix », il se produit, lors de la mise en œuvre du progrès technologique dans l'entreprise I, une compensation des pertes et des gains (gains différentiels) qui apparaissent dans l'état évolutif de l'économie.

Si une économie se trouve dans un état « initial » d'équilibre général et si, dans un de ses secteurs, la mise en œuvre d'un progrès technologique donne lieu à une expansion du volume de la production, le prix du bien dont la production bénéficie de ce progrès technologique, baissera d'un pourcentage correspondant à celui de l'accroissement du volume de la production. Par suite de cette baisse de prix, les entreprises travaillant avec les techniques de production « désuètes » accuseront des pertes. Mais, au même moment, les entreprises travaillant avec les techniques « neuves » enregistreront des gains (gains différentiels) pour un montant égal à celui des pertes.

Par ailleurs, étant donné qu'en cas d'application du principe de l' « égalité du coût marginal et du prix », le travail en tant que facteur variable est en tout lieu rémunéré en fonction de la valeur d'échange de son produit marginal, l'égalité des gains et des pertes permet, du point de vue de l'ensemble de l'économie, de couvrir pleinement le coût du capital (mesuré au coût d'acquisition du capital physique). Ainsi le capital, investi dans l'ensemble de l'économie et calculé en unités monétaires, peut-il être amorti et rémunéré pleinement, du moins du point de vue de l'ensemble de l'économie. Le stock de capital physique (exprimé en unités monétaires) dont l'économie est dotée, demeure donc intact même pendant le processus « dynamique » (évolutif) qui conduit au « nouvel » état d'équilibre général. De plus, il peut être rémunéré dans cet état « dynamique » au taux d'intérêt qui était en vigueur

dans l'état « initial » d'équilibre général. Ces conclusions ne valent cependant que si les gains et les pertes sont imputés au coût du capital, et en présupposant toujours que la grandeur MV (la masse monétaire multipliée par la vitesse de circulation de la monnaie) reste constante.

XI

Comme on vient de le voir, la monnaie se comporte de manière neutre ⁽¹⁾ dans un état évolutif de l'économie, quand la masse monétaire est maintenue constante lors d'une expansion de la production inhérente à un certain type de progrès technologique. Le salaire nominal, le prix du bien de capital et l'intérêt ne subissent alors aucun changement. Les entreprises couvrent pleinement leur coût de production, du moins si l'on prend en considération l'ensemble de l'économie, bien que le prix du bien ait baissé d'un pourcentage égal à celui de l'accroissement du volume de la production. En règle générale, dans les études relatives à la croissance économique spécialement dans l'analyse du progrès technologique, on pose comme hypothèse la stabilité du niveau des prix et une expansion concomitante de la masse monétaire ⁽²⁾. Mais en cas de progrès technologique et dans l'hypothèse de la formation des prix sous un régime de concurrence parfaite, il est impossible de maintenir la stabilité du salaire nominal, du prix du bien de capital, de l'intérêt et du niveau des prix. En effet, le salaire nominal doit hausser en cas de stabilité du prix du bien produit, c'est-à-dire du niveau des prix, s'il doit être égal à la valeur d'échange réalisée par le produit marginal du travail; pareille égalité doit se vérifier en conformité avec le principe de l'« égalité du coût margi-

nal et du prix ». (Le même principe vaut dans l'état stationnaire de l'économie pour la valeur d'échange réalisée par le produit marginal brut et par le produit marginal net de l'unité de capital.)

S'il se produit dans l'économie une expansion de la masse monétaire telle que le prix du bien de consommation ne baisse pas, mais reste constant — et pour autant que le salaire nominal ne hausse pas immédiatement dans la même proportion que le volume de la production, mais reste tout d'abord inchangé —, il s'ensuivra dans l'économie stationnaire que l'entreprise à technique de production « désuète » pourra travailler sans gains ni pertes, comme elle le faisait dans l'état « initial » d'équilibre général.

Il s'est alors créé une situation dans laquelle, bien que l'expansion de la masse monétaire s'effectue dans un marché de concurrence parfaite, les prix ne se forment plus, selon les principes de la concurrence parfaite, c'est-à-dire selon le principe de l'« égalité du coût marginal et du prix ». Le salaire nominal est alors inférieur à la valeur d'échange réalisée par le produit marginal du travail. La mise en œuvre du progrès technologique ne donne pas lieu à un relèvement du salaire réel, mais l'accroissement rendu possible de la production revient sous forme de bénéfices à l'entreprise I, qui a appliqué le progrès technologique. Aux gains « différentiels » résultant de ce progrès s'ajoutent donc pour l'entreprise en question des bénéfices suscités par l'expansion de la masse monétaire. La somme de ces gains « différentiels » et de ces bénéfices liés à l'expansion de la masse monétaire correspond exactement aux économies que le progrès technologique a permis de réaliser sur le coût de la production ou à la valeur du volume supplémentaire de la production, calculée au prix inchangé du bien produit. Cette somme revenant à l'entreprise I équivaut exactement à l'augmentation de la masse monétaire, dans l'hypothèse de la stabilité de la vitesse de circulation de la monnaie.

Par ailleurs, dans cet état « évolutif » de l'économie, le salaire réel est ramené au taux qui correspond à la valeur d'échange inchangée réalisée par le produit marginal du travail dans l'entreprise travaillant avec la technique de production « désuète » et au coût moyen minimal. Ce salaire ne subit dans cet état « évolutif » de l'économie, aucun changement après

(1) La neutralité de la monnaie ne peut *absolument* pas être confondue avec la stabilité de la masse monétaire ou de la grandeur MV . C'est uniquement dans le cas d'une expansion de la production inhérente à un progrès technologique bien caractérisé — ce que nous qualifions d'expansion « intensive » de la production — que la monnaie demeure neutre par suite de la stabilité de la masse monétaire.

Au sujet de la monnaie neutre, on peut se référer spécialement à K. Wicksell, *Geldzins und Güterpreise*, Léna, 1898; J.G. Koopmans, *Zum Problem des « neutralen » Geldes*, in M. Fanno & autres, *Beiträge zur Geldtheorie*, Vienne, 1933, p. 288 et ssq.; F.A. Hayek, *Geldtheorie und Konjunkturtheorie*, Vienne, 1929, et *Preis und Produktion*, Vienne, 1931.

(2) Par exemple, Evsey D. Domar, « Capital Expansion, Rate of Growth, and Employment », *Econometrica*, Chicago, XIV, avril 1946, p. 137 et ssq., et R.F. Harrod, *Towards a Dynamic Economics*, Londres, 1946.

la mise en œuvre du progrès technologique, du moins dans les conditions prises maintenant en considération. Cela ne signifie rien d'autre que l'expansion de la masse monétaire, en empêchant la baisse du prix du bien produit ou en donnant lieu à sa stabilisation, a déclenché un processus d'épargne forcée. Pour cette raison, dans le « nouvel » état d'équilibre général, le taux d'intérêt diffère de celui qui était en vigueur dans l'état « initial » et par rapport à ce dernier, la relation entre le taux de l'intérêt et la rémunération du travail s'est modifiée.

Dans ce paragraphe, on fait abstraction du processus d'épargne forcée qu'une expansion de la masse monétaire est de nature à susciter dans un état dynamique (évolutif) de l'économie. On présuppose, par conséquent, qu'il ne produit pas d'épargne forcée. Dans ces conditions, en cas d'une expansion de la masse monétaire, le stock de capital de l'économie, exprimé en unités monétaires, ne peut pas dans le « nouvel » état d'équilibre général être égal à celui de l'état « initial » d'équilibre général. De fait, il ne se produit qu'une augmentation purement nominale du stock de capital, c'est-à-dire la valeur d'un même stock de capital physique a simplement haussé en unités monétaires. S'il s'y ajoute une expansion de la masse monétaire, le salaire augmentera également au cours de la période jusqu'à ce que le salaire réel ait atteint, lors du « nouvel » état d'équilibre général, le niveau auquel il se serait situé en cas de maintien de la masse monétaire à un niveau constant et de baisse consécutive du prix du bien produit. Si, par ailleurs, ce prix a été stabilisé par suite de l'expansion de la masse monétaire, le salaire sera supérieur dans le « nouvel » état d'équilibre général d'un pourcentage identique à celui de l'augmentation du volume de la production. Dans ce « nouvel » état d'équilibre général, comme le principe de l'« égalité du coût marginal, du coût moyen et du prix » doit se vérifier et qu'il n'y a pas d'épargne forcée, du moins dans le cadre des hypothèses retenues, le salaire réel doit-il atteindre le niveau auquel il se serait situé en l'absence d'une expansion de la masse monétaire.

Par ailleurs, puisque, par hypothèse, la production du bien de consommation et celle du bien de capital affecté à la première ont été réalisées avec la même sorte de travail, le salaire payé dans l'une et dans l'autre production

haussera dans la même proportion. La même proposition vaut pour les intérêts, exprimés en unités monétaires, tandis que le taux de l'intérêt ne varie pas, vu que, par hypothèse, il n'y a pas de formation d'épargne nette dans l'économie, même pas par suite d'une épargne forcée. Aussi le coût moyen hausse-t-il et, par voie de conséquence, le prix du bien de capital.

Si ce dernier haussait proportionnellement moins que le salaire nominal, il deviendrait rentable de substituer du capital physique au travail. Mais, dans l'hypothèse posée antérieurement de l'inexistence d'une épargne nette, pareille substitution est impossible, puisque le prix du bien de capital a été relevé dans le « nouvel » état d'équilibre général d'un pourcentage identique à celui du salaire nominal, qu'en d'autres termes le rapport ne s'est pas modifié entre le salaire nominal et le coût nominal du capital, exprimés en unités monétaires. La hausse du prix du bien de capital ne signifie rien d'autre que le volume de capital, exprimé en unités monétaires, est plus important dans le « nouvel » état que dans l'état « initial » d'équilibre général. Aussi, en cas de stabilité du prix du bien produit liée à une expansion de la masse monétaire, le coefficient de capital $\frac{K}{q}$ dans le « nouvel » état ne peut être inférieur à celui de l'état « initial » de l'équilibre général. Il est constant, étant donné que le numérateur et le dénominateur s'accroissent d'un même pourcentage. Par contre, le coefficient de travail $\frac{A}{q}$ fléchit, car A est constant, tandis que q s'accroît. Il se ramène au niveau qu'il avait atteint dans le « nouvel » état d'équilibre général en cas de maintien de la masse monétaire à un niveau constant.

En dernière analyse, on ne peut attacher beaucoup de signification au fait de mesurer le capital physique en unités monétaires dans le cas d'une expansion de la masse monétaire inhérente au progrès technologique. Pareille mesure laisse apparaître une augmentation du capital physique de l'économie, qui ne s'est pas produite en réalité. Ceci révèle clairement que la monnaie ne s'est pas comportée de manière neutre. Quant à l'intensité du capital par rapport au travail, $\frac{K}{A}$, elle paraît également s'être relevée, alors qu'en réalité le tra-

vail n'est pas mieux doté de capital physique qu'il ne l'est en cas de maintien de la masse monétaire à un niveau constant.

En fait, le capital de l'économie ne paraîtra inchangé, en cas d'expansion de la masse monétaire, que s'il est mesuré en unités de travail. A cet effet, il y a lieu de diviser le montant nominal du capital par le salaire nominal (en hausse) d'une unité de travail. Pour cette raison, au cas où la monnaie ne se comporte pas de manière neutre, il convient de mesurer le capital physique en unités de travail (1).

XII

Jusqu'à présent, l'analyse a été conduite dans l'hypothèse de la production d'un seul bien dans l'économie. Désormais, on supposera que la production porte sur un grand nombre de biens. Si un progrès technologique est mis en œuvre dans la fabrication d'un de ces biens, tandis que celle des autres ne subit aucun changement, le prix du premier bien baissera, alors que ceux des autres ne se modifieront pas en cas de maintien de la masse monétaire à un niveau constant. Le prix relatif du premier bien fléchira et ceux des autres biens augmenteront. De plus, si un salaire nominal se modifiait dans l'économie, le salaire payé pour le même genre de travail devrait se modifier dans tous les autres secteurs de l'économie — en vertu du principe de l'unicité du prix sur un marché de concurrence parfaite (Loi d'indifférence de W.S. Jevons) (2). En conséquence, si par suite de l'expansion de la masse monétaire, le salaire nominal hausse dans la production du bien en question, il doit également hausser dans toutes les autres branches de l'économie. Dès lors, pour prévenir l'apparition d'un chômage dans l'économie, l'expansion de la masse monétaire allant de pair avec la stabilité du prix du bien bénéficiant du progrès technologique, doit être assez importante pour provoquer la hausse des autres biens. Or, selon les hypothèses retenues, le prix du premier

bien ne pourra être maintenu constant que si le niveau des prix est relevé dans l'économie par suite d'une expansion de la masse monétaire, en d'autres termes que si le pouvoir d'achat de la monnaie subit une réduction.

Ce processus est conjugué avec la hausse dans l'ensemble de l'économie de la valeur d'échange du produit marginal tant brut que net de l'unité de capital, exprimée en unités monétaires. Il en résulte, sous les conditions de la stabilité du taux de l'intérêt et de la formation des prix en régime de concurrence parfaite, une hausse des prix de tous les biens de capitaux. Cette augmentation, purement nominale, du stock de capital entraîne celle des revenus provenant des intérêts, encore que le taux de l'intérêt n'ait pas varié. Ainsi, la hausse purement nominale, enregistrée dans la valeur du stock de capital physique investi dans l'économie et due à l'expansion de la masse monétaire, se ramène également à une hausse du niveau des prix et, partant, à une réduction du pouvoir d'achat de la monnaie. Ce résultat ne doit pas étonner. Si une économie comportant la production de nombreux biens doit atteindre un « nouvel » état d'équilibre général — certes, cet état n'est jamais pleinement réalisé dans la réalité, mais vers lequel tendent les forces économiques —, le prix du bien auquel a été appliqué le progrès technologique doit en effet baisser ou, autrement dit, les prix des autres biens doivent accuser une hausse relative. Si l'expansion de la masse monétaire a pour résultat de maintenir la stabilité du bien en question, la baisse relative du prix de ce bien ne peut être obtenue que par une hausse des autres biens suscitée par cette expansion de la masse monétaire.

XIII

Dans une économie produisant un seul bien, l'élasticité de la demande de ce bien, dont la production bénéficie d'un progrès technologique, est par rapport au prix égale à l'unité. Dans une telle économie et dans l'hypothèse du maintien de la masse monétaire à un niveau constant, le prix du bien baisse d'un pourcentage correspondant à celui de l'accroissement du volume produit. Cela ne signifie rien d'autre que l'élasticité de la demande par rapport au prix est égale à l'unité. Dans le cas d'une

(1) Au sujet des problèmes de la mesure du capital, on peut consulter par exemple J. Robinson, *The Accumulation of Capital*, Londres, 1956; J.W. Kendrick, « Some Theoretical Aspects of Capital Measurement », *The American Economic Review Papers and Proceedings*, Saint-Louis, LI, mai 1961, p. 102 et ssq.

(2) A ce propos, cf. E. Carell, *Unternehmensgewinn und Arbeitslohn*, p. 84 et ssq.

économie caractérisée par la production de plusieurs biens, et du maintien de la masse monétaire à un niveau constant, l'élasticité de la demande par rapport à tous les biens est égale à l'unité. Dans le cas de la production de beaucoup de biens, le progrès technologique, comme tel, entraîne *immédiatement* les mêmes répercussions que celles qui ont été décrites pour la production d'un seul bien dans l'économie. Toutefois, la baisse du bien en question modifie les rapports de prix entre les biens et de ce fait déclenche un processus de substitution d'un bien à l'autre.

Si, toujours dans le cadre de l'hypothèse du maintien de la masse monétaire à un niveau constant, l'élasticité par rapport au prix de la demande du bien, dont la production bénéficie du progrès technologique, est inférieure à l'unité, la recette totale résultant de la vente de ce bien diminuera. Comme l'acquisition de ce bien peut s'effectuer avec une dépense totale moindre qu'en cas de prix plus élevé, une partie du pouvoir d'achat peut être affectée à l'achat d'autres biens. Par conséquent, les gains « différentiels » réalisés par l'entreprise I qui a mis en œuvre le progrès technologique dans la production du bien en question, seront inférieurs et les pertes encourues par l'entreprise II qui travaille avec une technique de production « désuète », seront supérieures à ce qu'ils auraient été tous les deux dans l'hypothèse d'une élasticité de la demande par rapport au prix égale à l'unité.

Par ailleurs, comme la demande effective s'est accrue pour les autres biens, encore que la masse monétaire soit constante, leurs prix accusent une hausse. Il en résulte la formation de gains (différentiels) dans d'autres secteurs de l'économie. Toutefois, le surcroît de recettes

encaissé par ceux-ci correspond à la régression de celles qui proviennent de la production du bien bénéficiant du progrès technologique. Il y a donc, pour l'ensemble de l'économie, compensation entre les pertes et les gains, de sorte que le stock de capital demeure constant comme c'était le cas dans l'hypothèse de la production d'un seul bien de consommation.

Si l'élasticité par rapport au prix de la demande du bien, dont la production bénéficie du progrès technologique, est cette fois supérieure à l'unité, l'acquisition de ce bien requiert un pouvoir d'achat supérieur à celui qui était nécessaire avant la mise en œuvre du progrès technologique. Les gains différentiels de l'entreprise I seront supérieurs et les pertes de l'entreprise II, inférieures à ce qu'ils auraient été tous les deux dans l'hypothèse d'une élasticité de la demande par rapport au prix égal à l'unité. Par contre, les autres secteurs de l'économie subissent une baisse de prix liée à la contraction de la demande effective pour leurs biens et ils encourent des pertes. Mais, pour l'ensemble de l'économie, pertes et gains se compensent et le stock de capital, exprimé en unités monétaires, reste intact comme c'était le cas dans l'hypothèse de la production d'un seul bien de consommation dans l'économie.

En définitive, même dans le cadre d'une hypothèse de la production d'un grand nombre de biens, le maintien de la masse monétaire à un niveau constant, allant de pair avec un progrès technologique « pur », n'exerce aucune pression sur le salaire nominal, le taux de l'intérêt et la structure des coûts dans l'économie. La monnaie se comporte de manière neutre, du moins si l'on envisage l'économie dans son ensemble.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de janvier 1968. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Deuxième rapport de la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique. (*Banque Nationale de Belgique, Bruxelles, 1967, p. 179.*)

Le financement du leasing immobilier. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 46, 9 décembre 1967, pp. 457-460.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

Het Belgische Rentenfonds. (*Mededelingen van de N.V. Bank voor Nederlandsche Gemeenten, 's-Gravenhage, n° 12, décembre 1967, pp. 1-11.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

L'assurance en 1966-1967. Rapport de l'Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances opérant en Belgique. (*Bulletin des Assurances, Bruxelles, XLVII, n° 202, novembre-décembre 1967, pp. 947-970.*)

Le contrôle des sociétés à portefeuille. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 85, janvier 1968, pp. 93-99.*)

Le marché belge des actions en 1967. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 3, 20 janvier 1968, pp. 21-26.*)

Le marché belge des obligations en 1967. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 2, 13 janvier 1968, pp. 13-17.*)

Les marchés étrangers des actions. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 4, 27 janvier 1968, pp. 33-38.*)

L'évolution des taux d'intérêt sur les marchés des obligations. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 1, 6 janvier 1968, pp. 1-5.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

COUTURIER J.J., Fiscale aspecten van de hergroepering van ondernemingen. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, XXI, n° 6, décembre 1967, pp. 581-604.*)

DEHAENE J.L., Le budget 1968. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XLIV, n° 8, novembre-décembre 1967, pp. 531-539.*)

REMACLE J.E., La taxe sur la valeur ajoutée. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXII, n° 4597, 23 décembre 1967, pp. 733-737.*)

VAN FRAEYENHOVEN G., Le nouveau régime de taxation des plus-values foncières. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXII, n° 4595, 9 décembre 1967, pp. 693-696.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

De buitenlandse investeringen. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXIII, n° 12, décembre 1967, pp. 491-493.*)

La consommation de biens durables en Belgique et dans la C.E.E. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXII, janvier 1968, pp. 15-31.*)

7. PRIX ET SALAIRES

Incidence des charges sociales sur les rémunérations en 1968. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, n° 3, 20 janvier 1968, pp. 156-164.*)

Indice des prix à la consommation. (*Bulletin d'Information de Fabrimétal, Bruxelles, n° 27, 22 janvier 1968, pp. 34-37.*)

Le coût horaire du travail ouvrier en Europe occidentale. (*Industrie, Bruxelles, XXII, n° 1, janvier 1968, pp. 73-79.*)

Le nouvel index des prix à la consommation. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 4, 2 février 1968, pp. 1-5.*)

VAN MEERHAEGHE M.A.G., The Belgian Prices Commission. (*Weltwirtschaftliches Archiv, Hambourg, IC, n° 2, 4° trimestre 1967, pp. 257-273.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

BOUGARD J.P., L'évolution de l'emploi dans le Hainaut. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 85, janvier 1968, pp. 101-113.*)

Le travail des femmes. Commentaire de l'arrêté royal n° 40 du 24 octobre 1967. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XXIII, n° 1, 1^{er} janvier 1968, supplément, pp. 1-29.*)

ROMBOUTS Th., De werknemers en de fusie. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXI, n° 6, décembre 1967, pp. 633-636.*)

SARTIN P., Travail féminin et discontinuité des carrières. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXVIII, novembre-décembre 1967, pp. 1687-1705.*)

9. SECURITE SOCIALE

BEIRNAERT W., Evolution récente de la sécurité sociale. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 2, 1967, pp. 7-26.*)

DELEECK H., L'efficacité du régime de sécurité sociale des salariés. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 2, 1967, pp. 42-60.*)

GEENS G., Facteurs déterminants de la sécurité sociale. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 2, 1967, pp. 27-41.*)

LAVENS A., L'organisation administrative de la sécurité sociale. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 2, 1967, pp. 61-69.*)

L'évolution des recettes et des dépenses de la sécurité sociale entre 1958 et 1965. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, IX, n° 10, octobre 1967, pp. 1385-1553.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

DEBLAERE G. en anderen, Regionale welvaartsverschillen in België. (*Standaard, Anvers, 1967, 162 p.*)

L'économie belge au début de 1968. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 67, janvier 1968, pp. 2-4.*)

Nouvelles orientations économiques de la région gantoise. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 67, janvier 1968, pp. 4-7.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

CARDON de LICHTBUER D., Réflexions sur l'avenir de la sidérurgie. (*Etudes économiques, Mons, nos 133-134, 1^{er} semestre 1967, pp. 21-31.*)

CRAHAY A., L'industrie belge face au problème de l'eau. (*Industrie, Bruxelles, XXII, n° 1, janvier 1968, pp. 2-23.*)

DE VYNCK W., La brasserie belge. (*Le petit Journal du Brasseur, Bruxelles, LXXVI, n° 3178, 19 janvier 1968, pp. 39-43.*)

d'OULTREMONT F., Le rôle moteur des grandes entreprises internationales sur le marché mondial. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXI, n° 6, décembre 1967, pp. 531-542.*)

LOUIS Ch., L'industrie pharmaceutique en Belgique. (*La Revue nouvelle, Tournai, XLVI, n° 12, 15 décembre 1967, pp. 496-509.*)

MARTENS J., La politique énergétique en 1967-1975. (*Annexe à l'Aperçu mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires Economiques, Bruxelles, n° 12, 1967, pp. 3-29.*)

NEDEE F., Fusies. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXI, n° 6, décembre 1967, pp. 497-512.*)

ROGIERS F. & KEMPENEERS A., Concentratie in een groeiende markteconomie. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXI, n° 6, décembre 1967, pp. 543-562.*)

SADOC P., Les causes de la concentration et la nécessité d'une politique en face de ce processus. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXI, n° 6, décembre 1967, pp. 513-530.*)

STORRER J., Le programme nucléaire belge et le projet Vulcain. (*Revue de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, XX, n° 1-2, octobre 1967-janvier 1968, pp. 86-97.*)

THIELEMANS E., De kleine en middelgrote ondernemingen in het huidig concentratiegebeuren. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXI, n° 6, décembre 1967, pp. 637-644.*)

12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

DEFAY J., La Belgique et l'Europe devant l'expansion scientifique et technologique. (*Revue de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, XX, n° 1-2, octobre 1967-janvier 1968, pp. 61-85.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES.

ALIBER R.Z., Gresham's Law, Asset Preferences, and the Demand for International Reserves. (*The Quarterly Journal of Economics, Cambridge (Mass.), LXXXI, n° 4, novembre 1967, pp. 628-638.*)

ALVES J., Progress Towards Uniformity in Balance of Payments Presentation. (*Staff Papers, Washington, XIV, n° 3, novembre 1967, pp. 541-570.*)

A New International Reserve Asset. (*Bank of Nova Scotia Monthly Review, Toronto, octobre 1967, pp. 1-4.*)

de JOUVENEL B., Le dollar. (*S.E.D.E.I.S.-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 1005, 10 décembre 1967, pp. 788-801.*)

GLEJSER H., Perspectives monétaires du monde. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 85, janvier 1968, pp. 90-92.*)

- HIRSCH F., Money International. (*Allen Lane the Penguin, Londres, 1967, 443 p.*)
- HOLBIK K., The Bank for International Settlements : West Europe's Monetary Conscience. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Milan, XIV, n° 12, décembre 1967, pp. 1141-1154.*)
- HOST-MADSEN P., Balance of Payments. Its Meaning and Uses. (*Fonds Monétaire International, Washington, 1967, IV+23 p.*)
- JOHNSON H.G., Theoretical Problems of the International Monetary System. (*The Journal of Economic Studies, Aberdeen, II, n° 2, 1967, pp. 3-34.*)
- La dévaluation de la livre. (*Chroniques étrangères, Paris, n° 12, décembre 1967, pp. 7-15.*)
- La dévaluation du sterling et ses conséquences. (*Bulletin mensuel économique de la First National City Bank, New York, décembre 1967, pp. 5-8.*)
- La dévaluation du sterling n'est-elle qu'un commencement ? (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 48, 23 décembre 1967, pp. 473-478.*)
- LEDUC M., La coopération monétaire internationale entre pays d'inégal niveau de développement. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Milan, XIV, n° 12, décembre 1967, pp. 1155-1176.*)
- LEIMONE J.E., Central Bank Swaps - A Bulwark of International Monetary Cooperation. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of Atlanta, Atlanta, LII, n° 12, décembre 1967, pp. 162-167.*)
- Les emprunts obligataires internationaux. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 1, 6 janvier 1968, pp. 5-7.*)
- Les nouvelles dévaluations. (*Bulletin du Crédit Suisse, Zurich, LXXIII, n° 3, novembre 1967, pp. 178-181.*)
- MACKLIN Th., Gold - Key to Confidence. (*Economists' National Committee on Monetary Policy, New York, 1967, 44 p.*)
- MORISSENS L., La dévaluation de la livre sterling. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 85, janvier 1968, pp. 7-17.*)
- Nach der Pfund-Abwertung. (*Verreinsbank in Hamburg, Hamburg, n° 106, novembre-décembre 1967, pp. 24-27.*)
- NEME C., Les euro-marchés. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Milan, XIV, n° 12, décembre 1967, pp. 1177-1193.*)
- ROMBOUTS T., De devaluatie van het pond sterling. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LVIII, n° 12, décembre 1967, pp. 1054-1057.*)
- SCHWEITZER P.P., New Arrangements to Supplement World Reserves and their Implication for the Developing Countries. (*Supplement to International Financial News Survey, Washington, XIX, n° 49, 15 décembre 1967, pp. 413-420.*)
- The United Kingdom Devalues Sterling. (*International Economic Review, Chicago, décembre 1967, pp. 1-5.*)
- TREMPONT J., La dévaluation de la livre. (*Industrie, Bruxelles, XXI, n° 12, décembre 1967, pp. 718-724.*)
- VAN WENSVEEN D.M.N., Het plan voor een nieuw trekkingsrecht op het I.M.F. (*Bank en Effectenbedrijf, Amsterdam, XVI, n° 4, décembre 1967, pp. 3-6.*)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE.**
- BOUTEILLER C., Les causes du mouvement de concentration et de coopération dans l'industrie chimique du Marché commun. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 108, décembre 1967, pp. 636-646.*)
- Convergence des prix dans la C.E.E. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXI, n° 12, décembre 1967, pp. 27-36.*)
- Exploitation agricole et aménagement foncier dans les pays de l'Europe des Six. (*Notes et Etudes documentaires, Paris, n° 3.444, 11 décembre 1967, pp. 3-40.*)
- HUYS M., Vers la société européenne. (*Industrie, Bruxelles, XXI, n° 12, décembre 1967, pp. 709-717.*)
- JACQUEMIN A. & PARMENTIER C., La double imposition économique des bénéfices de sociétés et les mesures d'allègement. Vers une solution européenne. (*Librairie Universitaire, Louvain, 1968, 133 p.*)
- La Grande-Bretagne et le Marché Commun. (*Chroniques étrangères, Paris, n° 12, décembre 1967, pp. 16-21.*)
- LIEBERHERR J.G., Le développement d'un marché européen des capitaux. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 108, décembre 1967, pp. 614-623.*)
- L'opinion allemande et le Marché commun à travers les débats du Bundestag. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 108, décembre 1967, pp. 596-613.*)
- MONTEIL J., La comparaison des niveaux de vie au sein du Marché commun. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Milan, XIV, n° 12, décembre 1967, pp. 1194-1201.*)
- MUSIN H., La création d'une société de type européen. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLII, nos 7-8, 1967, pp. 363-376.*)
- SANDERS P., Projet d'un statut d'une société anonyme européenne. (*Communauté Economique Européenne, Bruxelles, 1966, XXXIII+206 p.*)
- Statistiques harmonisées des gains horaires moyens bruts et de la durée hebdomadaire moyenne du travail offerte par ouvrier. (*Statistiques sociales, Bruxelles, n° 8, 1967, pp. 5-171.*)
- VANDAMME R., Nécessité d'une harmonisation des accises au sein de la Communauté Economique Européenne et état des travaux. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 108, décembre 1967, pp. 624-635.*)

VAN MEERHAEGHE M.A.G., The Purpose of Competition Policy. A Critical Essay on the EEC's Views. (*Zeitschrift für Nationalökonomie*, Vienne, XXVII, n° 4, décembre 1967, pp. 425-438.)

VIGNES D., De Europese handelsvennootschap. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift*, Anvers, XXI, n° 6, décembre 1967, pp. 563-580.)

WERNER P., Perspectives de la politique financière et monétaire européenne. (*Bulletin de Documentation*, Luxembourg, XXIV, n° 2, 26 janvier 1968, pp. 3-8.)

WIBAULT H., Les impôts locaux et l'harmonisation fiscale européenne. (*Le Mouvement communal*, Bruxelles, L, n° 424, janvier 1968, pp. 15-19.)

18. DIVERS.

Répertoire permanent des groupes financiers et industriels + mises à jour. (*Centre de Recherches et d'Informations socio-politiques*, Bruxelles, 1967, div. pp.)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le *Journal officiel des Communautés Européennes*.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 27 décembre 1967

modifiant l'arrêté royal du 16 septembre 1959 relatif à l'organisation de la politique scientifique (Moniteur du 3 janvier 1968, p. 2).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 7 décembre 1967

modifiant l'arrêté royal du 20 avril 1959, portant exécution de la loi du 8 mars 1954, tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes (Moniteur du 10 janvier 1968, p. 222).

Arrêté ministériel du 29 décembre 1967

approuvant l'émission par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel d'un emprunt 6,75 p.c. 1968-1980 de 500 millions de francs (Moniteur du 4 janvier 1968, p. 35).

.....
Art. 2. — (...) Les obligations portent intérêt au

taux de 6,75 p.c. l'an à partir du 15 janvier 1968 jusqu'au 14 janvier 1980.

Art. 3. — La souscription publique (...) sera close dès que les souscriptions atteindront le capital nominal de cinq cents millions de francs (...).

Art. 4. — Le prix d'émission, fixé à 990 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 6. — Les obligations sont remboursables le 15 janvier 1980 à 101 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 7. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 8. — La taxe sur les opérations de bourse due

pour l'émission de l'emprunt est supportée par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Arrêté ministériel du 26 janvier 1968

déterminant le taux d'intérêt auquel les caisses d'assurances sociales doivent consentir des prêts à l'Office national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants dans le courant de l'année 1968 (Moniteur du 31 janvier 1968, p. 922).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 5 août 1967

portant approbation des actes internationaux suivants : A. Convention entre la Belgique et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, signée à Bruxelles, le 2 juillet 1965; B. Accord portant modification de cette convention, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, le 7 mars 1967 (Moniteur du 5 janvier 1968, p. 83). Errata (Moniteur du 21 février 1968, p. 1620).

Arrêtés ministériels des 29 décembre 1967 et du 12 janvier 1968

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 13 et 27 janvier 1968, p. 381 et 781).

Arrêté royal du 12 janvier 1968

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 23 janvier 1968, p. 619).

Arrêté ministériel du 19 janvier 1968

portant délégation des pouvoirs visés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 53 du 10 novembre

1967, mettant fin à l'activité du Comité de liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944 et transférant ses attributions au Ministre des Finances (Moniteur du 23 janvier 1968, p. 619).

Arrêté royal et arrêté ministériel du 26 janvier 1968

relatifs à l'émission de l'emprunt 6,75 p.c. 1968-1978 (Moniteur du 31 janvier 1968, p. 907-908).

Article 1^{er}. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 6,75 p.c. 1968-1978, dont le capital nominal est limité à 10 milliards de francs, sera ouverte le 7 février 1968 (...).

Art. 2. — (...) Ces obligations portent intérêt au taux de 6,75 p.c. l'an à partir du 14 février 1968.

..

Art. 3. — Le prix d'émission, fixé à 995 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

Art. 10. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 28 décembre 1967

modifiant l'arrêté royal du 24 avril 1964 relatif à l'octroi d'une subvention destinée à encourager la consommation du lait (Moniteur du 13 janvier 1968, p. 385).

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 25 octobre 1967

complétant l'arrêté ministériel du 7 mars 1951 ordonnant des statistiques de l'activité et de la production des cokeries, des fabriques d'agglomérés de houille, de l'industrie des métaux non ferreux, des minières, carrières et industries connexes et de l'industrie de l'exploitation de terrils (Moniteur du 16 janvier 1968, p. 430).

Arrêté royal du 30 novembre 1967

modifiant l'arrêté ministériel du 13 février 1951 prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie de la production et de la transformation du papier et du carton (Moniteur du 4 janvier 1968, p. 46).

Arrêté royal du 30 novembre 1967

modifiant l'arrêté royal du 11 avril 1964 prescrivant une statistique mensuelle de l'activité et des stocks dans l'industrie du savon et des détergents de synthèse (Moniteur du 4 janvier 1968, p. 47).

Arrêté royal du 11 décembre 1967

complétant certains arrêtés royaux prescrivant des statistiques annuelles de la production industrielle (Moniteur du 16 janvier 1968, p. 431).

Arrêté royal du 11 décembre 1967

modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1954 coordonnant et modifiant les arrêtés relatifs aux statistiques annuelles de la production industrielle (Moniteur du 16 janvier 1968, p. 432).

Arrêté royal du 11 décembre 1967

modifiant l'arrêté ministériel du 9 février 1960 prescrivant une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie des fabrications métalliques (Moniteur du 16 janvier 1968, p. 435).

Arrêté royal du 11 décembre 1967

prescrivant des statistiques annuelles de la production dans l'industrie du papier et du carton (fabrication et transformation) (Moniteur du 30 janvier 1968, p. 845).

Arrêté royal du 11 décembre 1967

modifiant l'arrêté royal du 15 février 1963 prescrivant une statistique annuelle des investissements dans les établissements industriels et artisanaux (Moniteur du 30 janvier 1968, p. 859).

Arrêté royal du 11 décembre 1967

prescrivant une statistique annuelle de la production dans l'industrie de la construction (Moniteur du 30 janvier 1968, p. 860).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 19 décembre 1967

portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967, organisant le statut social des travailleurs indépendants. Errata (Moniteur du 25 janvier 1968, p. 719).

Arrêté ministériel du 22 décembre 1967

modifiant l'article 101 de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (Moniteur du 11 janvier 1968, p. 319).

Arrêté royal du 12 janvier 1968

dérogant temporairement à l'article 83, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 20 janvier 1968, p. 583).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 27 décembre 1967

modifiant la liste I jointe à l'arrêté ministériel du 7 janvier 1966, modifié par l'arrêté ministériel du 11 juillet 1967, soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 27 janvier 1968, p. 784).

Arrêtés ministériels des 29 décembre 1967 et 12 janvier 1968

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 13 et 24 janvier 1968, pp. 381 et 781).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 22 décembre 1967

portant institution d'une commission spéciale, dénommée « Commission de l'Indice » et supprimant la « Commission des nombres-indices des prix de détail et du coût de la vie (Moniteur du 6 janvier 1968, p. 142).

Article 1^{er}. — Il est institué près l'Administration du Commerce du Ministère des Affaires Economiques une commission spéciale dénommée « Commission de l'Indice ».

Art. 2. — Cette commission a pour mission :

a) d'émettre un avis au sujet de tous les problèmes concernant les indices des prix de détail, les indices des prix à la consommation et les indices du coût de la vie;

b) d'examiner chaque mois les relevés des prix de détail et les indices constituant l'indice officiel du Royaume et d'en donner avis.

Loi du 28 décembre 1967

relative à l'octroi d'un salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture (Moniteur du 20 janvier 1968, p. 579).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967

relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. Errata. (Moniteur du 25 janvier 1968, p. 719).

Arrêté royal du 28 novembre 1967

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. Erratum (Moniteur du 23 janvier 1968, p. 631).

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1967

pris en exécution de l'arrêté royal n° 49 du 24 octobre 1967 relatif aux prestations familiales revenant aux chômeurs. Erratum (Moniteur du 24 janvier 1968, p. 690).

Arrêté ministériel du 19 décembre 1967

modifiant l'arrêté ministériel du 23 juillet 1966 fixant les modalités d'exécution de l'arrêté royal du 22 juillet 1966 accordant une prime de reclassement aux travailleurs licenciés à la suite de la fermeture totale ou partielle ou de la réduction d'activité d'entreprises charbonnières (Moniteur du 12 janvier 1968, p. 350).

Arrêté royal du 21 décembre 1967

portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (Moniteur du 16 janvier 1968, p. 441).

Arrêté royal du 22 décembre 1967

portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 10 janvier 1968, p. 235).

Loi du 27 décembre 1967

modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 11 janvier 1968, p. 315).

Arrêté ministériel du 27 décembre 1967

fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés (Moniteur du 17 janvier 1968, p. 502).

Arrêté royal du 12 janvier 1968

modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur du 23 janvier 1968, p. 626).

Arrêté ministériel du 25 janvier 1968

modifiant l'arrêté ministériel du 22 mai 1964 relatif à l'octroi de certains avantages aux travailleurs salariés ou indépendants et aux chômeurs qui reçoivent une formation professionnelle (Moniteur du 30 janvier 1968, p. 843).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1964	1965	1965	1966
		(milliers)			(milliers)	
		(à fin d'année)			(à fin d'année)	
Population totale	I.N.S.	8.512	9.428	9.499	9.499	9.556
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.996	6.022	6.022	
dont : Hommes	»	2.902	2.984	2.998	2.998	
Femmes	»	2.948	3.012	3.024	3.024	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)			(estimations à fin juin)	
dont : Agriculture	»	423	216	206	230	216
Industries extractives	»	191	102	97	95	84
Industries manufacturières	»	1.311	1.289	1.291	1.256	1.253
Bâtiments et construction	»	197	282	286	293	296
Transports	»	243	250	243	266	267
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.427	1.476	1.445	1.487
Chômeurs complets	»	92	56	61	59 ²	62 ²
Ouvriers frontaliers ³	»				61	60

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

⁴ Pour les années 1965 et 1966, la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

1 - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	209,9	231,7	254,4
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	20,1
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	44,6	48,7	56,7
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,7	82,4	92,7	103,8
e) Corrections et compléments	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,7	20,2	19,6	17,4
Total ...	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	332,2	373,7	411,1	452,4
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	26,7	28,7	30,7	29,6
b) Professions libérales ¹	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	21,5	24,0
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,9	104,3	100,9
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,9	8,5
e) Ajustement statistique	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	—	— 1,0	— 0,4	— 0,1
Total ...	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	136,4	153,6	165,0	162,9
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,5
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6
c) Dividendes, tantièmes, dons	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,9	18,2
Total ...	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,0	90,3
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	18,7	15,6
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,1	17,0	17,6
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,1
7. Intérêt de la dette publique	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,4
Revenu national net au coût des facteurs ...	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	550,9	619,1	675,8	715,5
8. Amortissements	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,7	73,7	79,4	84,1
Revenu national brut au coût des facteurs ...	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	617,6	692,8	755,2	799,6
9. Impôts indirects	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	119,2
10. Subsidés	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-12,4
Produit national brut aux prix du marché ...	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,4	779,2	847,4	906,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

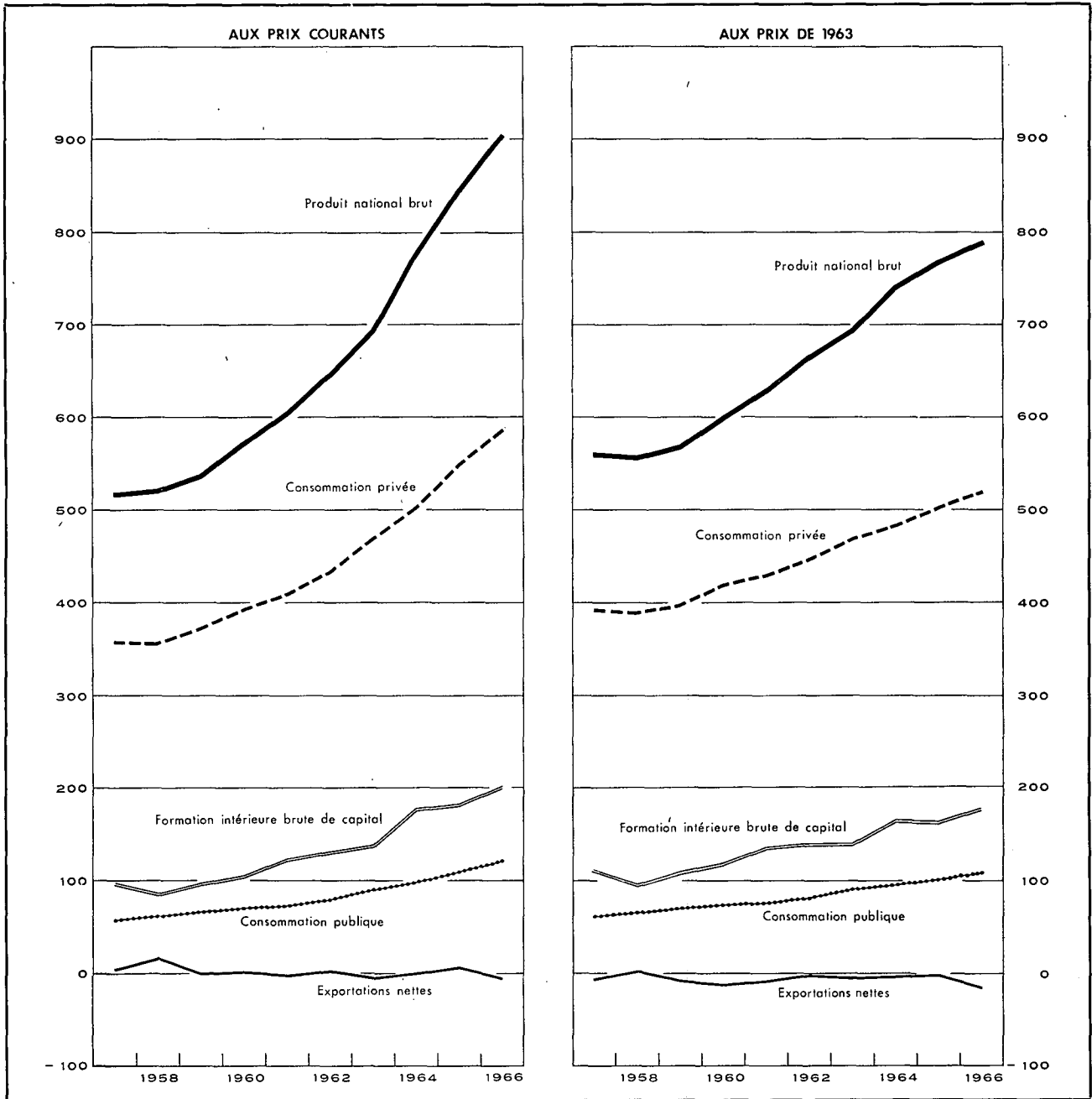
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
1. Agriculture, sylviculture et pêche	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,0	43,9	46,3	45,9
2. Industries extractives	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,3	13,6
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,0	52,3	55,2
b) Textiles	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,6	20,8	21,1	22,6
c) Vêtements et chaussures	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,3	11,9
d) Bois et meubles	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,5	11,2	12,0
e) Papier, impression, édition	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,6	13,3	13,8
f) Industries chimiques et activités connexes	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,8	22,0
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	23,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,6	72,6
j) Industries non dénommées ailleurs .	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,7	18,2	20,1	22,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>210,3</i>	<i>239,0</i>	<i>256,6</i>	<i>271,0</i>
4. Construction	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	58,4	62,7
5. Electricité, gaz et eau	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,5	15,6	16,9
6. Commerce, banques, assurances immeubles d'habitation :										
a). Commerce	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	112,7	121,0	131,8	146,2
b) Services financiers et assurances ...	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,5	27,6	30,4
c) Immeubles d'habitation	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,1
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>176,8</i>	<i>190,6</i>	<i>207,5</i>	<i>227,7</i>
7. Transports et communications	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	60,9
8. Services	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,7	181,3	200,1
9. Corrections	-3,3	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	0,1	2,9	3,3	2,1
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	511,2	514,8	532,3	565,1	599,9	642,6	690,5	774,3	841,1	900,9
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	8,0	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,3	5,5
Produit national brut aux prix du marché ...	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,4	779,2	847,4	906,4

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,2	130,7	141,7	150,5
b) Boissons et tabacs	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,9
c) Vêtements et autres effets personnels	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,4	53,3	56,8
d) Loyers, taxes, eau	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,4	63,1
e) Chauffage et éclairage	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,3	28,7
f) Articles ménagers durables	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,5	49,9	53,7
g) Entretien de la maison	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,0	28,4
h) Soins personnels et hygiène	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,2	38,7	42,7
i) Transports et Communications	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,6	44,3	49,2	54,5
j) Loisirs	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	35,6	40,4	43,6	46,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,6	19,7	19,5	21,5
Total ...	358,5	357,0	373,5	393,6	410,2	433,0	469,3	504,5	549,4	588,5
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	85,5
b) Biens et services	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,0	27,1	28,9
c) Loyer net imputé ou payé	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,9
Total ...	57,2	62,2	66,9	71,3	72,7	80,0	90,9	97,9	109,2	121,0
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	5,8
b) Industries extractives	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,8	46,4	50,2
d) Construction	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,2
e) Electricité, gaz et eau	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	10,9
f) Commerce, banques, assurances	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	17,1
g) Immeubles d'habitation	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	50,3	48,7
h) Transports et communications	10,7	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,2	18,2	20,0
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	18,0	23,4	21,0	29,1
j) Autres services	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,4
k) Variations de stocks	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	3,9	7,3
l) Ajustement statistique	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	0,7	0,1	0,1
Total ...	97,4	86,3	97,2	106,3	123,6	131,6	139,1	176,8	181,8	201,5
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	327,0	350,6
b) Importations totales	178,5	160,1	176,1	193,7	217,1	230,2	258,1	295,0	320,0	355,2
c) Exportations nettes	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+7,0	-4,6
Produit national brut aux prix du marché ...	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,4	779,2	847,4	906,4

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	88	91	89	93	95	98	100	101	103	106
b) Boissons	84	83	87	89	92	93	100	106	110	110
c) Tabac	86	88	89	93	95	100	100	105	112	116
d) Vêtements et autres effets personnels	82	76	80	84	88	93	100	102	105	108
e) Loyers, taxes, eau	95	95	96	96	97	99	100	102	104	106
f) Chauffage et éclairage	76	68	69	74	77	92	100	90	99	99
g) Articles ménagers durables	72	69	72	82	87	91	100	113	118	124
h) Entretien de la maison	89	90	92	94	96	100	100	103	106	108
i) Soins personnels et hygiène ...	72	79	82	87	90	96	100	102	109	111
j) Transports	74	75	77	85	87	92	100	109	120	125
k) Communications P.T.T.	77	81	81	83	87	93	100	109	116	125
l) Loisirs	88	92	91	91	95	98	100	106	110	111
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>83</i>	<i>85</i>	<i>90</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>103</i>	<i>108</i>	<i>111</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	71	76	79	83	86	91	100	105	115	124
b) Biens et services	60	65	73	76	74	86	100	102	103	108
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	64	69	71	74	80	90	100	109	117	123
<i>Total ...</i>	<i>68</i>	<i>73</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>111</i>	<i>119</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	115	106	111	93	104	97	100	109	115	123
b) Industries extractives	171	152	105	86	113	81	100	96	93	79
c) Industries manufacturières	56	50	52	73	88	100	100	99	110	117
d) Construction	43	35	44	48	62	105	100	89	94	103
e) Electricité, gaz et eau	84	80	99	80	75	119	100	108	126	142
f) Commerce, banques, assurances	74	66	75	82	90	93	100	100	99	106
g) Immeubles d'habitation	104	92	99	117	125	107	100	146	146	135
h) Transports et communications	78	87	83	89	90	96	100	101	116	122
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	63	67	82	75	77	84	100	142	117	157
j) Enseignement	38	29	64	76	94	105	100	88	86	107
k) Autres services	73	72	80	84	94	96	100	100	101	108
<i>Total ...</i>	<i>80</i>	<i>70</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>97</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>120</i>	<i>118</i>	<i>127</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	68	68	73	80	87	93	100	111	120	125
b) Importations totales	68	66	74	83	89	93	100	111	119	128
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	80,8	80,2	82,1	86,5	90,8	95,9	100,0	106,9	110,6	113,7

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1967, p. 578. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches Economiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Construction de matériel de transport	Textiles (sans confection)		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques				
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1965 3 ^e trimestre	106,0	55,1	109,4	106,3	116,6	135,8	129,0	104,7	92,7	116,6	
4 ^e trimestre	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1966 1 ^{er} trimestre	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
2 ^e trimestre	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 ^e trimestre	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1967 1 ^{er} trimestre	102,7	45,9	108,1	94,6	121,6	132,7	113,3	106,8	99,1	107,8	
1966 Mai	104,7	50,3	109,6	102,6	121,3	137,8	115,6	106,4	97,8	111,0	
Juin	105,1	49,8	109,7	102,5	121,0	135,9	116,9	108,9	98,2	113,0	
Juillet	104,3	48,8	109,3	100,2	121,6	132,5	116,1	111,4	97,1	111,2	
Août	105,5	48,2	109,4	101,6	120,8	134,9	116,3	112,1	97,9	114,7	
Septembre	106,1	47,4	110,9	101,0	122,9	134,3	117,9	112,2	97,9	116,2	
Octobre	105,8	47,1	110,8	100,6	124,1	137,0	116,9	109,8	96,8	115,4	
Novembre	105,2	46,6	110,2	99,8	123,5	135,5	117,4	109,9	96,8	113,2	
Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,3	100,5	104,9	
Février	102,6	46,2	107,9	94,5	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7	
Mars	102,6	45,4	107,3	93,8	120,0	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8	
Avril	102,4	45,0	106,4	93,0	119,1	127,5	111,0	104,7	96,4	113,3	
Mai	102,7	44,7	106,7	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,6	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période ¹	Chômeurs contrôlés (milliers) ²			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois ³		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics ²	Demandes d'emploi ^{4 5}	Offres d'emploi ⁴	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 ⁶	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1966	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	21,9	13,1	6,7
1967	265	107,4	61,5	45,9	2.372	17,2	7,4	5,7	40,1	11,4	3,7
1966 2 ^e trimestre	61	56,0	35,6	20,4	1.139	15,5	4,6	6,9	18,7	14,4	7,8
3 ^e trimestre	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
4 ^e trimestre	63	82,0	42,0	40,0	1.721	15,7	6,2	5,6	26,5	11,3	5,0
1967 1 ^{er} trimestre	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	39,4	11,9	3,7
2 ^e trimestre	65	91,4	59,3	32,0	1.980	17,0	5,9	6,5	36,9	13,8	4,2
3 ^e trimestre	65	75,4	54,0	21,4	1.633	16,4	6,1	6,2	35,2	10,6	4,1
4 ^e trimestre	70	130,1	71,2	58,9	3.035	18,2	8,7	5,6	48,8	9,1	2,9
1967 Janvier	25	156,0	59,2	96,8	3.901	19,2	9,0	3,2	38,3	11,3	3,8
Février	20	130,1	62,3	67,8	2.601	16,0	6,8	5,0	40,9	11,2	3,6
Mars	20	101,1	61,6	39,5	2.022	16,0	6,0	5,1	39,0	13,2	3,8
Avril	25	98,8	61,3	37,5	2.470	18,7	6,2	6,2	37,9	13,1	4,0
Mai	20	90,5	59,6	30,9	1.810	15,9	5,5	6,5	38,1	12,8	4,3
Juin	20	82,9	56,7	26,2	1.659	16,1	5,8	6,7	34,7	15,6	4,2
Juillet	25	76,2	54,3	21,9	1.905	19,6	7,4	5,8	35,3	8,0	4,0
Août	20	73,9	52,3	21,6	1.478	14,5	5,5	6,3	34,4	11,5	4,4
Septembre	20	75,8	55,3	20,5	1.516	15,3	5,6	6,5	35,9	12,3	3,9
Octobre	25	88,2	61,5	26,7	2.205	18,6	6,4	6,4	41,2	11,8	3,2
Novembre	20	104,5	70,4	34,1	2.090	16,0	6,0	6,0	48,1	8,3	2,7
Décembre	25	192,4	81,6	110,8	4.810	19,8	10,9	4,5	57,0	7,2	2,8
1968 Janvier	20	204,2	90,2	114,0	4.083	16,7	9,2	3,9	62,4	12,5	3,0

¹ Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

² Moyenne journalière par mois de chômage.

³ Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

⁴ Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

⁵ Chômeurs complets normalement aptes.

⁶ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

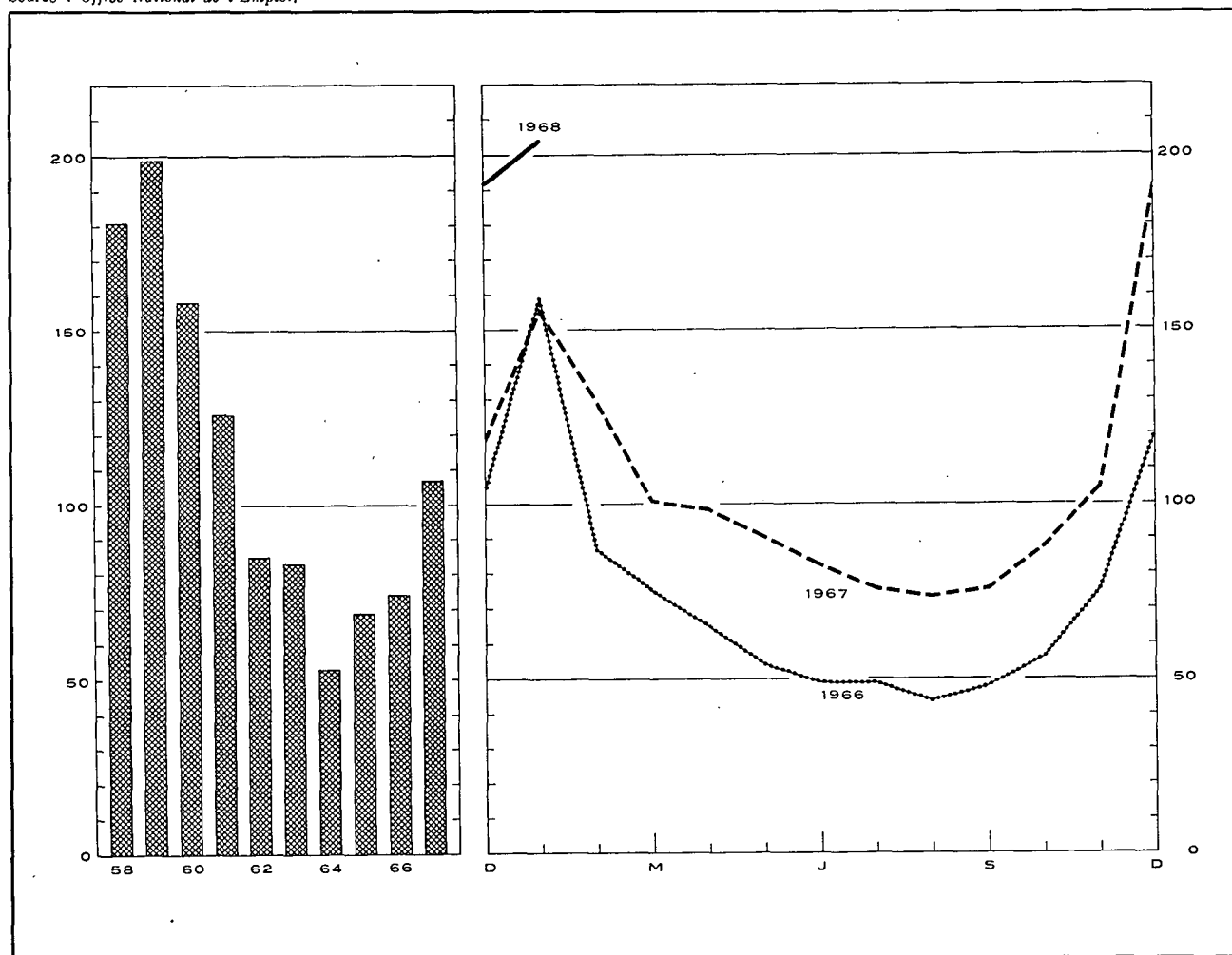
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1965	1966	1967	1968
1958	181	204	166	149	204	Janvier	131	159	156	204
1959	199	292	182	150	171	Février	124	87	130	
1960	158	221	149	123	137	Mars	75	75	101	
1961	126	177	111	90	124	Avril	49	65	99	
1962	85	141	64	52	90	Mai	45	51	91	
1963	83	176	44	35	72	Juin	41	49	83	
1964	53	82	36	32	61	Juillet	40	49	76	
1965	69	111	45	39	78	Août	39	44	74	
1966	74	111	56	47	82	Septembre	39	48	76	
1967	107	131	91	75	130	Octobre	42	56	88	
						Novembre	96	75	105	
						Décembre	104	119	192	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	270	273	256	252	246	262	265	247	232
dont : froment	200	203	206	209	200	216	227	212	199
seigle	62	63	44	39	41	42	34	30	27
Céréales non panifiables	255	252	263	260	255	239	253	260	259
Plantes industrielles	88	96	92	93	94	106	95	92	95
Plantes racines et tuberculifères	134	131	120	116	114	103	98	98	99
Légumes cultivés pour la graine	12	11	11	10	10	11	10	9	8
Prés et prairies	816	819	821	829	825	815	810	810	811
Divers	133	129	136	129	135	129	121	124	123
Total ...	1.708	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.627
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	789	773	722	835	759	900	854	650	
Autres céréales	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	
Betteraves sucrières	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	2.586	
Lin (graines et paille)	124	214	196	231	240	283	190	157	
Chicorée à café	43	55	60	37	47	68	46	29	
Pommes de terre	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	170	159	148	141	132	120	108	95	86
Total des bovidés	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.756
dont : vaches laitières	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029
Porcs	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.320
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	424	441	429	462	458	429	461	500	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

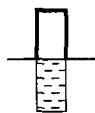
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Aiglefin	374	232	262	285	300	221	281	233	141
Cabillaud	834	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052
Plie	451	381	390	291	346	424	322	294	442
Sole	315	257	350	314	347	631	201	263	329
Raie	337	342	323	328	310	298	319	280	182
Hareng	201	260	528	409	273	153	134	112	61
Crevettes	64	89	39	80	48	76	75	72	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

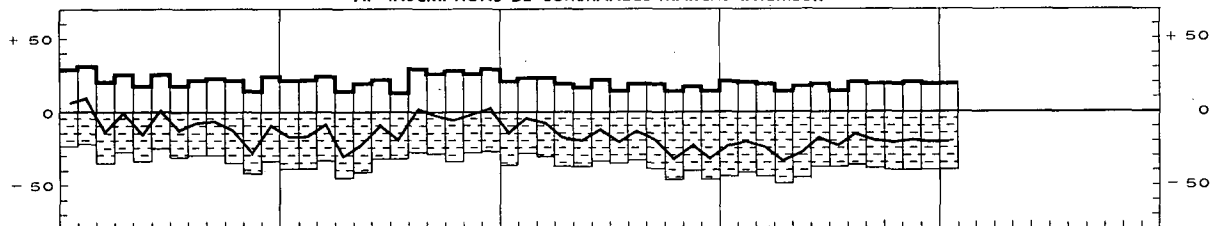
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



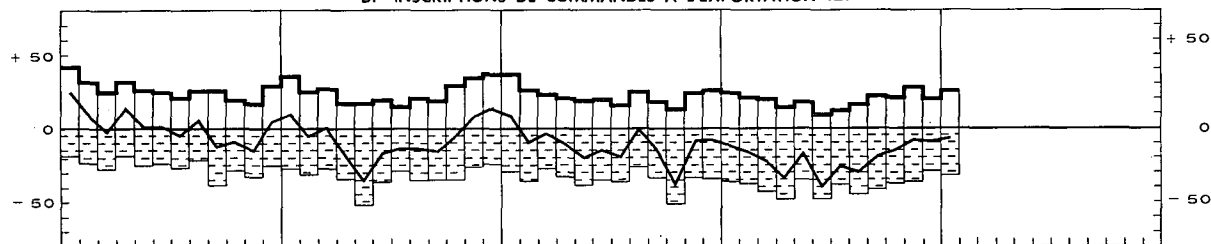
Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions D et E

— { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A,B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

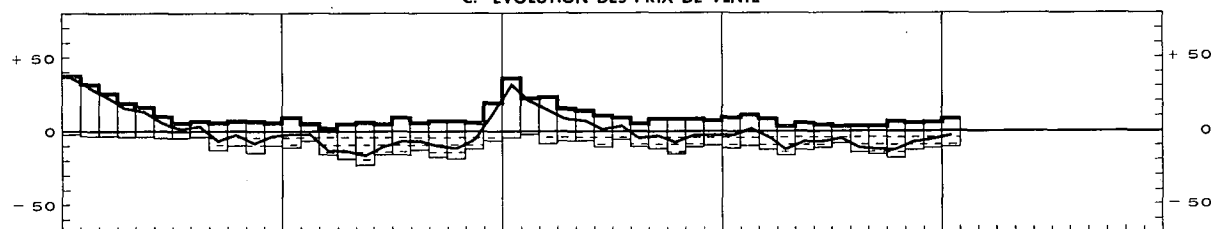
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHE INTERIEUR (2)



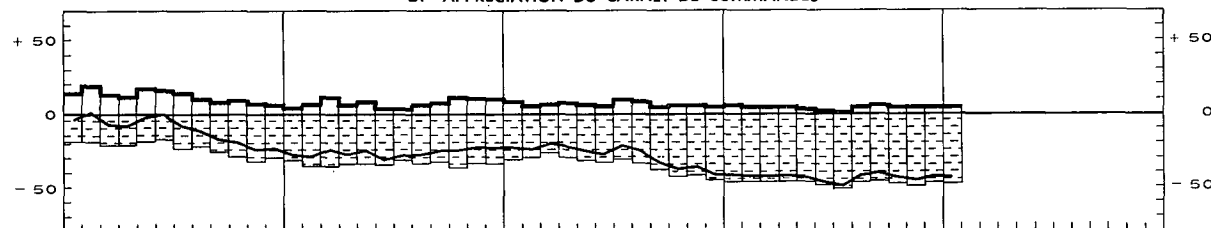
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



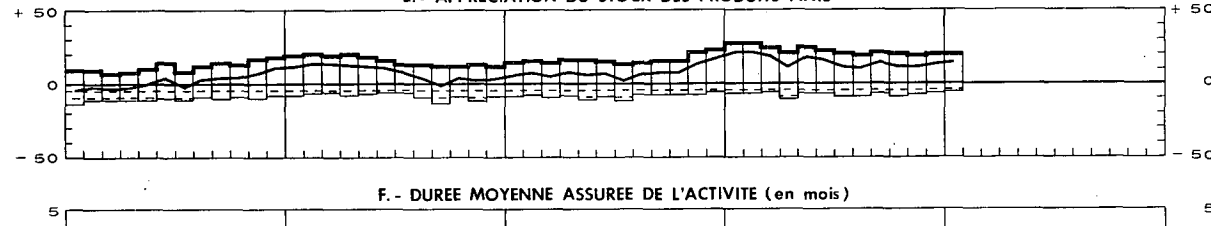
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



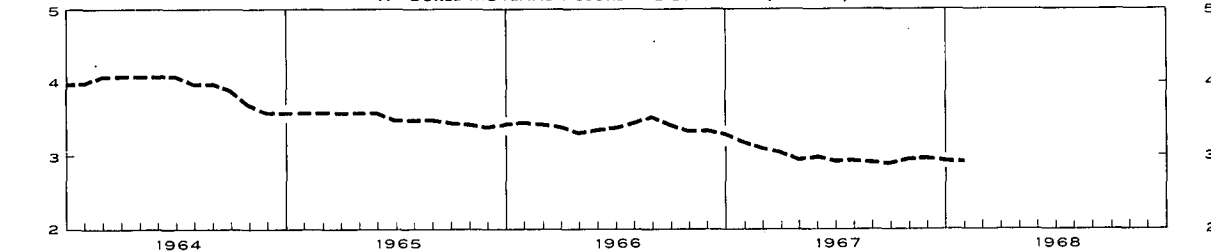
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Indices désaisonnalisés
	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1962	125	132	120	130	125
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	145	149	148
1966	150	162	148	150	150
1967	p 152	p 164		p 152	p 152
1966 3 ^e trimestre	143	155	136	147	150
4 ^e trimestre	157	169	153	152	151
1967 1 ^{er} trimestre	p 152	p 164	p 151	152	p 153
2 ^e trimestre	p 154	p 166	p 152	153	p 152
3 ^e trimestre	p 140	p 152	p 135	148	p 149
4 ^e trimestre	p 161	p 174		p 156	p 155
1967 Janvier	150	162	p 149	154	151
Février	147	159	p 151	146	156
Mars	p 160	p 172	p 153	156	p 152
Avril	p 155	p 167	p 149	151	p 156
Mai	p 146	p 157	p 151	152	p 148
Juin	p 161	p 173	p 155	157	p 152
Juillet	p 113	p 123	p 115	137	p 143
Août	p 146	p 157	p 137	150	p 147
Septembre	p 162	p 175	p 153	156	p 156
Octobre	p 165	p 173	p 152	p 158	p 150
Novembre	p 162	p 174	p 158	p 156	p 152
Décembre	p 156	p 170		p 155	p 162
1968 Janvier				159 ³	

* Non compris la construction.

¹ Indices sur base originale 1901 convertis en indices base 1958 = 100.

² Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

³ Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

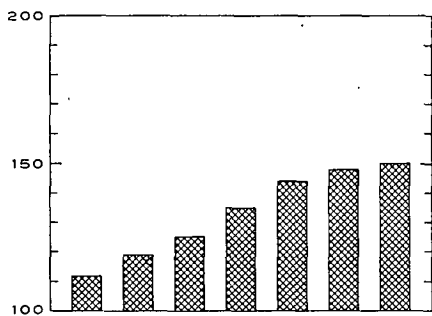
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières												Raffineries de pétrole		
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles							Industrie chimique et industrie du caoutchouc	
									Total	dont :			Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)			
										Fila-tures	Tissage	Boune-terie					
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130		
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187		
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206		
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241		
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256		
1967	p 152	74	164	149	162	171	174	137	132	120	139	150	188	260	263		
1966 3 ^e trimestre	143	69	155	150	141	169	163	138	128	119	133	145	168	200	262		
4 ^e trimestre	157	77	169	148	155	177	181	150	151	137	158	167	182	245	275		
1967 1 ^{er} trimestre	p 152	76	p 164	137	162	177	p 177	129	139	124	147	158	190	262	266		
2 ^e trimestre	p 154	78	p 166	161	166	164	p 175	138	134	120	139	154	191	275	252		
3 ^e trimestre	p 140	65	p 152	151	148	162	p 157	p 133	114	104	119	130	p 174	244	258		
4 ^e trimestre	p 161	75	174	148	173	181	185	150	143	134	152	157	197	259	274		
1966 Décembre	156	78	168	141	158	181	182	133	155	145	162	157	182	234	288		
1967 Janvier	150	77	162	129	162	185	174	120	138	124	149	146	189	245	273		
Février	147	72	159	128	154	176	171	123	135	119	144	152	183	255	251		
Mars	p 160	80	p 172	153	170	170	p 187	143	144	129	147	176	199	285	275		
Avril	p 155	75	p 167	156	163	155	p 179	127	132	120	139	148	183	262	259		
Mai	p 146	76	p 157	164	163	159	p 167	134	125	110	131	146	186	261	256		
Juin	p 161	82	p 173	163	173	179	p 180	152	144	130	146	169	202	302	241		
Juillet	p 113	49	p 123	134	134	141	p 123	116	84	76	101	70	149	186	247		
Août	p 146	73	p 157	156	137	172	p 163	142	115	108	107	152	177	254	271		
Septembre	p 162	74	p 175	162	174	172	p 187	p 142	142	127	148	170	p 195	293	256		
Octobre	p 165	78	p 178	162	175	177	p 188	p 148	p 147	134	157	176	p 205	316	264		
Novembre	p 162	78	174	149	171	181	182	163	141	127	148	160	197	234	270		
Décembre	p 156	68	170	133	173	184	183	138	142	140	150	136	190	228	289		

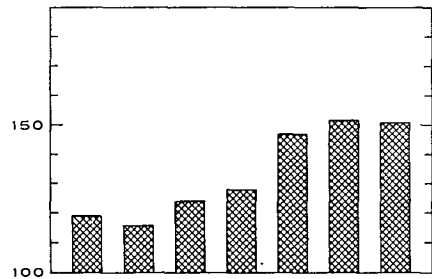
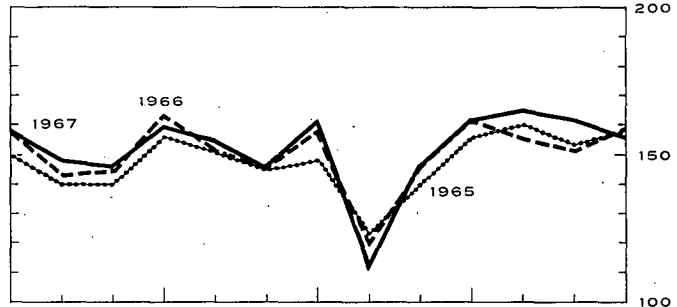
* Non compris la construction

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

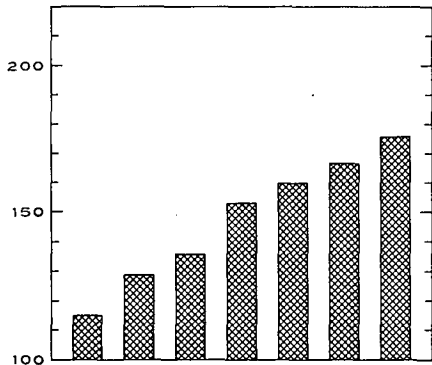
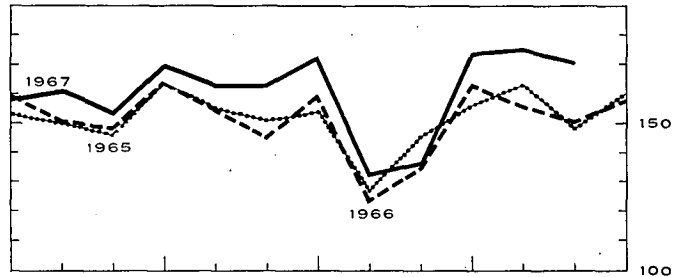
Base 1958 = 100



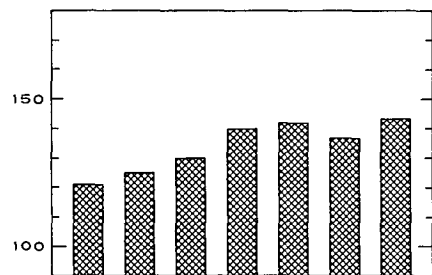
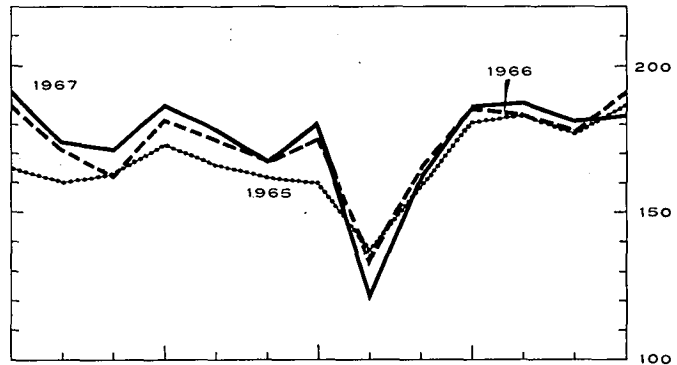
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



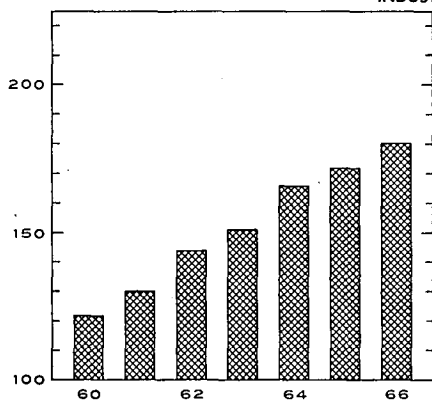
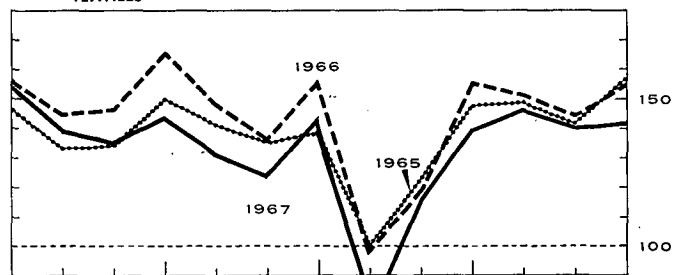
SIDERURGIE



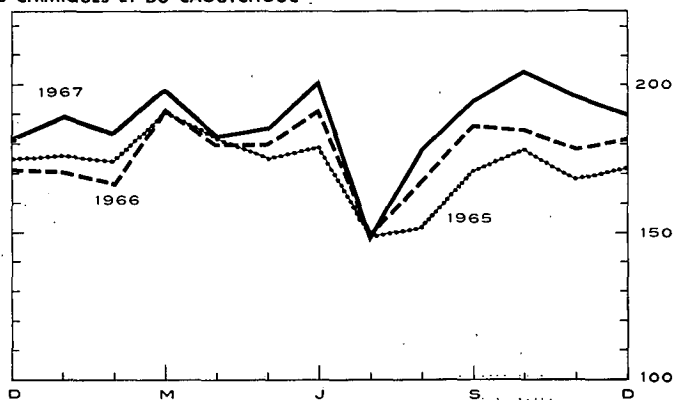
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cruë 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.794	1.382	97	254
1967	p 1.368	p 2.647			p 1.363	1.884			
1966 1 ^{er} trimestre	1.584	2.802	414	2.262	1.261	1.877	1.364	99	294
2 ^e trimestre	1.483	3.077	494	2.270	1.263	1.709	1.266	97	224
3 ^e trimestre	1.284	3.051	382	1.995	1.253	1.623	1.414	90	200
4 ^e trimestre	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 ^{er} trimestre	1.472	3.094	309	2.139	1.314	1.945	1.440		
2 ^e trimestre	1.430	3.033	426	2.245	1.335	1.812	1.401		
3 ^e trimestre	1.193	2.889	325	p 1.903	1.314	1.688	1.394		
4 ^e trimestre	p 1.375	p 2.647			p 1.390	2.089			
1966 Novembre	1.480	3.053	331	2.190	1.299	1.951	1.454	96	316
Décembre	1.528	3.046	451	2.350	1.319	2.055	1.559	103	333
1967 Janvier	1.518	2.959	295	2.276	1.294	2.056	1.476		
Février	1.393	3.013	326	1.975	1.321	1.826	1.354		
Mars	1.506	3.094	306	2.165	1.326	1.952	1.489		
Avril	1.396	3.014	442	2.267	1.328	1.832	1.399		
Mai	1.410	3.004	431	2.198	1.327	1.794	1.485		
Juin	1.484	3.033	406	2.271	1.349	1.810	1.320		
Juillet	943	2.920	327	1.620	1.302	1.519	1.336		
Août	1.296	2.936	257	p 1.924	1.305	1.689	1.464		
Septembre	1.340	2.889	393	p 2.165	1.336	1.857	1.381		
Octobre	1.405	2.851	405	p 2.274	1.348	2.017	1.426		
Novembre	p 1.431	p 2.839	380	p 2.292	p 1.420	2.067			
Décembre	p 1.289	p 2.647			p 1.403	2.184			
1968 Janvier	p 1.446	p 2.565			p 1.414				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrilmétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	p 810					
1966 1 ^{er} trimestre	756	585	6,67	6,96	13,63	13,22
2 ^e trimestre	758	580	6,85	6,86	13,71	14,27
3 ^e trimestre	695	520	6,67	5,45	12,12	11,65
4 ^e trimestre	763	604	7,40	7,11	14,51	14,59
1967 1 ^{er} trimestre	788	632	p 6,86	p 6,86	p 13,72	p 13,36
2 ^e trimestre	829	650	p 6,69	p 6,70	p 13,39	p 14,08
3 ^e trimestre	742	557	p 6,16	p 5,72	p 11,88	p 12,14
4 ^e trimestre	p 878					
1966 Novembre	752	580	7,08	6,99	14,07	13,87
Décembre	775	615	8,47	7,15	15,62	15,98
1967 Janvier	796	633	p 6,46	p 6,64	p 13,10	p 12,91
Février	741	593	p 6,44	p 6,72	p 13,16	p 12,71
Mars	827	670	p 7,69	p 7,20	p 14,89	p 14,48
Avril	800	650	p 6,31	p 6,30	p 12,61	p 13,91
Mai	804	628	p 6,09	p 6,98	p 13,07	p 13,24
Juin	883	673	p 7,66	p 6,83	p 14,49	p 15,11
Juillet	669	472	p 5,60	p 4,40	p 10,00	p 10,02
Août	693	515	p 6,02	p 5,59	p 11,61	p 12,04
Septembre	866	684	p 6,87	p 7,18	p 14,05	p 14,38
Octobre	p 881	673				
Novembre	p 885	648				
Décembre	869 ¹					
1968 Janvier	942 ¹					

¹ Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
1957	34.904	24.063	9.407	1.318		31.150	3.618	9.255	3.009		3.772	6.057
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.693	6.016	20.797	3.280	4.602	5.179
1964	44.035	34.575	14.389	1.653	34.029	6.583	20.661	3.826	5.402	7.248
1965	<i>p</i> 38.796	28.120			39.780	1	2	1	2	9.377
1966	<i>p</i> 42.648	35.727			32.702	1	2	1	2	10.143

¹ En 1965 et 1966, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778 et 13.908.

² En 1965 et 1966, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles, s'élève respectivement à 27.000 et 25.507 milliers de m³.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)
1966 1 ^{er} trimestre	3.803	2.376	1.006	946
2 ^e trimestre	4.063	2.596	1.351	651
3 ^e trimestre	3.348	2.715	1.227	807
4 ^e trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1967 1 ^{er} trimestre	3.029	2.033	1.011	616
2 ^e trimestre	3.605	2.365	1.295	653
3 ^e trimestre	3.028	2.653	1.194	719
1966 Octobre	3.172	2.957	1.177	845
Novembre	2.916	2.839	926	969
Décembre	2.916	3.845	1.055	1.117
1967 Janvier	2.644	1.502	847	512
Février	3.057	2.329	1.001	702
Mars	3.385	2.269	1.184	633
Avril	3.582	2.235	1.280	680
Mai	3.473	2.067	1.182	549
Juin	3.760	2.794	1.424	730
Juillet	3.459	2.275	1.283	437
Août	2.954	2.661	1.193	753
Septembre	2.671	3.022	1.105	968
Octobre	2.726	2.437	997	1.015

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 ^{er} trimestre	130	138	+ 6,2	132	136	+ 3,0	131	135	+ 3,1
2 ^e trimestre	132	139	+ 5,3	131	135	+ 3,1	132	136	+ 3,0
3 ^e trimestre	133	139	+ 4,5	130	135	+ 3,8	131	133	+ 1,5
4 ^e trimestre	135	139	+ 3,0	135	134	- 0,7	133	131	- 1,5
1 ^{er} trimestre	138	139	+ 0,7	136	137	+ 0,7	135	129	- 4,4
2 ^e trimestre	139	139	...	135	136	+ 0,7	136	128	- 5,9
3 ^e trimestre	139	140	+ 0,7	135	133	- 1,5	133	130	- 2,3
4 ^e trimestre	139			134			131		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 ^{er} trimestre	125	134	+ 7,2	134	151	+ 12,7	131	139	+ 6,1
2 ^e trimestre	127	136	+ 7,1	139	154	+ 10,8	131	141	+ 7,6
3 ^e trimestre	129	139	+ 7,8	142	158	+ 11,3	134	142	+ 6,0
4 ^e trimestre	133	140	+ 5,3	145	162	+ 11,7	138	146	+ 5,8
1 ^{er} trimestre	134	139	+ 3,7	151	166	+ 9,9	139	145	+ 4,3
2 ^e trimestre	136	138	+ 1,5	154	170	+ 10,4	141	146	+ 3,5
3 ^e trimestre	139	141	+ 1,4	158	165	+ 4,4	142	150	+ 5,6
4 ^e trimestre	140			162			146		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

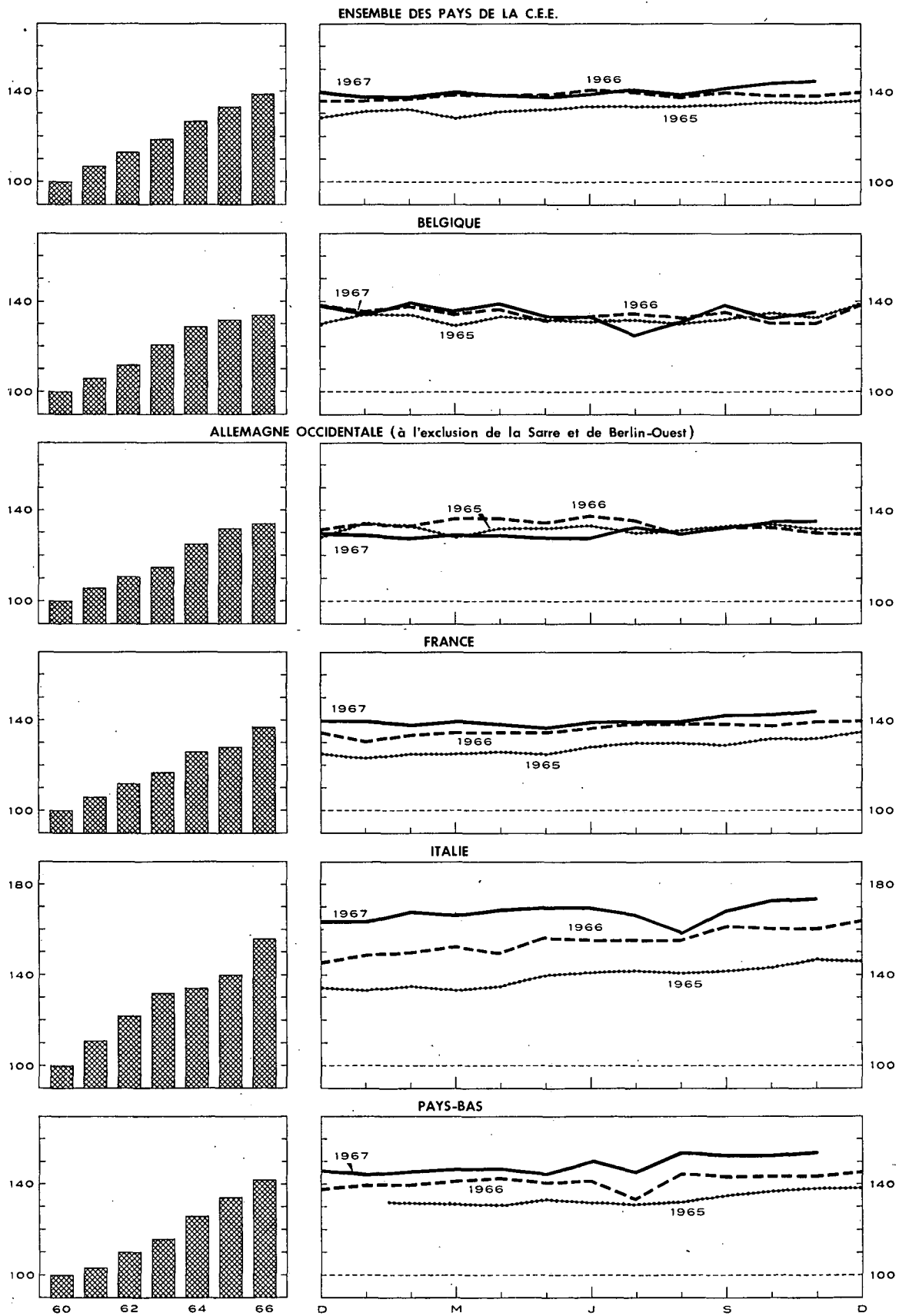
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Énergie électrique). — *Energie*. — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs Nombre de voyageurs- km (millions)	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de tonnes-km productives 1 (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales			Minerais				
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1967						73		
1966 2 ^e trimestre	731	514	4.974	1.655	1.211	127	126,4	15,7
3 ^e trimestre	711	483	4.571	1.570	1.139	104	230,4	27,8
4 ^e trimestre	735	543	5.172	1.653	1.281	114	110,6	17,3
1967 1 ^{er} trimestre	p 723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7
2 ^e trimestre	p 714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2
3 ^e trimestre	p 695	466	4.576	1.450	1.198	39	255,1	30,9
4 ^e trimestre						37		
1966 Décembre	740	564	5.286	1.707	1.373	116	96,1	17,0
1967 Janvier	p 737	513	4.959	1.690	1.272	115	96,7	15,4
Février	p 693	480	4.546	1.441	1.168	95	86,2	14,7
Mars	p 738	535	5.185	1.606	1.330	115	108,1	17,0
Avril	p 697	458	4.788	1.641	1.079	100	135,2	19,6
Mai	p 736	518	5.167	1.678	1.357	107	172,3	23,6
Juin	p 709	548	5.392	1.747	1.356	116	202,7	26,3
Juillet	p 687	445	4.192	1.309	1.161	27	274,5	32,3
Août	p 698	445	4.502	1.447	1.120	47	253,7	30,4
Septembre	p 699	509	5.035	1.593	1.312	43	237,2	30,0
Octobre	p 724	548	5.321	1.570	1.361	47	171,7	25,3
Novembre	p 695	533	5.104	1.563	1.273	38	96,3	19,0
Décembre						26		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V . 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) (1)	Marchandises (milliers de tonnes) métriques		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge) (4)	Marchandises (milliers de tonnes) métriques	
		Entrées (2)	Sorties (3)		Entrées (5)	Sorties (6)
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1966 1 ^{er} trimestre ..	4.764	3.542	1.471	129	106	77
2 ^e trimestre ..	4.772	3.283	1.494	136	144	75
3 ^e trimestre ..	4.687	3.358	1.577	144	161	71
4 ^e trimestre ..	4.823	3.323	1.515	165	181	82
1967 1 ^{er} trimestre ..	4.916	3.597	1.562	141	143	94
2 ^e trimestre ..	5.029	3.350	1.312	111	128	60
3 ^e trimestre ..	4.713	2.390	1.447	125	126	67
1966 Novembre ...	4.743	3.308	1.612	169	193	108
Décembre	4.764	3.392	1.303	178	221	102
1967 Janvier	5.165	3.846	1.574	145	146	87
Février	4.325	2.928	1.783	136	116	91
Mars	5.257	4.017	1.329	141	168	103
Avril	5.332	2.934	1.445	109	133	41
Mai	4.943	3.977	1.155	109	115	67
Juin	4.811	3.139	1.335	116	136	72
Juillet	4.658	1.947	1.197	141	112	48
Août	4.920	3.387	1.829	115	130	45
Septembre ...	4.560	1.836	1.314	118	137	108
Octobre	4.907			121		
Novembre				139		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V . 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques) (1)	(millions de tonnes- km.) (2)
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	493
6.276	509
6.412	507
6.633	497
6.197	472
7.070	534
6.739	503
6.524	479
6.705	493
7.635	557
6.524	481
6.333	437
6.188	464
6.265	464
7.663	552
7.359	532
7.642	566
7.905	578
6.480	483
7.366	522

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1965 4 ^e trimestre	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 ^{er} trimestre	378	210	29	20	15	24	17
2 ^e trimestre	1.603	1.127	107	46	123	64	38
3 ^e trimestre	4.130	3.202	222	98	254	147	56
4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1967 1 ^{er} trimestre	529	313	47	24	29	30	18
2 ^e trimestre	1.502	1.053	89	50	103	64	41
1966 Juillet	5.513	4.543	200	151	299	106	62
Août	5.472	4.212	334	98	315	260	59
Septembre	1.406	852	132	45	147	74	47
Octobre	548	284	47	28	26	40	31
Novembre	450	239	40	24	18	30	19
Décembre	432	261	30	22	16	23	13
1967 Janvier	367	193	30	20	15	27	17
Février	348	182	29	19	14	24	16
Mars	873	564	82	32	58	38	22
Avril	1.020	694	87	32	49	43	32
Mai	1.303	860	84	48	108	62	44
Juin	2.182	1.605	95	69	153	87	57
Juillet	5.599	4.685	196	167	248	94	64

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 2				Indice général	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243		173	145	178
1966 2 ^e trimestre	221	209	238	203	220	185	219	289	171	143	164
3 ^e trimestre	214	206	206	200	233	178	223	286	175	143	164
4 ^e trimestre	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1967 1 ^{er} trimestre	210	229	188	208	227	189	226	322	174	143	172
2 ^e trimestre	226	228	229	197	229	199	260	350	172	151	191
3 ^e trimestre	220	215	209	191	235	181	232	327	172	142	167
4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256		172	144	183
1966 Décembre	327	299	298	238	356	232	254	392			
1967 Janvier	206	220	188	221	220	195	213	317			
Février	194	214	160	198	230	176	220	308			
Mars	229	252	216	205	230	195	246	341.			
Avril	229	235	224	212	232	188	232	337			
Mai	218	218	226	190	222	192	249	337			
Juin	231	231	238	190	234	218	299	376			
Juillet	225	201	236	192	238	173	213	317			
Août	204	212	172	172	222	178	248	323			
Septembre	231	233	218	210	244	192	236	341			
Octobre	229	229	232	190	240	186	246	337			
Novembre	257	235	234	181	230	193	251	341			
Décembre	327	303	300	227	344	235	272				

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
Crédit accordé (millions de francs)												
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4

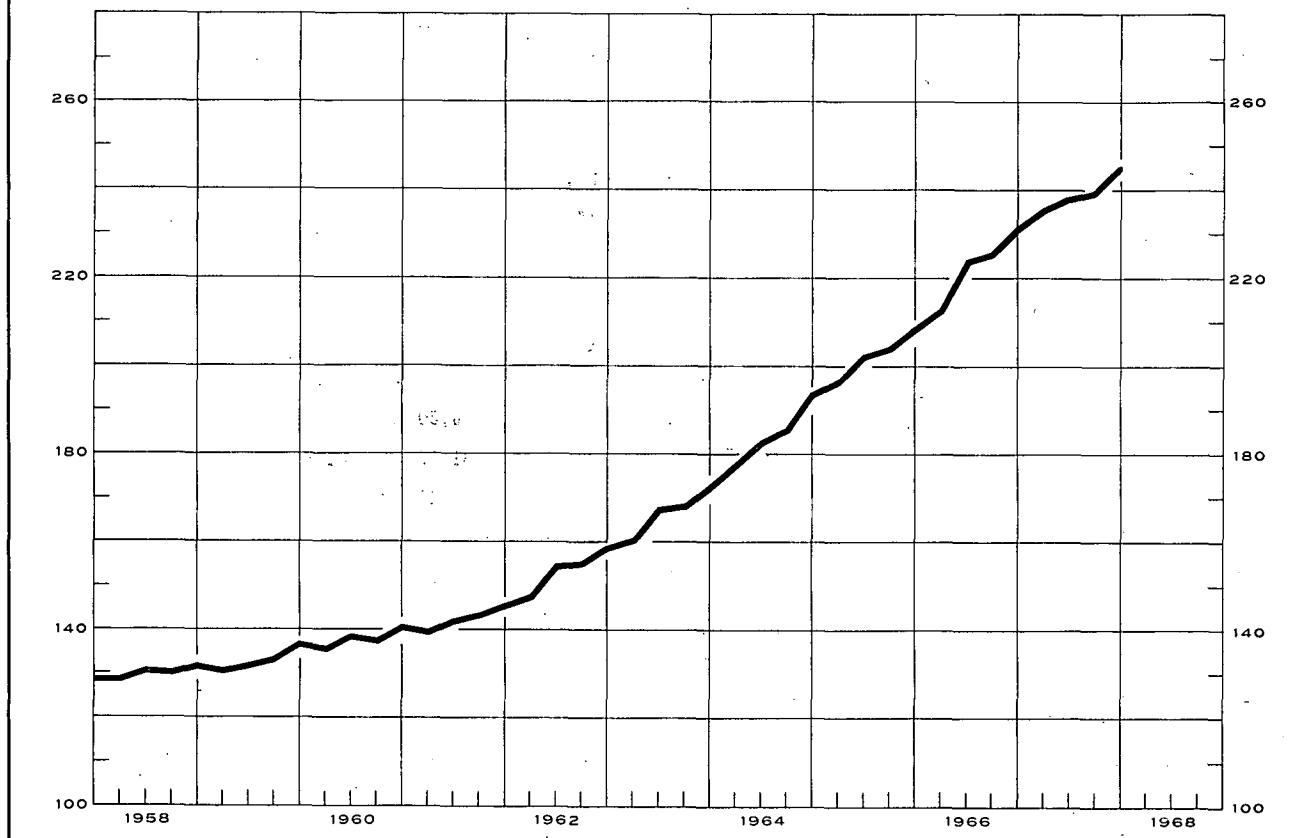
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 4	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232		267
1966 Sept.	226	212	218		249
1966 Déc.	231	214	219		255
1967 Mars ... p	235	219	226		261
1967 Juin ... p	238	222	230		265
1967 Sept. ... p	239	224	234		267
1967 Déc. ... p	245	228	238		273

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	86,3	85,7	80,4
1964 Sept.-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
1965 Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
1966 Sept.-Octobre	70,70	103,8	83,5	85,2	84,8	79,1
1967 Mars-Avril	73,52	102,4	81,6	85,1	83,8	81,2
1967 Décembre (e)	77,11	100,6	69,5	85,7	83,8	81,2

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices de gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre p
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	58,53
Carrières ¹	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	53,03
Total des industries extractives ¹	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	58,03
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	44,07
Boissons	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	47,44
Tabac	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	40,99
Industries textiles	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	41,92
Chaussures, habillement	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	35,93
Bois (sauf meubles)	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	44,60
Industrie du meuble	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	46,81
Papier, articles en papier	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	47,84
Impressions et reliures	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	52,88
Cuir (sauf chaussures, habillement)	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	42,49
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	48,31
Industries chimiques	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	56,09
Industrie du pétrole	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,61
Produits minéraux non métalliques	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	51,55
Industries métallurgiques de base	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	61,64
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	50,29
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	52,33
Industrie électrotechnique	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	46,83
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	55,39
Industrie du diamant	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	n.d.
Total des industries manufacturières	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	48,33
dont : hommes	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	52,69
femmes	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	35,75
Construction ¹	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	52,92
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	49,95
dont : hommes	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	53,29

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne. Etudes et Documents, nouvelle série, no 52. 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Méridos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1967	220	p 38,4	102	24,7	16	418	1.223		
1966 2 ^e trimestre	225	41,3	106	31,5	21	636	1.327	32,2	2,89
1966 3 ^e trimestre	245	41,0	104	26,6	19	470	1.248	29,5	2,89
1966 4 ^e trimestre	234	40,1	95	23,8	19	458	1.211	27,0	2,88
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
1967 2 ^e trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	26,2	2,88
1967 3 ^e trimestre	214	38,3	90	24,6	16	375	1.200	26,7	2,88
1967 4 ^e trimestre	209	p 37,5	95	25,6	16	499	1.271		
1966 Décembre	237	39,8	94	23,8	18	440	1.210	27,0	2,88
1967 Janvier	229	38,9	93	23,9	18	451	1.199	27,5	2,88
1967 Février	229	38,7	96	24,0	17	442	1.201	27,0	2,88
1967 Mars	235	38,7	94	24,0	17	398	1.204	27,0	2,88
1967 Avril	229	38,6	95	24,4	17	361	1.216	26,5	2,88
1967 Mai	228	38,9	99	24,3	17	375	1.219	26,0	2,88
1967 Juin	221	39,5	98	24,5	17	368	1.222	26,0	2,88
1967 Juillet	214	38,8	94	24,6	17	362	1.220	26,0	2,88
1967 Août	218	38,1	87	24,8	15	379	1.194	27,0	2,88
1967 Septembre	209	37,9	89	24,4	15	384	1.185	27,0	2,88
1967 Octobre	212	37,5	89	25,4	15	413	1.190	26,0	2,88
1967 Novembre	207	37,5	92	26,0	15	523	1.273	27,5	2,88
1967 Décembre	207	p 37,5	103	25,3	17	560	1.351		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1966 2 ^e trimestre	94	97	105	111	92	111
1966 3 ^e trimestre	90	96	103	106	94	102
1966 4 ^e trimestre	86	90	101	106	91	103
1967 1 ^{er} trimestre	86	90	100	105	91	99
1967 2 ^e trimestre	89	90	100	104	91	104
1967 3 ^e trimestre	86	89	100	104	90	120
1967 4 ^e trimestre	93	88	101	106	91	138
1967 Janvier	86	90	100	105	91	96
1967 Février	87	90	100	105	91	99
1967 Mars	86	89	100	104	91	102
1967 Avril	87	88	99	104	90	99
1967 Mai	89	91	100	104	91	105
1967 Juin	90	91	100	105	92	109
1967 Juillet	87	91	100	104	91	132
1967 Août	85	89	100	104	90	108
1967 Septembre	85	88	100	104	90	120
1967 Octobre	86	87	100	105	91	134
1967 Novembre	92	88	101	106	91	140
1967 Décembre	101	88	101	107	90	140
1968 Janvier	102	88	101	107	90	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1959	101,4	95,0	95,9	94,1	103,0	105,9	97,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1966 2 ^e trimestre	115,4	119,5	132,9	107,8	114,4	115,3	111,5	106,5	119,9	96,1	112,6	145,2	104,8	116,0	119,9
1966 3 ^e trimestre	113,9	117,2	134,4	102,9	113,2	114,6	108,5	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
1966 4 ^e trimestre	114,0	118,8	137,0	103,8	112,8	114,9	107,4	105,8	117,9	93,5	111,8	147,9	101,5	113,4	120,4
1967 1 ^{er} trimestre	114,2	119,5	136,4	105,4	112,9	115,0	106,6	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
1967 2 ^e trimestre	113,8	122,2	136,3	110,1	111,8	114,5	103,4	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
1967 3 ^e trimestre	112,5	116,1	131,3	103,4	111,6	115,0	102,4	105,0	117,0	89,6	110,4	156,6	97,9	112,0	121,1
1967 4 ^e trimestre	112,4	114,7	135,3	98,1	111,9	115,4	102,3	105,2	117,3	89,7	111,8	156,9	97,5	113,0	121,3
1966 Mars	114,8	118,1	132,4	106,0	113,9	115,1	110,4	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
1966 Avril	115,6	119,6	132,5	108,5	114,6	115,6	111,8	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
1966 Mai	116,0	121,8	134,4	110,7	114,6	115,4	112,0	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
1966 Juin	114,5	117,0	131,9	104,3	113,9	114,9	110,8	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
1966 Juillet	114,5	116,8	133,9	102,5	113,9	114,9	110,5	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
1966 Août	113,4	116,6	134,5	101,7	113,0	114,5	107,8	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
1966 Septembre	113,8	118,3	134,7	104,6	112,7	114,5	107,3	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
1966 Octobre	113,8	117,9	133,9	104,5	112,8	114,8	107,3	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
1966 Novembre	114,2	119,6	139,5	103,4	112,9	114,9	107,6	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
1966 Décembre	114,0	118,8	137,5	103,4	112,8	114,9	107,2	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,0	135,8	103,3	112,8	114,9	107,1	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
1967 Février	114,1	118,2	135,6	103,7	113,1	115,2	107,0	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
1967 Mars	114,6	122,4	137,9	109,3	112,8	114,8	105,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
1967 Avril	114,0	122,1	137,4	109,1	112,0	114,4	104,3	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
1967 Mai	113,9	123,3	138,3	110,5	111,6	114,3	103,7	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
1967 Juin	113,6	121,2	133,0	110,8	111,7	114,7	102,3	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
1967 Juillet	112,6	115,5	127,6	105,1	111,8	115,0	103,3	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3
1967 Août	112,7	117,9	134,6	103,9	111,4	115,0	101,9	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8
1967 Septembre	112,2	114,9	131,6	101,1	111,5	115,0	101,9	105,2	117,1	89,0	110,2	156,9	97,6	112,0	121,1
1967 Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
1967 Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
1967 Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6

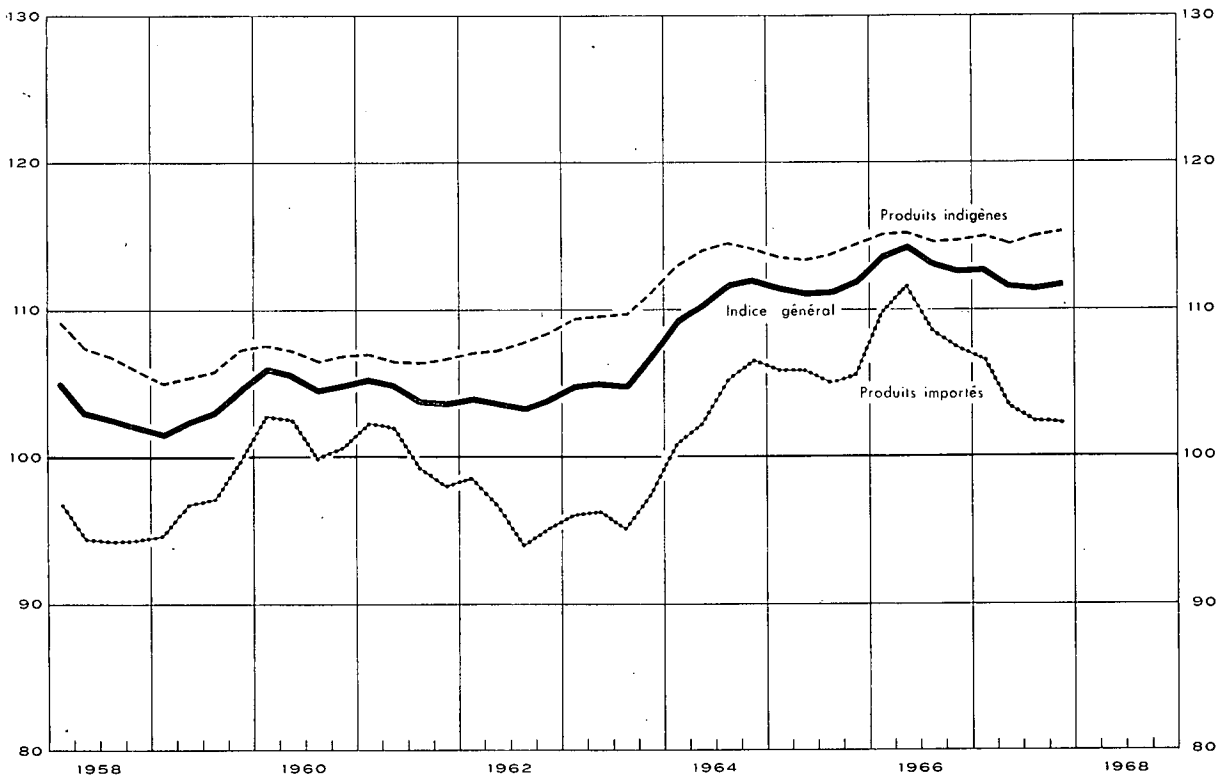
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

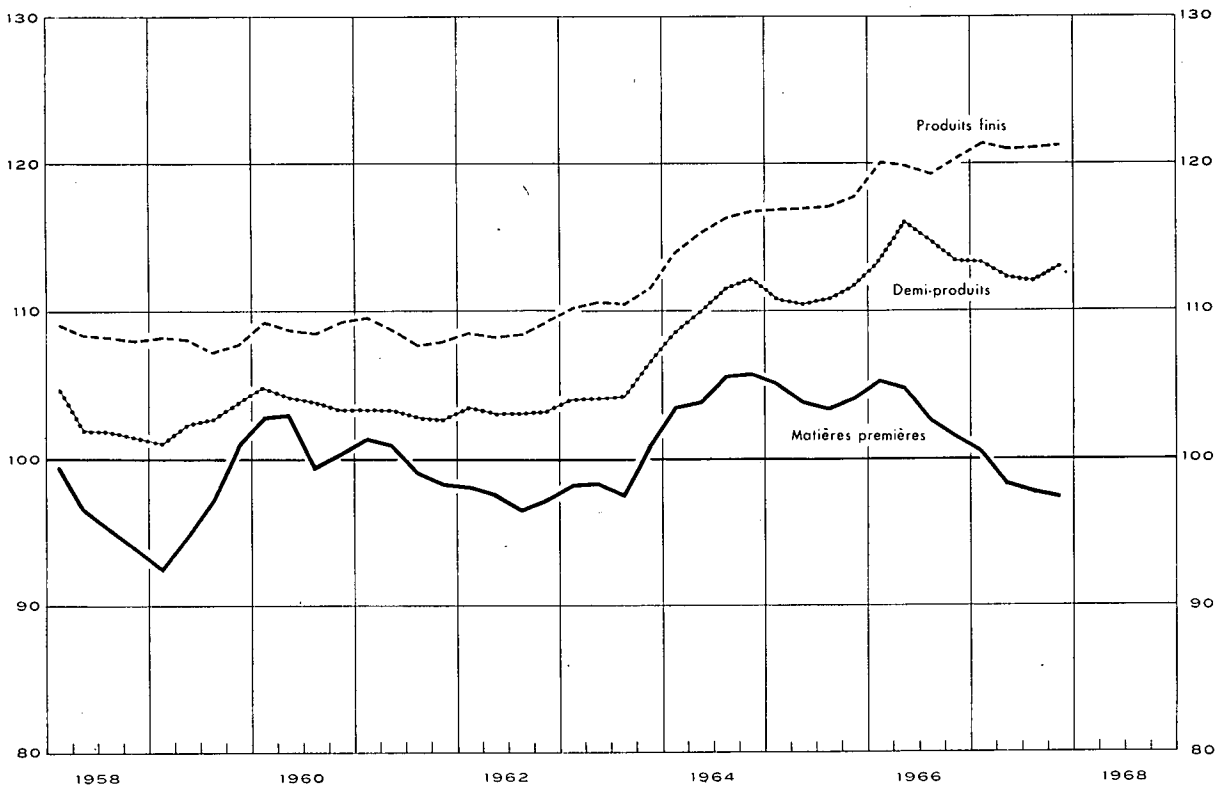
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES :

Prix à trois stades de fabrication

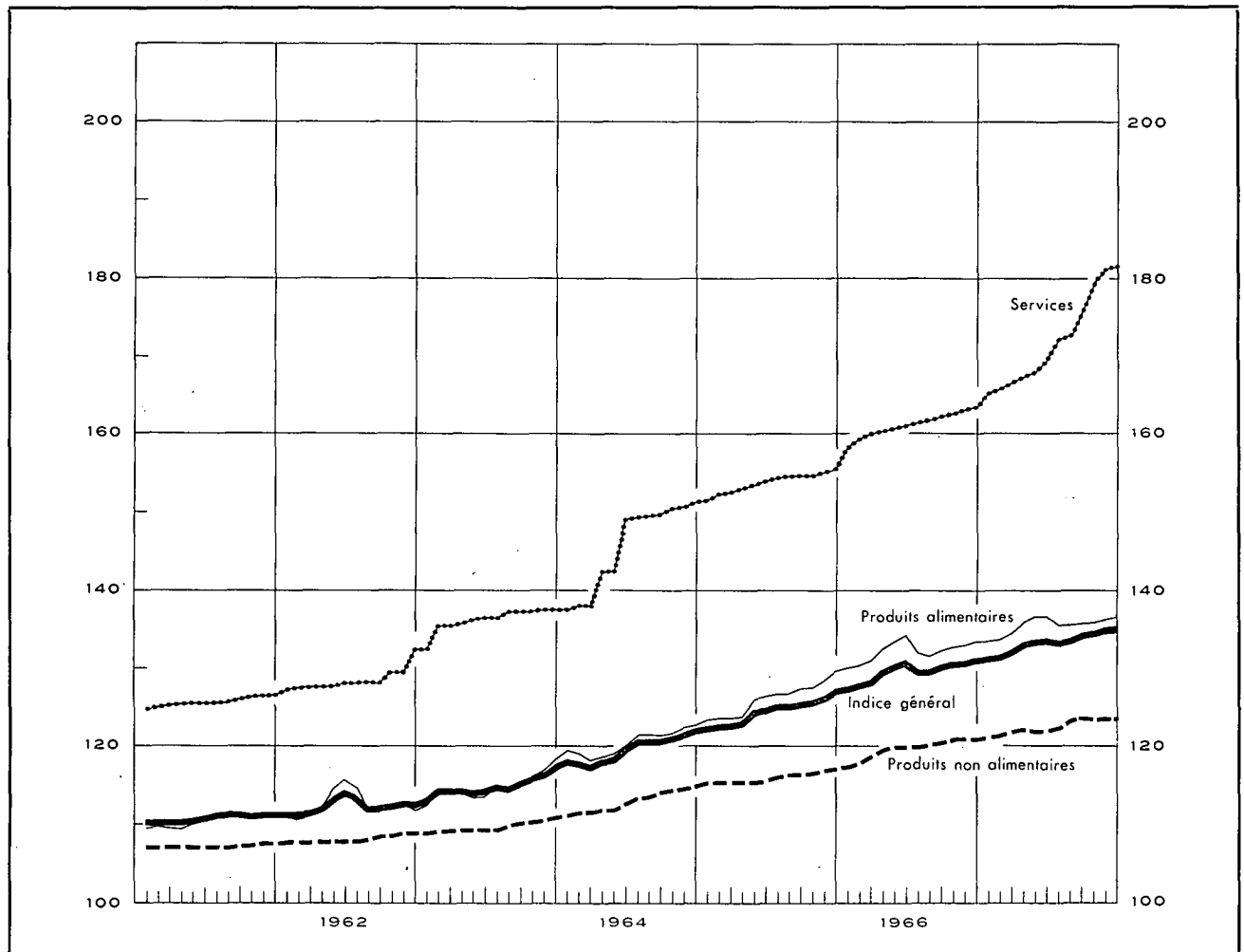


VII - 4 a. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Années 1958 à 1967 ¹

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1966	129,92		132,2		119,8		161,1	
1967	133,62		135,5		122,6		172,1	
1 ^{er} trimestre	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
2 ^e trimestre	130,52	133,59	133,5	136,5	119,8	122,0	160,7	168,4
3 ^e trimestre	130,06	133,99	131,9	135,5	120,3	123,2	161,7	173,6
4 ^e trimestre	130,96	135,09	133,0	136,2	120,9	123,6	162,9	180,8
Janvier	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9
Juin	131,08	133,81	134,2	136,7	119,9	122,0	161,1	169,6
Juillet	129,94	133,56	131,9	135,5	120,1	122,4	161,3	172,2
Août	129,85	133,93	131,6	135,4	120,3	123,5	161,7	172,8
Septembre	130,38	134,49	132,3	135,7	120,6	123,7	162,2	175,8
Octobre	130,80	134,76	132,8	135,8	120,9	123,5	162,5	179,8
Novembre	130,88	135,16	132,9	136,3	120,9	123,6	162,9	181,2
Décembre	131,19	135,35	133,4	136,6	121,0	123,7	163,3	181,4

¹ L'indice des prix de détail, base 1953 = 100, repris dans le présent tableau a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Il est remplacé par un nouvel indice, base 1966 = 100, dénommé « Indices des prix à la consommation » et repris au tableau VII - 4 b ci-après.

VII - 4 b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Années 1967 et 1968

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 147 produits		Produits alimentaires 60 produits		Produits non alimentaires 48 produits		Services 39 services	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1 ^{er} trimestre	101,59		101,13		101,25		103,34	
2 ^e trimestre	102,48		102,78		101,07		104,66	
3 ^e trimestre	103,29		102,78		102,12		106,55	
4 ^e trimestre	104,27		103,41		102,94		108,76	
Janvier	101,34	104,67	100,86	103,71	101,09	103,27	102,84	109,59
Février	101,57	104,73	101,05	103,54	101,19	103,41	103,32	109,88
Mars	101,87		101,47		101,46		103,85	
Avril	102,21		102,22		101,35		104,16	
Mai	102,52		103,02		100,90		104,54	
Juin	102,71		103,11		100,95		105,29	
Juillet	102,83		102,55		101,42		105,92	
Août	103,23		102,67		102,29		106,21	
Septembre	103,80		103,12		102,65		107,52	
Octobre	104,04		103,09		102,81		108,44	
Novembre	104,33		103,49		102,98		108,89	
Décembre	104,44		103,64		103,04		108,96	

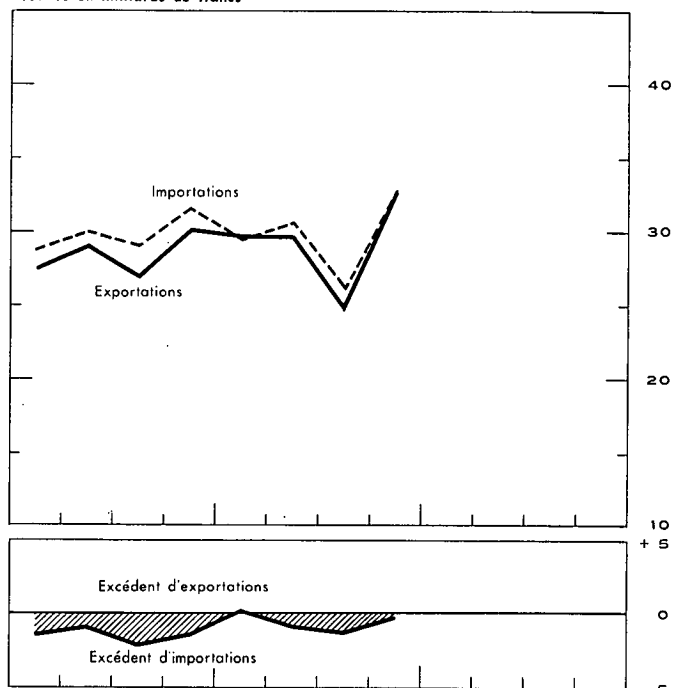
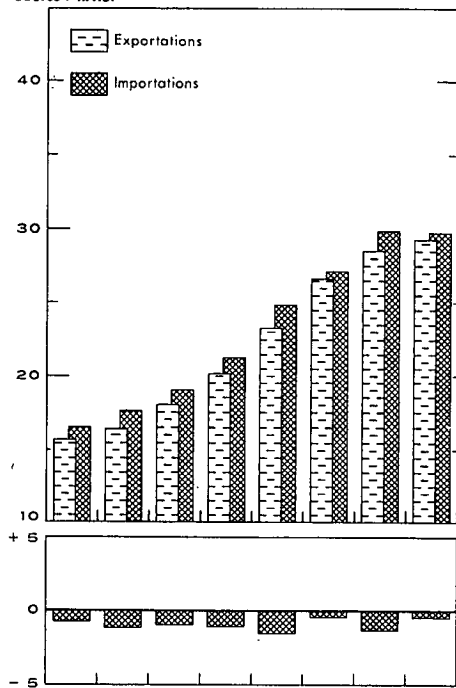
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt.* — *Wirtschaft und Statistik.* — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Journaux financiers :* *Agéji, Het financieel Dagblad, The Financial Times, Le Nouveau Journal.* — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges.*

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

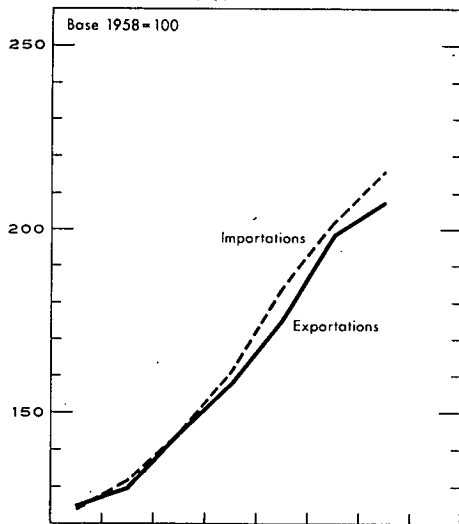
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

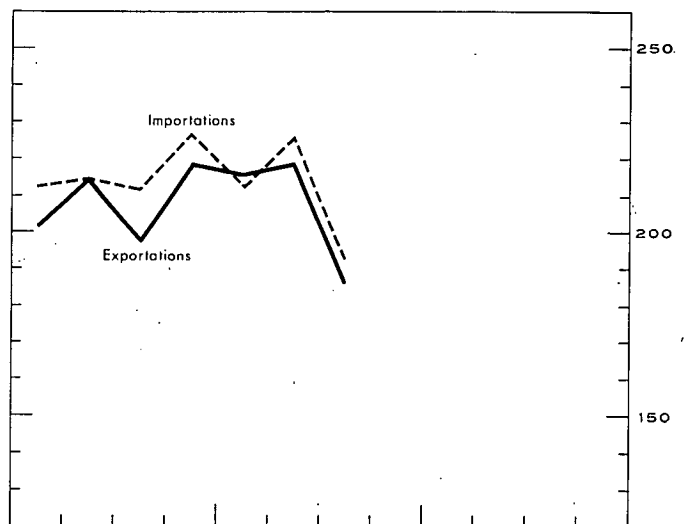
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

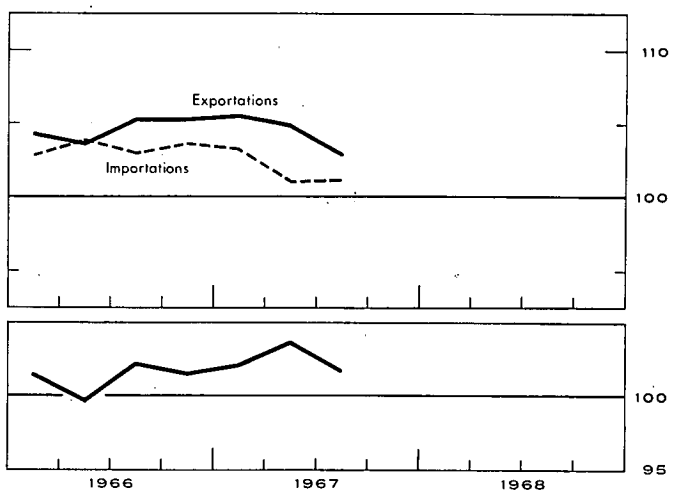
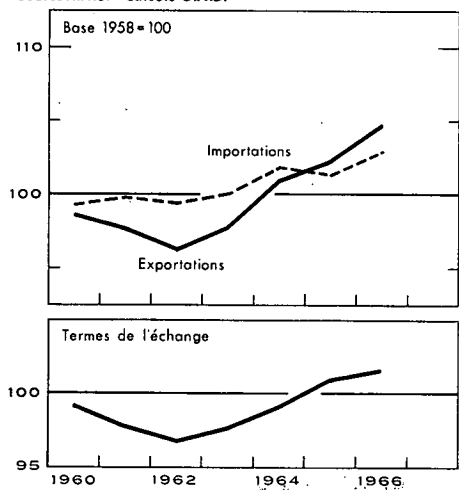


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967 p	29,9	29,3	- 0,6	98					
1966 2 ^e trimestre	30,0	29,1	- 0,9	97	214,8	215,2	103,9	103,7	99,8
3 ^e trimestre	29,1	27,0	- 2,1	93	212,2	197,5	103,0	105,4	102,3
4 ^e trimestre	31,6	30,2	- 1,4	96	226,9	218,8	103,7	105,4	101,6
1967 1 ^{er} trimestre	29,5	29,8	+ 0,3	101	213,4	216,0	103,3	105,6	102,2
2 ^e trimestre	30,7	29,8	- 0,9	97	225,7	219,1	101,1	104,9	103,8
3 ^e trimestre	26,3	25,0	- 1,3	95	192,8	186,1	101,2	103,0	101,8
4 ^e trimestre p	33,0	32,7	- 0,3	99					
1966 Janvier-Novembre	29,7	28,2	- 1,5	95					
1967 Janvier-Novembre	29,6	29,0	- 0,6	98					
1966 Décembre	31,9	31,1	- 0,8	98					
1967 Janvier	29,5	30,4	+ 0,9	103					
Février	27,3	28,5	+ 1,2	105					
Mars	31,4	30,4	- 1,0	97					
Avril	28,7	29,9	+ 1,2	104					
Mai	30,3	29,3	- 1,0	97					
Juin	32,7	29,8	- 2,9	91					
Juillet	23,1	26,2	+ 3,1	113					
Août	29,9	22,8	- 7,1	76					
Septembre	25,7	26,4	+ 0,7	103					
Octobre	31,9	34,9	+ 3,0	109					
Novembre	34,6	30,8	- 3,8	89					
Décembre p	32,5	32,4	- 0,1	100					
1968 Janvier p		31,1							

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1966 1 ^{er} trimestre .	4,04	7,13	2,64	4,16	2,02	0,12	0,59	0,58	1,43	1,18	3,56	27,45
2 ^e trimestre .	3,86	7,84	2,92	4,40	2,19	0,10	0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	29,11
3 ^e trimestre .	3,91	6,24	3,00	3,86	2,15	0,11	0,80	0,61	1,34	1,21	3,78	27,01
4 ^e trimestre .	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1967 1 ^{er} trimestre .	4,40	7,73	2,83	4,00	2,47	0,12	0,61	0,65	1,52	1,52	3,94	29,79
2 ^e trimestre .	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
3 ^e trimestre .	3,62	6,02	2,23	3,25	2,14	0,13	0,69	0,59	1,46	1,35	3,54	25,02
1967 Février	4,26	6,69	2,90	4,03	2,48	0,11	0,62	0,59	1,58	1,42	3,84	28,52
Mars	4,16	8,39	2,64	3,98	2,47	0,11	0,64	0,66	1,85	1,54	3,91	30,35
Avril	4,67	8,00	2,48	3,95	2,31	0,15	0,66	0,68	1,44	1,52	4,08	29,94
Mai	4,23	8,13	2,44	3,84	2,34	0,13	0,74	0,62	1,53	1,39	3,92	29,31
Juin	4,55	8,02	2,64	3,72	2,34	0,15	0,72	0,62	1,46	1,39	4,15	29,76
Juillet	3,85	7,03	2,19	3,25	2,14	0,13	0,73	0,58	1,49	1,32	3,47	26,18
Août	3,47	5,18	2,27	2,81	2,09	0,11	0,81	0,63	0,66	1,25	3,54	22,82
Septembre ...	3,53	6,28	2,19	3,63	2,17	0,14	0,52	0,55	2,22	1,47	3,73	26,43
Octobre	4,93	8,73	2,99	4,71	2,98	0,15	0,90	0,93	1,67	1,98	4,88	34,85
Novembre	4,38	7,72	2,56	4,14	2,72	0,11	0,62	0,74	1,88	1,71	4,26	30,84

N. R. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé; même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
 Pour une analyse du commerce extérieur de 1960 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 1-2, juillet-août 1967.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10					alimentaires			
													liquides 8	autres								produits animaux	produits végétaux	autres 11	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1965 4 ^e trimestre	19.609	6.742	1.896	2.109	1.490	431	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.373	572	1.210	6.607	854	1.531	522	3.700	3.847	61	30.124
1966 1 ^{er} trimestre	19.375	6.971	2.108	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.289	496	1.184	5.941	776	1.156	479	3.530	3.575	40	28.931
2 ^e trimestre	19.869	7.316	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	409	899	1.361	548	1.193	6.051	756	1.398	505	3.392	4.006	49	29.975
3 ^e trimestre	18.980	6.926	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	337	769	1.413	528	1.173	6.020	864	1.245	526	3.385	4.042	24	29.066
4 ^e trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 ^{er} trimestre	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459
2 ^e trimestre	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
3 ^e trimestre	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1965	1966				1967		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	99,7	101,8	101,3	101,2	100,7	98,4	98,3
Biens de consommation	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	105,9	106,6	106,8	104,8	106,8	106,4	103,0	103,7
Biens d'équipement	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	108,3	114,2	111,0	109,5	113,2	112,9	113,1	114,1
Ensemble ...	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,7	102,9	103,9	103,0	103,7	103,3	101,1	101,2
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,8	90,7	92,2	92,1	92,7	91,9	91,7	91,3
Fabrications métalliques	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	106,4	106,8	105,9	106,3	108,7	108,5	112,2	107,7
Métaux non ferreux	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	139,1	150,9	171,2	178,9	169,4	169,5	155,6	153,6
Textiles	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	107,5	105,7	105,6	106,5	107,4	108,1	105,0	104,2
Produits chimiques	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	96,6	98,0	95,7	95,7	95,2	94,2	94,2	94,1
Industrie houillère	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	84,0	76,4	75,1	70,2	73,9	68,1	71,7	72,1
Industrie pétrolière	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	77,1	76,9	75,8	73,6	71,0	72,1	71,7	76,7
Verres et glaces	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	100,0	97,5	98,4	100,6	101,4	102,6	98,8	102,4
Produits agricoles	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	119,9	120,9	120,3	110,8	119,2	116,6	119,0	112,2
Ciments	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	101,6	100,4	100,3	99,7	99,9	101,6	100,8	100,7
Carrières	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	97,9	99,6	97,0	96,2	97,5	103,6	99,5	98,6
Céramiques	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	114,2	112,7	115,9	119,3	113,2	114,3	115,0	119,6
Bois et meubles	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	109,7	110,7	112,2	110,1	112,1	112,5	113,4	112,4
Peaux, cuirs et chaussures	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	114,6	124,9	131,4	129,6	123,5	124,7	119,5	119,3
Papier et livre	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,4	100,9	97,8	100,8	97,6	99,1	96,1	98,9
Tabacs manufacturés	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	115,5	116,2	118,2	118,6	117,9	112,0	119,2	127,9
Caoutchouc	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	83,8	82,7	81,5	86,2	87,4	82,9	80,5	82,9
Industries alimentaires	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	100,2	96,3	94,8	99,0	95,7	97,8	98,7	96,0
Divers	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,9	97,7	61,4	82,3	79,8	86,7	78,4	73,2
Ensemble ...	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	103,2	104,4	103,7	105,4	105,4	105,6	104,9	103,0
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	101,5	101,5	99,8	102,3	101,6	102,2	103,8	101,8

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1965	1966				1967		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	215,8	212,1	208,4	203,4	220,7	204,3	211,5	179,4
Biens de consommation	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	241,1	219,3	225,1	228,1	236,9	238,8	260,1	232,0
Biens d'équipement	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	246,4	214,0	236,7	238,2	250,9	226,8	253,6	207,9
Ensemble ...	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	224,2	213,4	214,8	212,2	226,9	213,4	225,7	192,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	168,7	166,3	156,4	158,7	161,0	178,8	183,0	148,4
Fabrications métalliques	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	274,2	253,3	232,0	225,2	280,3	262,9	277,2	213,7
Métaux non ferreux	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	182,6	190,7	185,6	182,1	174,1	181,5	176,4	157,6
Textiles	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	216,5	213,2	226,6	196,7	214,1	201,0	199,3	172,0
Produits chimiques	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	213,2	194,4	219,2	214,4	241,2	252,8	232,2	212,6
Industrie houillère	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	55,8	44,8	38,0	46,4	51,0	50,7	57,4	50,4
Industrie pétrolière	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	175,5	143,5	162,4	201,8	166,6	158,5	184,2	166,7
Verres et glaces	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	216,7	192,1	167,6	172,5	208,5	206,1	212,1	173,2
Produits agricoles	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	243,7	204,9	171,4	236,7	256,7	283,9	259,1	250,0
Ciments	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	123,1	100,1	131,4	119,9	107,0	90,3	117,1	105,7
Carrières	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	211,7	188,1	224,8	220,4	215,3	188,3	240,7	213,8
Céramiques	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	258,5	190,9	230,1	243,8	253,9	231,1	226,8	203,7
Bois et meubles	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	501,9	452,4	518,1	445,1	533,4	523,1	532,8	447,2
Peaux, cuirs et chaussures	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	246,0	227,7	242,3	197,8	231,2	221,1	216,2	214,0
Papier et livre	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	266,4	250,2	284,7	253,2	308,9	295,5	294,7	256,3
Tabacs manufacturés	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	435,1	294,0	339,8	338,1	346,2	326,4	373,2	369,6
Caoutchouc	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	257,3	232,4	335,0	257,2	284,9	277,5	326,2	274,7
Industries alimentaires	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	313,8	286,9	340,8	290,5	330,8	273,8	328,9	285,2
Divers	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	189,3	162,3	249,5	199,6	233,2	208,5	194,9	193,4
Ensemble ...	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	215,4	202,3	215,2	197,5	218,8	216,0	219,1	186,1

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,81	- 0,52	4,43	5,19	- 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1966 3 ^e trimestre	6,23	5,50	- 0,73	4,23	4,20	- 0,03	4,11	5,96	+ 1,85
4 ^e trimestre	7,08	6,24	- 0,84	4,74	5,08	+ 0,34	4,61	6,56	+ 1,95
1967 1 ^{er} trimestre	6,10	5,47	- 0,63	4,59	5,50	+ 0,91	4,40	6,11	+ 1,71
2 ^e trimestre	6,38	5,89	- 0,49	4,25	5,27	+ 1,02	4,76	6,58	+ 1,82
3 ^e trimestre	5,79	5,12	- 0,67	3,86	4,27	+ 0,41	4,10	5,65	+ 1,55
4 ^e trimestre	7,04	6,77	- 0,27	5,00	5,70	+ 0,70	4,75	6,83	+ 2,08
1966 Décembre	7,28	5,66	- 1,62	4,78	5,68	+ 0,90	4,54	6,65	+ 2,11
1967 Janvier	5,80	5,84	+ 0,04	4,34	5,61	+ 1,27	4,25	5,78	+ 1,53
Février	5,54	5,09	- 0,45	4,31	5,35	+ 1,04	4,28	6,20	+ 1,92
Mars	6,82	5,48	- 1,34	5,10	5,52	+ 0,42	4,67	6,35	+ 1,68
Avril	6,18	6,04	- 0,14	4,28	5,24	+ 0,96	4,43	6,48	+ 2,05
Mai	5,93	5,75	- 0,18	4,09	5,25	+ 1,16	4,65	6,44	+ 1,79
Juin	6,99	5,86	- 1,13	4,42	5,30	+ 0,88	5,07	6,77	+ 1,70
Juillet	5,17	5,03	- 0,14	3,86	4,95	+ 1,09	3,10	5,47	+ 2,37
Août	6,00	5,03	- 0,97	3,66	3,11	- 0,55	4,58	5,10	+ 0,52
Septembre	6,14	5,74	- 0,40	4,05	4,74	+ 0,69	4,64	6,33	+ 1,69
Octobre	7,01	6,84	- 0,17	5,28	5,77	+ 0,49	4,96	7,25	+ 2,29
Novembre	7,20	7,06	- 0,14	4,81	5,47	+ 0,66	4,94	6,44	+ 1,50
Décembre	6,91	6,40	- 0,51	4,90	5,86	+ 0,96	4,36	6,80	+ 2,44
1968 Janvier	p	6,06			5,83			6,51	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,34	1,18	- 0,16	16,60	18,47	+ 1,87	20,64	22,49	+ 1,85
1966 3 ^e trimestre	1,30	0,88	- 0,42	15,87	16,54	+ 0,67	19,22	19,79	+ 0,57
4 ^e trimestre	1,25	1,08	- 0,17	17,68	18,97	+ 1,29	22,23	23,01	+ 0,78
1967 1 ^{er} trimestre	1,31	1,33	+ 0,02	16,40	18,41	+ 2,01	20,69	22,86	+ 2,17
2 ^e trimestre	1,38	1,18	- 0,20	16,77	18,92	+ 2,15	20,97	22,81	+ 1,84
3 ^e trimestre	1,26	0,94	- 0,32	15,01	15,98	+ 0,97	18,43	19,23	+ 0,80
4 ^e trimestre	1,42	1,27	- 0,15	18,21	20,57	+ 2,36	22,48	25,06	+ 2,58
1966 Décembre	1,20	1,26	+ 0,06	17,80	19,25	+ 1,45	22,26	23,69	+ 1,43
1967 Janvier	1,17	1,11	- 0,06	15,56	18,34	+ 2,78	19,91	23,13	+ 3,22
Février	1,22	1,41	+ 0,19	15,35	18,05	+ 2,70	19,84	22,23	+ 2,39
Mars	1,53	1,46	- 0,07	18,12	18,81	+ 0,69	22,15	23,19	+ 1,04
Avril	1,38	1,16	- 0,22	16,27	18,92	+ 2,65	20,44	22,84	+ 2,40
Mai	1,31	1,21	- 0,10	15,98	18,65	+ 2,67	20,26	22,51	+ 2,25
Juin	1,43	1,17	- 0,26	17,91	19,10	+ 1,19	22,00	22,86	+ 0,86
Juillet	1,24	1,09	- 0,15	13,37	16,54	+ 3,17	16,49	19,98	+ 3,49
Août	1,45	0,77	- 0,68	15,69	14,01	- 1,68	19,36	17,05	- 2,31
Septembre	1,09	0,95	- 0,14	15,92	17,76	+ 1,84	19,37	21,09	+ 1,72
Octobre	1,53	1,24	- 0,29	18,78	21,10	+ 2,32	22,81	26,05	+ 3,24
Novembre	1,44	1,17	- 0,27	18,39	20,14	+ 1,75	22,93	24,14	+ 1,21
Décembre	1,30	1,40	+ 0,10	17,47	20,46	+ 2,99	21,69	24,99	+ 3,30
1968 Janvier	p	1,17			19,57			23,76	

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1950.

² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,45	2,45	...	2,09	1,39	- 0,70			
1966 3 ^e trimestre	2,45	2,57	+ 0,12	1,95	1,28	- 0,64	1,73	0,96	- 0,77
4 ^e trimestre	2,48	2,51	+ 0,03	2,40	1,30	- 1,10	1,94	1,23	- 0,71
1967 1 ^{er} trimestre	2,28	2,37	+ 0,09	2,20	1,52	- 0,68	2,02	1,20	- 0,82
2 ^e trimestre	2,60	2,53	- 0,07	2,27	1,33	- 0,94	1,72	1,04	- 0,68
3 ^e trimestre	2,22	2,06	- 0,16	1,92	1,07	- 0,85	1,46	0,85	- 0,61
4 ^e trimestre	2,72	2,85	+ 0,13	1,98	1,63	- 0,35			
1966 Décembre	2,63	2,52	- 0,11	2,30	1,51	- 0,81	1,99	1,22	- 0,77
1967 Janvier	2,29	2,41	+ 0,12	2,19	1,61	- 0,58	2,56	1,23	- 1,33
Février	2,00	2,19	+ 0,19	2,40	1,45	- 0,95	1,44	1,14	- 0,30
Mars	2,53	2,50	- 0,03	2,00	1,49	- 0,51	2,06	1,22	- 0,84
Avril	2,65	2,62	- 0,03	2,41	1,40	- 1,01	1,56	1,17	- 0,39
Mai	2,42	2,35	- 0,07	2,24	1,27	- 0,97	1,89	1,07	- 0,82
Juin	2,71	2,60	- 0,11	2,16	1,21	- 0,95	1,68	0,89	- 0,79
Juillet	2,25	2,21	- 0,04	1,78	1,19	- 0,59	0,93	0,83	- 0,10
Août	2,44	1,98	- 0,46	1,93	0,94	- 0,99	2,25	0,88	- 1,37
Septembre	1,95	1,97	+ 0,02	2,05	1,17	- 0,88	1,20	0,84	- 0,36
Octobre	2,35	3,29	+ 0,94	1,58	1,87	+ 0,29	1,67	1,37	- 0,30
Novembre	2,69	2,55	- 0,14	2,19	1,41	- 0,78	2,75	0,96	- 1,79
Décembre	3,13	2,70	- 0,43	2,16	1,62	- 0,54			
1968 Janvier		3,07			1,43				

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,88	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1966 3 ^e trimestre	1,15	0,67	- 0,48	1,42	0,26	- 1,16	0,63	0,45	- 0,18
4 ^e trimestre	0,99	0,72	- 0,25	1,24	0,31	- 0,93	0,69	0,62	- 0,07
1967 1 ^{er} trimestre	1,14	0,68	- 0,46	0,74	0,22	- 0,52	0,56	0,50	- 0,06
2 ^e trimestre	1,40	0,62	- 0,78	1,38	0,28	- 1,10	0,53	0,69	+ 0,16
3 ^e trimestre	1,20	0,52	- 0,68	0,81	0,24	- 0,57	0,57	0,57	...
1966 Septembre	1,14	0,77	- 0,37	1,09	0,32	- 0,77	0,52	0,57	+ 0,05
Octobre	0,94	0,72	- 0,22	1,17	0,26	- 0,91	0,66	0,62	- 0,04
Novembre	0,97	0,73	- 0,24	1,02	0,33	- 0,69	0,59	0,42	- 0,17
Décembre	1,01	0,71	- 0,30	1,40	0,32	- 1,08	0,76	0,82	+ 0,06
1967 Janvier	1,16	0,82	- 0,34	0,94	0,21	- 0,73	0,56	0,56	...
Février	0,97	0,60	- 0,37	0,64	0,20	- 0,44	0,48	0,41	- 0,07
Mars	1,27	0,60	- 0,67	0,63	0,25	- 0,38	0,62	0,52	- 0,10
Avril	1,34	0,59	- 0,75	0,47	0,22	- 0,25	0,47	0,68	+ 0,21
Mai	1,34	0,58	- 0,76	1,42	0,28	- 1,14	0,51	0,63	+ 0,17
Juin	1,51	0,66	- 0,85	2,26	0,33	- 1,93	0,60	0,71	+ 0,11
Juillet	1,24	0,54	- 0,70	0,44	0,29	- 0,15	0,47	0,66	+ 0,19
Août	1,70	0,58	- 1,12	1,49	0,23	- 1,26	0,64	0,60	- 0,04
Septembre	0,67	0,42	- 0,25	0,49	0,20	- 0,29	0,59	0,46	- 0,13
Octobre	1,24	1,04	- 0,20	1,60	0,24	- 1,36	0,52	0,93	+ 0,41
Novembre	1,14	0,56	- 0,58	1,22	0,24	- 0,98	0,67	0,80	+ 0,13

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967 p		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	283,3	287,2	- 3,9
1.12 Travail à façon	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	10,9	3,1	+ 7,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	5,2	—	+ 5,2
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	0,5	2,9	- 2,4
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,3	13,9	12,7	+ 1,2
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	5,5	4,9	+ 0,6
1.5 Déplacements à l'étranger ³	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	11,1	17,7	- 6,6
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	15,7	15,1	+ 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	10,0	6,3	+ 3,7
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	5,8	1,6	+ 4,2
1.82 Autres	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	25,6	24,5	+ 1,1
Total 1 ...	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	387,5	376,0	+ 11,5
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	7,6	6,0	+ 1,6
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	0,3	3,0	- 2,7
Total 2 ...	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	7,9	9,0	- 1,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	—	1,9	- 1,9
3.112 Autres opérations	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	1,3	6,1	- 4,8
3.12 Avoirs	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	...	0,5	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	0,4	0,5	- 0,1
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	1,7	9,0	- 7,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	0,7	1,5	- 0,8
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	4,3	1,8	+ 2,5
4.3 Secteur privé ³ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements Belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	—	5,3	- 5,3
4.312 Investissements directs				- 2,0	- 0,4	—	2,6	- 2,6
4.313 Immeubles	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	—	1,5	- 1,5
4.314 Autres .....				...	- 0,3	1,9	—	+ 1,9
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	2,7	—	+ 2,7
4.322 Investissements directs				+ 7,1	+ 7,0	11,5	—	+ 11,5
4.323 Immeubles	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	—	C,2	- 0,2
4.324 Autres				+ 0,7	+ 0,7	0,9	—	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	0,4	—	+ 0,4
Total 4 ...	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	22,4	12,9	+ 9,5
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	1,7	—	+ 1,7
Total 1 à 5 ...	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	421,2	406,9	+ 14,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	—	—	+ 2,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	—	—	+ 12,4
6.22 Autres	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	—	—	- 0,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1965	1966			1967				
	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre <i>p</i>	4e trimestre <i>p</i>
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 0,7	- 4,3	- 3,4	- 5,0	- 3,9	+ 0,1	- 0,8	- 1,5	- 1,7
1.12 Travail à façon	+ 1,7	+ 2,3	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 0,3	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,8	+ 1,1	+ 0,7
1.2 Or non monétaire	- 0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,1	- 1,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,3	- 0,1	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,3
1.4 Autres frais de transport	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,3
1.5 Déplacements à l'étranger	- 0,3	- 0,7	- 1,1	- 2,7	...	- 0,5	- 1,8	- 3,8	- 0,5
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,5	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	- 0,8	+ 0,9	+ 0,3
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,3
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1
1.82 Autres	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,3
<i>Total 1 ...</i>	+ 2,2	- 0,3	- 0,9	- 2,0	- 0,7	+ 4,8	+ 2,9	+ 1,0	+ 2,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,8	- 0,7
<i>Total 2 ...</i>	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,4	+ 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,4
3.112 Autres opérations	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,9	+ 1,3	- 2,1	- 2,0	- 2,6	+ 1,9
3.12 Avoirs	- 0,4	...	+ 0,1	...	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	- 0,4	...	+ 0,4	- 0,1
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	- 0,9	- 1,1	- 0,7	- 1,4	+ 0,7	- 3,1	- 2,5	- 2,7	+ 1,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	+ 0,5	...	+ 0,2	...	- 0,4	- 0,5	+ 0,1	...
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,2	+ 0,3	+ 0,8	- 0,3	+ 0,2	+ 2,2	- 0,4	+ 0,7	...
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 0,9	- 2,3	- 1,3	- 1,0	- 1,9	- 1,2	- 1,1	- 1,4	- 1,6
4.312 Investissements directs	- 0,4	+ 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,1	- 1,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3
4.313 Immeubles	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,3
4.314 Autres	+ 0,3	+ 0,3	...	- 0,3	- 0,3	...	+ 0,6	+ 0,9	+ 0,4
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,8
4.322 Investissements directs	+ 1,8	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6
4.323 Immeubles	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...	- 0,1	...	...	- 0,1
4.324 Autres	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	...
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
<i>Total 4 ...</i>	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,1	- 1,4	+ 1,7	+ 0,1	+ 5,1	+ 2,6
5. Erreurs et omissions	+ 1,2	- 0,4	+ 0,1	- 0,2	+ 0,8	+ 0,2	+ 1,4	+ 0,3	- 0,2
Total 1 à 5 ...	+ 3,5	- 1,0	- 0,8	- 3,8	- 0,8	+ 3,2	+ 1,5	+ 3,3	+ 6,3
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 1,4	- 0,3	- 0,6	- 0,6	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 2,8	- 3,1	+ 3,3	- 1,2	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9
6.22 Autres	+ 2,1	+ 2,4	- 3,5	- 2,0	- 3,9	+ 3,4	- 4,7	+ 0,2	+ 0,3

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés

(milliards de francs)

	1967			1967			1966	1967 p
	3 ^e trimestre p			4 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Année	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	66,9	68,4	- 1,5	74,9	76,6	- 1,7	-16,6	- 3,9
1.12 Travail à façon	2,3	0,7	+ 1,6	2,9	0,9	+ 2,0	+ 8,1	+ 7,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,1	—	+ 1,1	0,7	—	+ 0,7	+ 5,3	+ 5,2
1.2 Or non monétaire	0,1	0,2	- 0,1	0,2	1,5	- 1,3	- 1,5	- 2,4
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	3,5	3,2	+ 0,3	3,6	3,3	+ 0,3	- 0,3	+ 1,2
1.4 Autres frais de transport	1,3	1,3	...	1,7	1,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6
1.5 Déplacements à l'étranger	2,8	6,6	- 3,8	2,8	3,3	- 0,5	- 4,5	- 6,6
1.6 Revenus d'investissements	4,1	3,2	+ 0,9	4,3	4,0	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,6
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,4	1,3	+ 1,1	2,7	1,4	+ 1,3	+ 0,2	+ 3,7
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,3	0,4	+ 0,9	1,6	0,5	+ 1,1	+ 4,0	+ 4,2
1.82 Autres	6,3	5,8	+ 0,5	7,2	6,9	+ 0,3	- 0,1	+ 1,1
Total 1 ...	92,1	91,1	+ 1,0	102,6	99,8	+ 2,8	- 3,9	+11,5
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	1,8	1,4	+ 0,4	2,4	1,6	+ 0,8	+ 1,6	+ 1,6
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	0,9	- 0,8	0,1	0,8	- 0,7	- 2,5	- 2,7
Total 2 ...	1,9	2,3	- 0,4	2,5	2,4	+ 0,1	- 0,9	- 1,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,4	- 0,4	- 1,8	- 1,9
3.112 Autres opérations	0,2	2,8	- 2,6	2,3	0,4	+ 1,9	- 0,4	- 4,8
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	0,4	...	+ 0,4	...	0,1	- 0,1	...	- 0,1
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,6	3,3	- 2,7	2,3	1,3	+ 1,0	- 2,5	- 7,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,6	0,5	+ 0,1	...	...	...	+ 0,7	- 0,8
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	1,6	0,9	+ 0,7	0,2	0,2	...	+ 1,0	+ 2,5
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	1,4	- 1,4	—	1,6	- 1,6	- 6,5	- 5,3
4.312 Investissements directs	0,3	—	+ 0,3	—	1,3	- 1,3	- 0,4	- 2,6
4.313 Immeubles	—	0,4	- 0,4	—	0,3	- 0,3	- 1,7	- 1,5
4.314 Autres	0,9	—	+ 0,9	0,4	—	+ 0,4	- 0,3	+ 1,9
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	0,1	—	+ 0,1	1,8	—	+ 1,8	- 0,2	+ 2,7
4.322 Investissements directs	4,5	—	+ 4,5	3,6	—	+ 3,6	+ 7,0	+11,5
4.323 Immeubles .....	—	...	...	—	0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,2
4.324 Autres	0,2	—	+ 0,2	...	—	...	+ 0,7	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés	0,1	—	+ 0,1	0,1	—	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,4
Total 4 ...	8,3	3,2	+ 5,1	6,1	3,5	+ 2,6	+ 0,6	+ 9,5
5. Erreurs et omissions (nettes)								
	0,3	—	+ 0,3	—	0,2	- 0,2	+ 0,3	+ 1,7
Total 1 à 5 ...	103,2	99,9	+ 3,3	113,5	107,2	+ 6,3	- 6,4	+14,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...								
	—	—	+ 2,4	—	—	- 0,9	- 1,1	+ 2,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	+ 0,7	—	—	+ 6,9	+ 1,7	+12,4
6.22 Autres	—	—	+ 0,2	—	—	+ 0,3	- 7,0	- 0,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XI^e année, vol. 1, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XII^e année, vol. 1, n° 5, page 557 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1966 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES (francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse.	Deutsche Mark	lires italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1967	49,69	10,10	138,65 ⁴ 119,68 ⁵	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ⁴ 6,65 ⁵	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ⁴ 71,35 ⁵
1966 3 ^e trimestre	49,78	10,14	138,82	13,78	11,51	12,47	7,98	9,63	6,96	7,19	46,285	46,285	173,13	192,88	83,07
4 ^e trimestre	50,00	10,11	139,54	13,82	11,56	12,57	8,00	9,67	7,00	7,24	46,229	46,228	174,02	193,41	83,47
1967 1 ^{er} trimestre	49,82	10,07	139,17	13,79	11,50	12,53	7,97	9,64	6,97	7,20	46,093	46,093	173,55	192,67	83,10
2 ^e trimestre	49,66	10,09	138,82	13,77	11,50	12,49	7,95	9,64	6,95	7,18	45,909	45,908	173,10	192,20	82,78
3 ^e trimestre	49,63	10,12	138,25	13,79	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,103	46,103	172,34	192,27	82,84
4 ^e trimestre	49,64	10,12	138,12 ⁶ 119,68 ⁵	13,80	11,47	12,43	7,97	9,60	6,94	7,15 ⁶ 6,65 ⁵	46,127	46,125	172,50	192,05	82,80 ⁶ 71,35 ⁵
1966 Novembre	49,97	10,11	139,46	13,81	11,57	12,57	8,00	9,66	6,99	7,23	46,177	46,176	173,92	193,22	83,41
Décembre	50,03	10,11	139,59	13,83	11,57	12,59	8,01	9,67	7,00	7,25	46,195	46,196	174,08	193,44	83,51
1967 Janvier	50,00	10,10	139,53	13,84	11,55	12,57	8,00	9,67	6,99	7,23	46,297	46,297	173,99	193,25	83,43
Février	49,74	10,06	138,98	13,78	11,47	12,52	7,96	9,63	6,95	7,19	46,035	46,035	173,30	192,36	82,97
Mars	49,70	10,04	138,98	13,76	11,47	12,51	7,96	9,63	6,95	7,19	45,935	45,935	173,32	192,36	82,88
Avril	49,70	10,05	139,11	13,76	11,49	12,51	7,96	9,64	6,95	7,19	45,914	45,914	173,47	192,30	82,85
Mai	49,63	10,09	138,82	13,77	11,50	12,48	7,95	9,63	6,94	7,17	45,868	45,866	173,09	192,12	82,74
Juin	49,64	10,12	138,56	13,78	11,50	12,47	7,95	9,64	6,95	7,17	45,942	45,941	172,78	192,17	82,75
Juillet	49,63	10,12	138,34	13,78	11,48	12,41	7,95	9,64	6,94	7,15	46,033	46,032	172,47	192,29	82,77
Août	49,63	10,12	138,23	13,80	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,125	46,125	172,33	192,29	82,84
Septembre	49,63	10,12	138,17	13,80	11,43	12,40	7,97	9,62	6,94	7,16	46,148	46,149	172,23	192,23	82,89
Octobre	49,63	10,12	138,13	13,80	11,43	12,40	7,97	9,60	6,94	7,16	46,233	46,232	172,20	192,05	82,80
Novembre	49,63	10,13	138,12 ² 120,17 ³	13,80	11,49	12,45	7,97	9,59	6,94	7,15 ² 6,65 ³	46,171	46,169	172,06	191,87	82,80 ² 71,31 ³
Décembre	49,65	10,12	119,48	13,81	11,50	12,46	7,95	9,61	6,95	6,66	45,965	45,962	173,28	192,24	71,36
1968 Janvier	49,69	10,09	119,71	13,79	11,44	12,41	7,95	9,62	6,96	6,66	45,820	45,820	173,63	192,00	71,37

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 au 30 novembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

⁵ Moyenne du 19 novembre au 31 décembre 1967.

⁶ Moyennes du 1^{er} octobre au 17 novembre 1967.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 29 février 1968

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
					acheteur 4	vendeur 5	
			vendeur (+)	acheteur (-)	en francs belges			pour :
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50	CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	4,93706	FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,—	DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	57,—	C. isl.	+ 0,122	- 0,122	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,—	L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40	£ 2	+ 0,833	- 0,833	118,1075	121,9075	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

Référence bibliographique : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses 3	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1961	120,4	126,0	- 5,6	0,4	14,6	- 14,2	- 19,8
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1966 1 ^{er} mois	19,3	16,2	+ 3,1	...	1,3	- 1,3	+ 1,8
2 premiers mois ...	32,6	32,8	- 0,2	...	3,7	- 3,7	- 3,9
3 premiers mois ...	48,1	48,5	- 0,4	...	5,4	- 5,4	- 5,8
4 premiers mois ...	62,6	66,4	- 3,8	0,1	7,0	- 6,9	- 10,7
5 premiers mois ...	76,8	81,7	- 4,9	0,1	8,9	- 8,8	- 13,7
6 premiers mois ...	93,7	100,5	- 6,8	0,2	10,8	- 10,6	- 17,4
7 premiers mois ...	119,9	119,3	+ 0,6	0,3	12,9	- 12,6	- 12,0
8 premiers mois ...	134,0	134,5	- 0,5	0,4	15,4	- 15,0	- 15,5
9 premiers mois ...	149,5	150,4	- 0,9	0,4	17,5	- 17,1	- 18,0
10 premiers mois ...	165,5	170,0	- 4,5	0,5	19,9	- 19,4	- 23,9
11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 ^{er} mois	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1
4 premiers mois ...	69,9	74,6	- 4,7	0,1	9,1	- 9,0	- 13,7
5 premiers mois ...	86,1	92,3	- 6,2	0,1	11,0	- 10,9	- 17,1
6 premiers mois ...	105,2	111,6	- 6,4	0,1	13,0	- 12,9	- 19,3
7 premiers mois ...	132,5	132,0	+ 0,5	0,1	15,2	- 15,1	- 14,6
8 premiers mois ...	147,9	148,9	- 1,0	0,1	17,7	- 17,6	- 18,6
9 premiers mois ...	163,9	165,4	- 1,5	0,1	19,7	- 19,6	- 21,1
10 premiers mois ...	183,1	185,0	- 1,9	0,2	22,6	- 22,4	- 24,3

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																	
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2) + (3)	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptes 3 et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges					en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) à (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12			Office des chèques postaux 13			
1961	-19,8	- 2,5	- 0,1	-22,4	+13,0	+ 2,2	+15,2	...	+ 0,4	+ 3,2	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	+ 1,2	+ 6,3	+ 0,5	+ 0,4	+22,4
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1966 1 ^{er} mois	+ 1,8	- 0,6	- 0,6	+ 0,6 ⁶	...	...	...	...	+ 2,7	+ 2,2	...	...	- 2,3	- 0,4	+ 2,2	+ 0,3	- 3,1	- 0,6
2 premiers mois	- 3,9	- 1,2	- 1,2	- 6,3	+ 6,9	...	+ 6,9	...	+ 1,4	+ 2,5	...	...	- 4,8	- 0,4	- 1,3	+ 0,9	- 0,2	+ 6,3
3 premiers mois	- 5,8	- 0,1	- 1,8	- 7,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 0,8	+ 3,2	...	- 0,1	- 3,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	- 0,6	+ 7,7
4 premiers mois	-10,7	- 0,6	- 2,4	-13,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 3,4	+ 4,2	...	- 0,1	- 2,0	+ 1,6	+ 7,1	...	...	+13,7
5 premiers mois	-13,7	- 0,7	- 2,9	-17,3	+15,5	...	+15,5	...	+ 2,5	+ 0,8	...	- 0,1	- 1,7	+ 1,1	+ 2,6	+ 0,3	- 1,1	+17,3
6 premiers mois	-17,4	+ 1,2	- 3,4	-19,6	+13,7	...	+13,7	...	+ 3,0	+ 3,6	...	- 0,1	- 1,4	+ 1,4	+ 6,5	+ 0,2	- 0,8	+19,6
7 premiers mois	-12,0	+ 1,1	- 4,0	-14,9	+13,3	...	+13,3	...	+ 1,6	...	...	- 0,1	- 1,5	+ 1,4	+ 1,4	+ 0,8	- 0,6	+14,9
8 premiers mois	-15,5	+ 0,2	- 4,5	-19,8	+13,3	...	+13,3	...	+ 5,0	+ 3,0	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,0	+ 5,9	+ 1,0	- 0,4	+19,8
9 premiers mois	-18,0	+ 0,3	- 4,9	-22,6	+25,2	...	+25,2	...	+ 1,6	- 2,5	...	- 0,1	- 4,8	+ 2,7	- 3,1	+ 1,0	- 0,5	+22,6
10 premiers mois	-23,9	...	- 5,5	-29,4	+22,8	...	+22,8	...	+ 3,2	- 0,3	...	- 0,1	- 2,4	+ 5,5	+ 5,9	+ 0,9	- 0,2	+29,4
11 premiers mois	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3
12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8
2 premiers mois	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8
3 premiers mois	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,2	- 6,3	- 1,6	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1
4 premiers mois	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,3	- 3,9	- 1,6	+ 9,5	- 0,3	+ 1,3	+17,9
5 premiers mois	-17,1	- 2,3	- 2,7	-22,1	+ 5,6	...	+ 5,6	...	- 3,5	+20,6	...	- 0,3	- 5,7	+ 0,4	+11,5	+ 0,3	+ 4,7	+22,1
6 premiers mois	-19,3	- 0,7	- 3,2	-23,2	+ 8,2	...	+ 8,2	...	- 3,8	+15,0	...	- 0,3	- 5,4	+ 5,4	+10,9	+ 0,4	+ 3,7	+23,2
7 premiers mois	-14,6	- 2,3	- 3,9	-20,8	+11,8	...	+11,8	...	- 5,7	+ 8,7	...	- 0,3	- 3,4	+ 6,5	+ 5,8	- 2,1	+ 5,3	+20,8
8 premiers mois	-18,6	- 2,1	- 4,6	-25,3	+11,8	...	+11,8	...	- 2,4	+11,8	...	- 0,3	- 5,6	+ 6,7	+10,2	- 2,0	+ 5,3	+25,3
9 premiers mois	-21,1	- 1,3	- 5,3	-27,7	+11,8	...	+11,8	...	- 0,6	+12,1	...	- 0,2	- 7,2	+ 6,9	+11,0	- 0,8	+ 5,7	+27,7
10 premiers mois	-24,3	- 1,4	- 6,0	-31,7	+21,6	...	+21,6	...	- 3,6	+12,7	...	- 0,3	- 4,2	+ 7,2	+11,8	- 6,8	+ 5,1	+31,7

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paraétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes.

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

6 Boni.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tisse- ments de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 6
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)			(9) = (6) à (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1961	- 19,8	- 7,0	- 26,8	+ 9,5	- 17,3	+ 10,3	- 0,7	+ 4,2	+ 13,8	+ 3,5
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1966 1 ^{er} mois	+ 1,8	- 1,7	+ 0,1	+ 1,7	+ 1,8	- 4,2	...	+ 2,4	- 1,8	...
2 prem. mois	- 3,9	- 2,8	- 6,7	+ 3,1	- 3,6	+ 4,2	...	- 0,3	+ 3,9	- 0,3
3 prem. mois	- 5,8	- 2,8	- 8,6	+ 4,1	- 4,5	+ 3,2	...	+ 1,1	+ 4,3	+ 0,2
4 prem. mois	- 10,7	- 3,3	- 14,0	+ 5,2	- 8,8	+ 2,3	+ 0,2	+ 5,4	+ 7,9	+ 0,9
5 prem. mois	- 13,7	- 5,2	- 18,9	+ 5,8	- 13,1	+ 10,9	+ 0,2	+ 1,6	+ 12,7	+ 0,4
6 prem. mois	- 17,4	- 3,5	- 20,9	+ 7,2	- 13,7	+ 7,9	+ 0,2	+ 5,2	+ 13,3	+ 0,4
7 prem. mois	- 12,0	- 3,8	- 15,8	+ 8,3	- 7,5	+ 6,5	+ 0,2	+ 1,0	+ 7,7	- 0,2
8 prem. mois	- 15,5	- 5,0	- 20,5	+ 9,4	- 11,1	+ 5,6	+ 0,6	+ 4,8	+ 11,0	+ 0,1
9 prem. mois	- 18,0	- 5,5	- 23,5	+ 10,3	- 13,2	+ 16,9	+ 0,8	- 4,9	+ 12,8	+ 0,4
10 prem. mois	- 23,9	- 6,3	- 30,2	+ 11,9	- 18,3	+ 13,1	+ 0,8	+ 1,4	+ 15,3	+ 3,0
11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4
12 mois	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,2	+ 3,5	- 1,8
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,8	+ 11,1	- 3,5
3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,3	+ 13,7	- 4,3
4 prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,8	+ 17,3	- 4,5
5 prem. mois	- 17,1	- 6,5	- 23,6	+ 6,9	- 16,7	+ 5,7	+ 0,4	+ 16,0	+ 22,1	- 5,4
6 prem. mois	- 19,3	- 6,5	- 25,8	+ 7,8	- 18,0	+ 7,7	+ 0,4	+ 12,3	+ 20,4	- 2,4
7 prem. mois	- 14,6	- 7,6	- 22,2	+ 9,1	- 13,1	+ 10,1	+ 0,4	+ 6,2	+ 16,7	- 3,6
8 prem. mois	- 18,6	- 8,1	- 26,7	+ 10,4	- 16,3	+ 9,2	+ 0,6	+ 10,6	+ 20,4	- 4,1
9 prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,3	+ 21,5	- 4,1
10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,5	+ 25,8	- 5,1

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes parastatutaires financées par des émissions de dettes indirectes. A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Source : Ministère des Finances.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6	
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7	
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6	
1966 9 mois	50,6	+ 1,8	24,9	+ 0,8	57,5	- 0,5	133,0	+ 2,1	
1967 9 mois	66,8	+ 0,5	27,2	+ 0,7	63,4	- 1,1	157,4	+ 0,1	
Exercice 1966	1966 Juillet	16,6	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,1	- 0,1	25,4	+ 0,2
	Août	4,6	+ 0,3	2,8	...	6,2	+ 0,5	13,6	+ 0,8
	Septembre	4,6	+ 0,2	3,2	+ 0,2	7,0	...	14,8	+ 0,4
	Octobre	5,9	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,9	...	15,5	+ 0,3
	Novembre	5,5	+ 0,6	2,8	- 0,1	6,9	+ 0,3	15,2	+ 0,8
	Décembre	5,0	+ 0,2	3,3	+ 0,2	7,4	+ 0,1	15,7	+ 0,5
Exercice 1967	1967 Janvier	11,4	- 0,3	2,9	+ 0,2	6,5	- 0,2	20,8	- 0,3
	Février	4,8	+ 0,1	2,8	+ 0,1	6,8	...	14,4	+ 0,2
	Mars	4,8	- 0,1	3,3	+ 0,2	8,1	+ 0,5	16,2	+ 0,6
	Avril	5,1	+ 0,2	3,2	+ 0,1	7,4	- 0,1	15,7	+ 0,2
	Mai	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2
	Juin	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
	Juillet	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9
	Août	5,3	+ 0,1	2,9	+ 0,1	6,5	- 0,1	14,7	+ 0,1
	Septembre	5,6	+ 0,3	2,6	- 0,6	7,3	- 0,4	15,5	- 0,7
	Octobre	7,6	+ 1,5	3,4	+ 0,5	7,5	- 0,1	18,5	+ 1,9
	Novembre	5,8	+ 0,4	3,2	+ 0,1	7,5	+ 0,1	16,5	+ 0,6
	Décembre	7,1	- 0,4	3,2	- 0,1	7,5	- 0,6	17,8	- 1,1
Ex. 1968 Janvier	10,2	- 0,2	3,1	+ 0,2	7,3	+ 0,2	20,6	+ 0,2	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1967 ²		Exercice 1967 : janvier 1967		Exercice 1968 : janvier 1968	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	87,2	85,3	11,4	11,7	10,2	10,4
précompte immobilier	1,1	1,1	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	8,1	7,6	0,8	0,8	1,1	0,8
précompte professionnel	38,7	37,7	4,1	3,9	4,5	4,7
versements anticipés	17,5	18,0	2,1	2,8	1,6	2,0
impôts des personnes physiques (rôles)	11,5	10,2	0,6	0,6	0,9	0,8
impôts des sociétés (rôles)	2,6	3,0	0,2	0,2	0,2	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	6,3	6,5	3,1	3,1	1,4	1,4
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,2	0,2	...	...	...	...
divers ³	1,2	1,0	0,4	0,2	0,4	0,4
II. Douanes et accises	37,1	35,7	2,9	2,7	3,1	2,9
dont : douanes	8,5	8,7	0,7	0,7	0,8	0,7
accises	27,1	26,7	2,2	2,0	2,2	2,2
taxes spéciales de consommat.	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
III. Enregistrement	86,0	87,7	6,5	6,7	7,3	7,1
dont : enregistrement	6,6	7,2	0,5	0,5	0,6	0,6
successions	3,4	3,5	0,2	0,3	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées	75,1	76,2	5,7	5,8	6,3	6,2
Total ...	210,3	208,7	20,8	21,1	20,6	20,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,6		- 0,3		+ 0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N.B. - Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1965-9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1966 Septembre	4,6	3,2	7,0	14,8	0,01
Octobre	5,9	2,7	6,9	15,5	0,43
Novembre	5,5	2,8	6,9	15,2	0,03
Décembre	5,0	3,3	7,4	15,7	0,25
1967 Janvier	11,4	2,9	6,5	20,8	2,13
Février	4,8	2,8	6,8	14,4	0,08
Mars	4,8	3,3	8,1	16,2	0,13
Avril	5,1	3,2	7,4	15,7	0,69
Mai	5,1	3,2	6,8	15,1	0,09
Juin	7,4	3,6	7,4	18,4	0,88
Juillet	17,3	2,7	6,6	26,6	11,76
Août	5,3	2,9	6,5	14,7	0,06
Septembre	5,6	2,6	7,3	15,5	0,06
Octobre	7,6	3,4	7,5	18,5	1,48
Novembre	5,8	3,2	7,5	16,5	0,05
Décembre	7,1	3,2	7,5	17,8	0,12
1968 Janvier	10,2	3,1	7,3	20,6	1,62

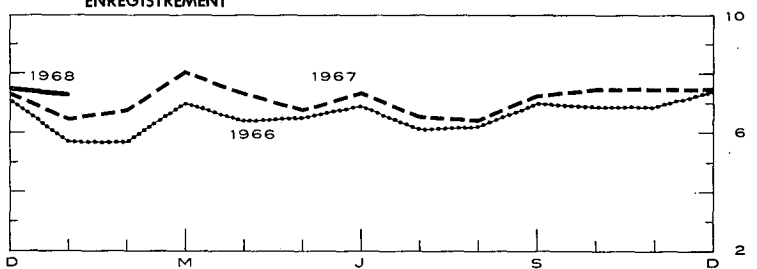
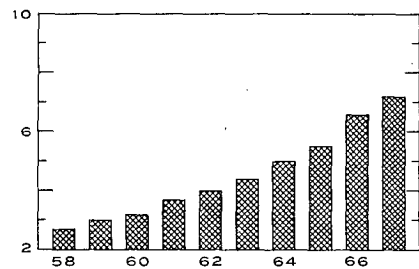
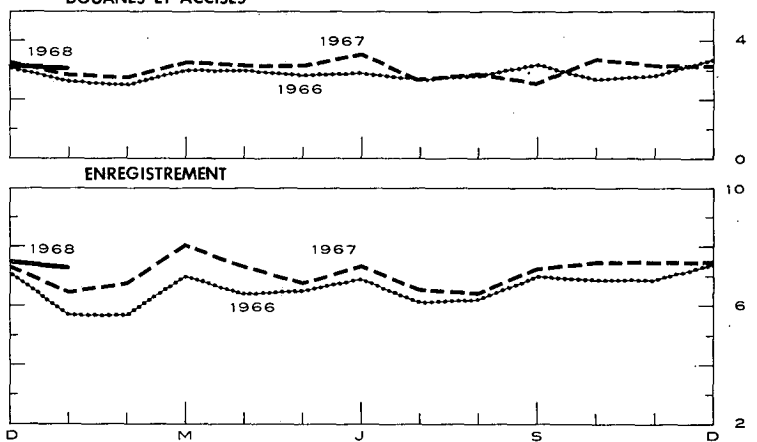
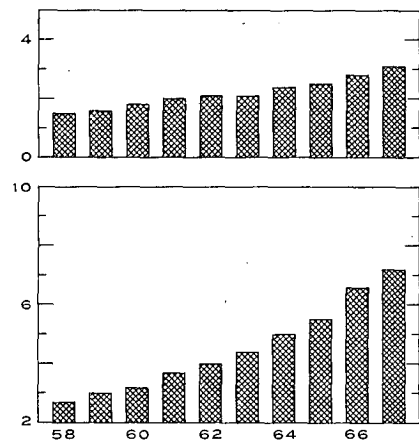
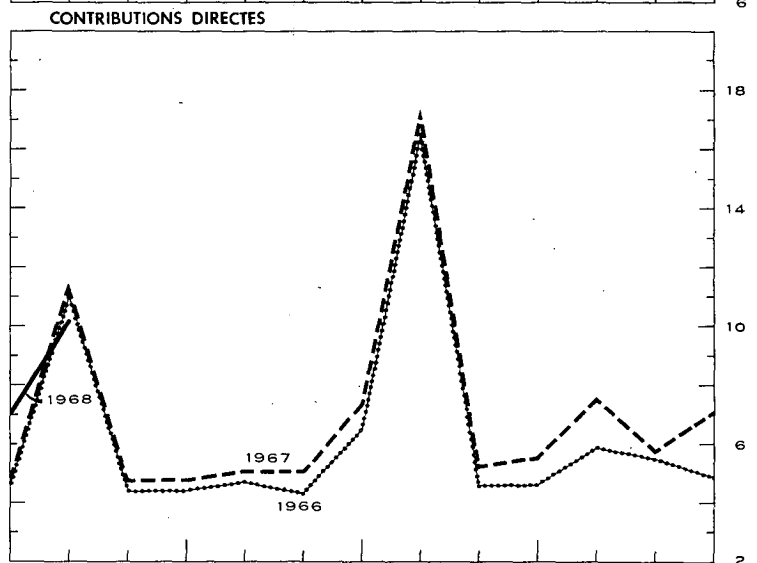
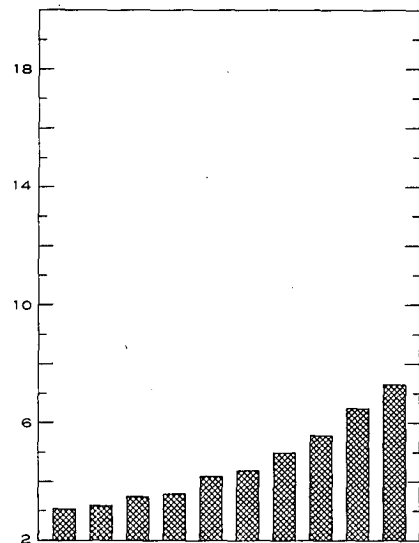
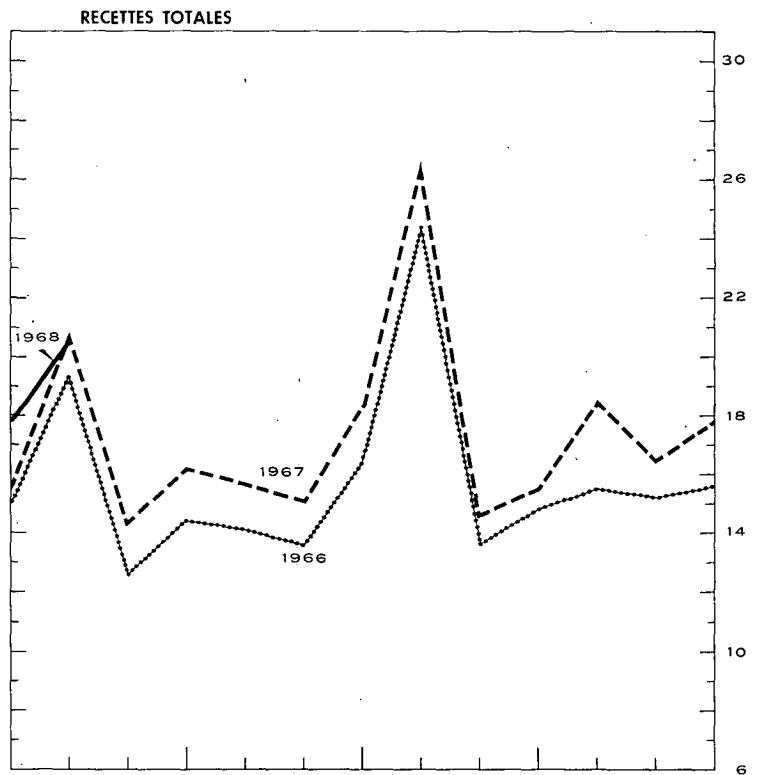
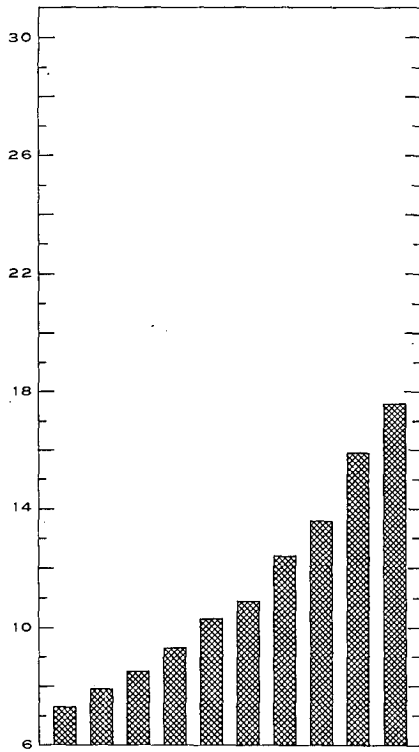
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Moniteur belge. — Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. II, n° 4, octobre 1966 : « Les budgets de 1966 et 1967 » et XLIIIe année, vol. I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963 ¹
(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers							
		Entreprises et particuliers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes moné- taires		Fonds des Rentés	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Secteurs indéter- minés et ajustements			
															(1)	(2)
		données non disponibles														
		... nihil ou inférieur à 50 millions														
		— opération non effectuée														
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	...	44,5	—	3,2	—	1,7	6,3	55,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	7,7	—	—	—	—	—	—	42,2	—	0,1	—	0,9	...	50,9
		Obligations ...	10,8	—	1,0	15,7	27,5
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,1	0,1	—	—	—	—	—	...	—	95,3	31,1	92,0	...	226,6
		Divers	1,2	1,6	0,1	13,5	2,7	3,0	0,6	22,7
	(Actions et parts) ...	(181,4)	(0,3)	(...)	—	(0,2)	(0,6)	(—)	(1,1)	(2,8)	(—)	(...)	(186,4)	
	Total ...	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	86,8	—	102,2	49,8	95,3	6,3	383,6	
	Paraétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	0,6	0,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	1,8	—	0,4	...	2,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	15,9	0,3	0,5	0,2	0,1	...	0,7	
Obligations accessibles à tout placeur ...	...	0,2	...	0,1	...	4,0	2,2	0,9	3,6	5,2	0,4	...	...	32,5
Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	0,1	...	0,5	1,2	...	0,6	4,3	...	0,1	...	7,0
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	0,1	...	0,5	...	...	...	0,2	9,0	...	...	9,8
Divers ...	5,3	...	5,1	0,2	...	1,8	...	...	...	...	0,1	0,7	...	13,2
(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,5)	(5,1)	(...)	...	...	(...)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(21,7)
Total ...	21,3	0,5	5,1	0,4	...	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	0,8	...	66,2		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	2,3	...	—	1,1	...	38,7	...	...	...	0,1	4,8	...	47,1
Certificats à court terme ...	...	0,7	—	0,1	...	19,9	36,2	2,7	5,4	...	8,7	...	...	73,7
Obligations accessibles à tout placeur ...	107,1	2,4	—	1,7	1,1	10,3	37,8	5,1	35,2	39,0	8,7	1,3	...	249,8		
Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	—	...	...	16,5	57,9	...	2,4	2,0	1,7	2,3	...	82,7
Divers ...	...	0,8	—	...	...	7,4	...	...	...	0,4	0,4	...	...	9,9
Total ...	109,4	3,9	—	3,0	2,1	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	8,4	...	463,2		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	4,3	...	...	...	...	...	...	...	4,3
Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,7	...	0,1	...	0,5	0,5	1,0	1,6	6,8	1,0	...	...	27,7
Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	8,2	2,9	...	...	...	11,1
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	4,8	...	...	...	...	...	...	0,6	...	49,5	...	...	54,8
Divers ...	1,9	0,4	2,8	...	...	...	...	...	...	...	0,6	3,0	...	8,7
Total ...	17,4	5,9	2,8	0,1	...	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	3,0	...	106,5		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	16,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,0		
Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	...	0,3
Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	1,1	...	1,4	7,3	...	1,4	...	11,7
Divers ...	5,2	...	2,5	...	...	2,6	...	...	...	0,1	...	2,4	...	12,9
Total ...	21,2	...	2,5	...	3,1	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	3,8	...	40,9		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	...	10,1	...	0,8	...	1,7	1,7	...	14,2
Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	4,5	...	0,2	...	...	...	...	4,7
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	112,0
Obligations ...	7,6	...	0,2	...	...	...	0,7	0,9	0,3	6,2	0,2	— 0,1	...	16,0
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	...	...	13,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	20,2
Divers ...	...	0,9	8,0	...	...	...	...	...	...	0,4	0,2	...	...	9,6
(Actions et parts) ...	...	(0,2)	(0,4)	...	...	...	(—)	(1,1)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)	...
Total ...	7,6	0,9	21,3	...	...	—	134,4	0,9	1,3	6,6	9,1	1,6	...	172,0

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
(1)														
(7)														
(8)														
(9)														
(10)														
(11)														
(12)														
(13) & (12)														
Organismes monétaires	Monnaie	258,9	2,8	3,8	12,4	1,0	—	—	...	2,0	1,6	0,3	...	277,9
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	1,4	...	0,3	...	0,1	...	2,0
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	—	55,0
	Dépôts en devises des résidents	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1
	Dépôts sur livrets des résidents	29,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,3
	Dépôts à terme des résidents	25,7	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	25,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	11,7	...	—	—	...	...	11,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	...	9,6	9,8
	(Actions et parts)	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	—	(8,6)
Total ...	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	55,2	13,1	...	2,3	1,6	0,3	9,6	432,0	
Fonds des Rentes	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,2	—	0,2	...	...	...	0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,5	—	—	—	—	—	6,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	...	...	...	...	0,6
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	...	...	...	...	2,8
Total ...	—	...	2,8	...	...	0,4	7,4	—	0,2	...	...	...	10,9	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Dépôts à vue	3,8	...	...	...	0,8	—	—	...	...	0,6	0,3	...	5,5
	Dépôts sur livrets	138,4	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	138,4
	Dépôts à terme	0,9	1,0	—	—	3,5	—	—	...	...	...	0,6	...	6,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	11,1
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	4,6	...	0,1	...	...	—	0,1	...	0,1	...	...	3,1	8,0
	(Actions et parts)	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,3)
Total ...	159,4	1,0	0,1	...	4,3	—	0,1	...	0,1	0,6	0,3	3,7	169,6	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension	Réserves de sécurité sociale	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4
	Réserves mathématiques	145,7	—	—	—	—	12,5	—	—	—	—	—	—	158,2
	Divers	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,5	...	2,0
	Total ...	164,5	...	...	...	0,1	12,5	...	...	...	...	...	1,5	178,6
Organismes publics de crédit non monétaires	Dépôts à vue	2,5	...	...	0,2	...	—	0,2	—	...	...	...	...	2,9
	Argent à très court terme	—	—	—	0,3	...	0,3	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,9
	Dépôts sur livrets	6,4	...	—	...	...	—	—	...	...	...	...	...	6,4
	Dépôts à terme	2,3	0,4	...	3,1	...	—	0,3	—	...	0,4	...	...	6,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	—	—	...	0,7	...	0,2	...	1,0
	Obligations accessibles à tout placeur	73,2	0,2	...	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	...	113,2
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	1,3	0,5	...	4,1	16,0	...	...	23,8
	Divers	3,0	...	10,3	0,1	...	1,7	0,7	—	0,3	...	...	...	21,7
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)
Total ...	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	6,8	176,3	
Secteurs indéterminés et ajustements	.....	— 4,2	2,1	...	...	1,9	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	—	20,7
	Total des créances	940,0	19,2	50,6	19,8	27,6	137,7	446,3	11,8	181,4	164,3	180,9	45,6	2.225,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	—	49,2	—	4,3	—	1,3	8,0	62,8	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	8,3	—	—	—	—	—	—	47,6	—	0,2	—	1,0	—	57,1
			Obligations ...	12,3	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	15,8	—	—	29,1
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,9	0,1	—	—	—	—	—	—	—	107,2	35,2	103,2	—	254,6
			Divers ...	—	1,5	1,7	0,1	18,0	—	—	—	—	1,6	4,1	0,6	—	27,7
	(Actions et parts) ...	(192,4)	(0,8)	(...)	—	(0,3)	—	—	—	(0,6)	(—)	(1,2)	(3,0)	(—)	(...)	(198,3)	
	Total ...	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	—	—	—	96,8	—	114,3	55,1	106,1	8,0	431,3	
	Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	0,3	—	—	0,1	0,5	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	—	—	—	—	0,1	1,2	—	—	0,3	—	2,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,2	—	—	0,1	—	0,6	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,9	0,5	—	—	—	—	—	4,0	2,0	0,8	3,7	5,1	0,6	32,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	0,1	—	—	—	0,7	2,6	—	0,5	4,1	—	8,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	—	—	0,4	—	—	—	0,2	11,1	—	11,8	
	Divers ...	6,3	—	5,9	0,2	—	—	—	1,7	—	—	—	—	0,1	0,4	14,6	
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(14,7)	(5,5)	(...)	—	—	(0,1)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(...)	(22,7)	
	Total ...	22,6	0,8	5,9	0,4	—	—	—	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	0,8	70,7	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	4,2	—	—	0,8	—	—	—	45,6	—	—	—	0,1	3,5	54,1	
		Certificats à court terme ...	—	0,5	—	0,2	—	—	—	36,8	4,1	4,3	—	6,0	1,5	70,4	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	118,2	2,4	—	1,7	1,7	—	—	9,3	3,7	33,3	41,9	8,3	1,4	260,7	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	19,2	—	3,5	2,1	1,0	0,6	85,1	
Divers ...		—	0,7	—	—	1,6	—	—	6,3	—	—	0,5	0,2	—	9,2		
Total ...	122,4	3,7	—	2,6	3,3	—	—	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	7,0	479,5		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	14,4	0,6	—	0,1	—	—	—	4,8	—	—	—	—	—	4,8		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	—	27,0		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	5,0	—	—	—	—	—	1,1	0,2	—	10,7	2,4	—	14,5		
Divers ...	2,1	0,5	2,0	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	55,5	—	61,1		
Total ...	16,5	6,1	2,0	0,1	—	—	—	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	2,3	114,5		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	0,1	—	—	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	9,0	—	1,6	13,2		
	Divers ...	4,6	—	1,1	—	3,6	—	—	—	—	—	0,3	—	2,7	12,4		
Total ...	26,9	—	1,1	—	4,3	—	—	0,3	0,6	—	1,3	9,3	—	4,3	48,2		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1		
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	—	12,9	—	1,0	—	1,7	1,5	17,1		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	4,1	—	0,2	—	—	—	4,3		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Obligations ...	7,8	—	0,1	—	—	—	—	—	129,2	—	—	—	—	129,2		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	11,5	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,3	6,1	0,2	—	16,0	
	Divers ...	—	0,9	8,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20,2	
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,0	
Total ...	7,8	0,9	19,7	—	—	—	—	—	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)	196,8	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Secteurs Indét- minés et ajustements (12)	Intermédiaires financiers													
	(1) à (12)													
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	2,7	...	...	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	3,1
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	0,7
	Dépôts sur livrets	7,0	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	7,0
	Dépôts à terme	2,0	0,5	...	2,9	1,5	0,3	—	0,5	0,9	...	...	8,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	119,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	1,4	28,0
	Divers	3,5	...	10,3	0,1	...	2,5	0,4	5,5	22,2
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)
	Total ...	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	7,2	190,7
Organismes monétaires (7)	Monnaie	273,3	3,0	3,6	11,3	0,6	—	...	3,5	1,8	0,3	...	297,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,5	1,3	...	...	...	...	2,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	66,2	
	Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1	
	Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6	
	Dépôts à terme des résidents	29,4	—	—	...	—	—	—	—	0,1	...	...	29,5
	Engagements non rangés ailleurs	11,4	—	...	—	—	—	15,5	...	—	...	...	15,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,4
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	10,9	11,2
	(Actions et parts)	(9,2)	...	(0,2)	...	...	...	(0,7)	...	(0,1)	...	...	(10,2)
Total ...	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	10,9	474,7	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	7,4	—	—	—	—	—	7,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,4	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	...	0,1	10,6
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	0,2	2,3	...	—	...	0,6	0,2	...	7,0
	Dépôts sur livrets	148,1	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	148,1
	Dépôts à terme	1,3	1,0	...	...	3,7	...	—	...	...	...	0,3	6,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,8	...	...	...	...	...	—	...	0,2	...	...	12,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	2,8
	(Actions et parts)	(1,6)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,6)
Total ...	171,3	1,0	...	0,7	6,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	3,1	183,6	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	21,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,3	
	Réserves mathématiques	155,7	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	170,2	
	Divers	0,3	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	2,0	2,7
Total ...	177,3	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	...	2,0	194,1
Secteurs Indét- minés et ajustements (12)	Dépôts à vue .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	0,1	0,3	...
	Dépôts sur livrets	7,0	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	7,0
	Dépôts à terme	2,0	0,5	...	2,9	1,5	0,3	—	0,5	0,9	...	...	8,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	1,4
	Divers	3,5	...	10,3	0,1	...	2,5	...	...	0,4	...	...	5,5
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	
	Total ...	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	7,2	190,7
Secteurs Indét- minés et ajustements (12)	—	4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	—	21,7
	Total des créances	1.018,7	20,0	48,9	18,6	37,4	153,6	491,2	11,6	196,7	177,7	195,0	47,0	2.416,4

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+19,4	+ 0,2	- 0,3	-1,1	- 0,4	...	...	+ 1,5	+ 0,3	...	...	+ 19,6
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,3	-0,1	...	- 0,3	...	- 0,1	+ 0,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+11,2	—	—	—	—	—	+ 11,2	
	Dépôts en devises des résidents	- 4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,0	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3	
	Dépôts à terme des résidents	+ 3,7	—	—	...	—	—	—	—	...	—	—	+ 3,7	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	+3,7	...	—	—	...	+ 3,8	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,3	+ 1,3
	(Actions et parts)	(+ 1,5)	...	(...)	...	...	...	(+0,1)	...	...	(...)	...	(+ 1,6)
Total ...	+25,4	+ 0,1	- 0,2	- 1,1	- 0,4	+12,5	+3,6	...	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 1,2	+ 42,7	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	- 0,4	-0,2	—	- 0,2	...	...	- 0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	+0,8	—	—	—	—	+ 0,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	-0,2	—	...	...	...	- 0,2
	Divers	—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	- 0,4	+0,4	—	- 0,2	...	...	- 0,3	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	- 0,1	...	...	+ 0,2	+ 1,5	...	—	...	...	- 0,1	...	+ 1,5
	Dépôts sur livrets	+ 9,7	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	+ 9,7
	Dépôts à terme	+ 0,4	...	...	...	+ 0,3	...	...	...	...	...	- 0,3	+ 0,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,7	—	—	...	—	—	—	...	+ 0,2	...	...	+ 0,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	+ 1,3	...	- 0,1	+ 0,5	...	+ 0,2	...	...	...	...	- 0,4	+ 1,5
	(Actions et parts)	(+ 0,3)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,3)
Total ...	+12,0	...	- 0,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,7	+ 14,1
Organ. d'assurance-vie et accid. du travail et fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8	
	Réserves mathématiques	+10,0	—	—	—	—	+ 2,0*	—	—	—	—	—	+ 12,0	
	Divers	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 0,7
Total ...	+12,9	...	+ 0,2	...	...	+ 2,0	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 15,5
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,2	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,2
	Argent à très court terme	—	...	—	- 0,2	...	- 0,2	+0,1	...	...	...	+ 0,2	- 0,2
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	+ 0,6
	Dépôts à terme	- 0,3	+ 0,1	...	- 0,1	+ 1,5	...	...	—	+ 0,5	+ 0,5	...	+ 2,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	...	+0,1	—	+ 0,1	...	- 0,1	+ 0,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 5,4	...	...	...	+ 0,5	...	-0,4	- 0,2	- 0,3	+ 1,8	...	+ 6,8
	Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	+ 0,1	+ 2,2	+0,2	...	- 0,3	+ 1,8	...	+ 4,2
	Divers	+ 0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+0,1)	(-)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)		
Total ...	+ 6,3	+ 0,1	...	- 0,4	+ 2,1	+ 2,0	...	- 0,2	+ 0,1	+ 4,2	...	+ 0,4	+ 14,5	
Secteurs inférieurs et ajustements (12)		- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 1,6	+0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	—	
(13) = (1) à (12)	Total des créances	+83,9	+ 0,9	- 1,6	- 1,1	+ 9,8	+29,5	+44,4	- 0,2	+16,6	+13,4	+14,1	- 1,8	+207,8

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	43,2	...	86,8	—	102,2	49,8	95,3	334,1	6,3	383,6
2. Paraétatiques d'exploitation	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	30,7	0,8	66,2
3. Etat (Trésor)	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	282,4	8,4	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	17,4	5,9	2,8	0,1	...	26,2	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	106,5
5. Sécurité sociale	21,2	...	2,5	...	3,1	26,8	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	195,9	11,7	12,0	3,6	18,7	241,9	62,1	268,7	9,7	161,8	118,1	175,8	734,1	22,3	1.060,4
7. Etranger	7,6	0,9	21,3	...	...	29,8	—	134,4	0,9	1,3	6,6	2,1	145,3	1,6	176,8
8. Organismes monétaires	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	349,8	55,2	13,1	...	2,3	1,6	0,3	17,3	9,6	432,0
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	...	7,6	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	159,4	1,0	0,1	...	4,3	164,8	.....	0,1	...	0,1	0,6	0,3	1,1	3,7	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	164,5	...	...	...	0,1	164,6	12,5	...	...	...	...	...	...	1,5	178,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	103,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	62,4	6,8	176,3
13. Total des intermédiaires financiers	740,8	4,4	17,2	16,2	7,1	785,7	71,5	32,7	0,5	16,4	37,7	1,1	88,4	21,6	967,4
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,1	...	...	1,9	— 0,2	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	16,6	—	20,7
15. Total des créances	940,0	19,2	50,6	19,8	27,6	1.057,2	137,7	446,3	11,8	181,4	164,3	180,9	984,7	45,6	2.225,3
16. Solde des créances et des dettes	+ 556,4	— 47,0	— 412,6	— 86,7	— 13,3	— 3,2	— 39,1	+ 14,3	+ 0,9	+ 11,8	— 14,3	+ 4,6	+ 17,3	+ 24,9	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	51,1	...	96,8	—	114,3	55,1	106,1	372,3	8,0	431,3
2. Paraétatiques d'exploitation	22,6	0,8	5,9	0,4	...	29,7	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	32,8	0,8	70,7
3. Etat (Trésor)	122,4	3,7	—	2,6	3,3	132,0	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	288,7	7,0	479,5
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,0	0,1	...	24,7	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	86,0	2,3	114,5
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,3	...	11,2	4,3	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	217,9	12,3	10,7	3,2	25,7	269,8	61,0	288,8	9,8	174,3	127,3	190,8	791,0	22,4	1.144,2
7. Etranger	7,8	0,9	19,7	...	...	28,4	—	155,7	0,9	1,5	6,9	2,1	167,1	1,3	196,8
8. Organismes monétaires	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	22,4	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,3	1,0	...	0,7	6,0	179,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	1,2	3,1	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	177,3	...	0,2	...	0,1	177,6	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	194,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	111,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	7,2	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	797,3	4,7	17,1	15,3	10,5	844,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,4	1,0	97,0	23,3	1.053,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	17,1	—	21,7
15. Total des créances	1.018,7	20,0	48,9	18,6	37,4	1.143,6	153,6	491,2	11,6	196,7	177,7	195,0	1.072,2	47,0	2.416,4
16. Solde des créances et des dettes	+ 587,4	— 50,7	— 430,6	— 95,9	— 10,8	— 0,6	— 43,2	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 16,4	+ 4,3	+ 18,5	+ 25,3	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploitaton	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisa- tion	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 7,9	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 38,9	+ 2,3	+ 62,0
2. Paraétatiques d'exploitaton	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	...	...	+ 2,2	...	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 2,2	+ 2,1	...	+ 4,4
3. Etat (Trésor)	+ 13,0	- 0,3	—	- 0,3	+ 1,3	+ 13,7	+ 0,6	+ 8,4	...	- 1,9	+ 3,2	- 4,1	+ 5,6	- 3,4	+ 16,5
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,9	+ 0,2	- 0,8	...	...	- 1,5	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	- 0,7	+ 5,9	+ 9,0	- 0,7	+ 7,9
5. Sécurité sociale	+ 5,7	...	- 1,4	...	+ 1,2	+ 5,5	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,8	...	+ 1,2	+ 0,5	+ 7,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 22,0	+ 0,4	- 1,4	- 0,3	+ 7,1	+ 27,8	+ 14,8	+ 18,9	...	+ 13,8	+ 9,3	+ 14,8	+ 56,8	- 1,3	+ 98,1
7. Etranger	+ 5,4	+ 0,1	...	...	...	+ 5,5	—	+ 21,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 21,8	- 1,9	+ 25,3
8. Organismes monétaires	+ 25,4	+ 0,1	- 0,2	- 1,1	- 0,4	+ 23,8	+ 12,5	+ 3,6	...	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 5,2	+ 1,2	+ 42,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 0,4	—	- 0,2	...	...	+ 0,2	...	- 0,3
... Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 12,0	...	- 0,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 14,4	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 14,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 12,9	...	+ 0,2	...	...	+ 13,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 15,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 6,3	+ 0,1	...	- 0,4	+ 2,1	+ 8,1	+ 2,0	...	- 0,2	+ 0,1	+ 4,2	...	+ 4,1	+ 0,4	+ 14,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,6	+ 0,2	- 0,1	- 0,8	+ 3,5	+ 59,4	+ 16,3	+ 4,0	- 0,2	+ 1,2	+ 4,7	- 0,1	+ 9,4	+ 1,4	+ 86,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 0,9	- 1,6	+ 0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	- 0,1	—	- 2,1
15. Total des créances	+ 83,9	+ 0,9	- 1,6	- 1,1	+ 9,8	+ 91,9	+ 29,5	+ 44,4	- 0,2	+ 16,6	+ 13,4	+ 14,1	+ 88,2	- 1,8	+ 207,8
16. Solde des créances et des dettes	+ 21,9	- 3,5	- 18,1	- 9,0	+ 2,5	- 6,2	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,1	+ 2,5	- 2,1	- 0,4	+ 1,7	+ 0,3	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1961 Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,7	54,1	67,3	4,1	6,1	- 8,2	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	4,2	54,6	69,7	3,4	6,3	- 8,4	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	6,1	61,2	75,2	5,2	6,8	- 8,6	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	- 9,1	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Juin ⁵ (e)	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,5	97,6	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
Juin	347,6	98,9	7,5	...	454,0	93,0	207,9	11,1	140,5	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,2
Septembre	343,5	105,7	6,9	...	456,1	p 91,2	p 215,2	p 11,5	145,5	158,7	3,8	p 18,7	-13,1	p -16,7

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	
2. F.M.I. — Participation	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	
b) en francs belges ³ .....	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,4	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,1	...	0,4	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	
b) effets commerciaux	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	4,9	
c) avances .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,3	...	0,2	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,8	53,6	54,3	53,8	
TOTAL DE L'ACTIF ...	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	138,0	143,8	144,2	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,5
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,7	56,8
TOTAL DU PASSIF ...	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	77,8	76,6	76,4	76,3	76,2	76,2	76,2	76,2	76,1	76,2	76,2	76,2	76,0	75,9	75,8	75,7	75,6	75,5	74,0	73,0
2. F.M.I. — Participation	14,0	15,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	15,3	15,2	15,2	15,1	15,3	15,2	14,2	14,7	14,5
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,3	7,9	6,1	6,1	5,9	6,1	7,6	6,3	5,0	6,9	6,9	6,2	6,8	6,9	3,3	2,7	3,9	...	8,0	6,1
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	19,7	21,6	21,4	20,0	21,8	21,6	21,4	22,3	20,8	21,3	22,4	26,0	29,9	31,7	34,0	34,9	35,4	36,7	36,1	35,4
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	1,7	0,2	...	...	...	0,1	0,2	3,0	3,0	3,0
7. Ajustement statistique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	123,8	126,2	124,1	122,6	124,1	124,1	125,4	125,0	122,1	124,8	126,0	125,9	129,9	131,7	130,2	130,7	132,3	131,4	137,8	134,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,1	0,6	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,3	0,5	1,1	...	...	0,6	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,8	9,8	10,0	10,0	9,9	10,0	9,6	7,1	9,9	9,9	9,3	9,9	10,0	7,5	7,6	8,8	2,8	5,8	2,7	0,2
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	1,7	2,3	...	1,7	1,0	0,6	4,0	0,3	...	0,8	0,4	...	0,2	1,0	...	...	...	...	0,8	...
b) effets commerciaux	2,8	4,1	2,4	3,1	2,3	2,5	3,9	3,0	3,1	2,3	2,5	2,0	2,4	2,8	2,4	2,4	2,7	2,9	4,9	4,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	2,9	1,0	3,0	0,7	0,6	0,4	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	0,5	0,8	0,2	0,1	...	...	...	...	...	1,1	1,4	2,5	2,5	2,0	2,1	1,6	0,3	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	34,7	35,9	35,4	35,6	39,0	39,2	38,4	38,4	36,0	36,8	37,0	45,3	53,6	51,6	52,9	54,3	54,9	56,0	53,8	52,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges ¹	0,6	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,3	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	0,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,5	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5	0,7	0,9	0,8	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	3,8	3,8	3,5	3,3	3,6	3,6	3,5	3,7	3,6	3,5	3,5	3,8	3,8	4,0	4,1	3,6	3,8	4,0	4,0	p 4,0	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	2,2	p 0,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	171,0	173,0	170,3	170,0	169,2	167,0	171,8	165,9	165,4	166,5	168,9	170,1	176,0	174,7	171,2	172,4	169,5	168,1	173,5	p 168,2	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	36,7	38,9	38,2	38,5	41,6	42,5	41,0	41,2	38,8	39,0	39,9	46,7	54,2	55,0	56,8	58,7	58,1	62,1	56,8	p 55,7	
TOTAL DU PASSIF ...	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1
c) sur les banques de dépôts	0,3	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	37,5	40,0	41,2	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placem	5,3	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placem	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,1	0,2	0,1	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4
b) effets commerciaux	0,9	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5
c) avances	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placem .....	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placem	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	53,8	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 _s	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0	0,7	0,4
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0	0,7	0,4
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,6	0,7	0,6	0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,8	5,8	5,9	5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	32,4	33,2	34,5	32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	39,0	41,7	40,3
b) détenue par les pouvoirs publics	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0
TOTAL DU PASSIF ...	53,8	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à 30 jours au plus, y compris les dépôts à plus d'un mois, qu'il n'était pas possible d'éliminer) jusqu'au 30 juin 1963 ancienne série, Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. 1, no 1, janvier 1967.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-62	31-3-63	30-6-63 (e)	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	p 2,4
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,0	6,0	5,6	5,4	7,6	8,3
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3
b) en francs belges ²	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5
7. Ajustement statistique	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	p74,5
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,6	2,5	2,5	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2
b) sur les organismes publics	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5
c) sur les banques de dépôts	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	14,4	19,1	22,1	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	p42,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	p41,4
— autres	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	p33,9
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,3	p 1,5
— autres	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	p 2,3
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	3,0	3,5	4,9	3,8	3,3	2,5	2,9	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,8
b) effets commerciaux	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,6	38,3	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9
c) avances	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	p 2,7
— autres	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	p 2,2
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,1	...	...	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	p 0,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	p14,1
— autres	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	p 2,1
D. Autres	31,1	29,7	32,5	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	51,8	60,5	p55,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-62	31-3-63	30-6-63 (e)	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3
b) en francs belges ^{2 3}	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7
4. Ajustement statistique	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0
— dépôts en devises	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,2	0,1	0,3	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	44,2	46,0	48,0	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	72,7
TOTAL DU PASSIF ...	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁶	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7
2. F.M.I. — Participation	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9
3. Obligations	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5 ^p	2,5
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,1
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2
b) en francs belges ³	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6
7. Ajustement statistique	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2
b) sur les organismes publics	2,6	0,9	0,6	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6
c) sur les banques de dépôts	4,9	4,5	4,7	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	57,1	67,9	73,2	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4 ^p	96,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	33,5	35,1	34,5	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3 ^p	50,7
— autres	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3 ^p	67,9
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,6	1,8 ^p	2,0
— autres	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9 ^p	2,3
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	5,8	3,8	5,0	3,9	3,8	4,6	3,0	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,2
b) effets commerciaux	31,4	35,4	36,1	35,8	36,4	41,8	41,9	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8
c) avances	35,7	35,2	37,6	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,9	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7 ^p	2,7
— autres	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9 ^p	2,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,7	0,3	...	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4 ^p	2,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4 ^p	14,1
— autres	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2 ^p	2,2
D. Autres	55,7	62,9	71,1	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	92,3	117,7	113,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	434,6	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1

Colonne du tableau XIII : « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est compris

1 Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».

5 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. 1, n° 1, janvier 1967.

6 Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-62	31-3-63	30-6-63 (e)	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67		
A. Engagements envers l'étranger :																							
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																							
a) en monnaies étrangères ²	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7		
b) en francs belges ^{1 2}	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,6	27,0	29,2		
4. Ajustement statistique	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des engagements envers l'étranger	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,0	111,7	115,1		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																							
1. Pièces et billets ³	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0		
2. Autres :																							
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,3	0,4	0,3	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,3	...	0,3	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	
c) envers les banques de dépôts :																							
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	7,5	7,2	4,8	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																							
1. Monnaie fiduciaire ⁴	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	(1)	
2. Monnaie scripturale :																							
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	102,2	106,4	110,8	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,1	149,3	148,4	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																							
a) détenues par les entreprises et particuliers :																							
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	(2)	
— dépôts en devises	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	(3)	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(4)	
4. Emprunts obligataires	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	(13)	
5. Autres :																							
) envers le Fonds des Rentes ⁶	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	...	...	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	0,1	0,4	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	(12)	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)	
D. Autres	65,3	76,5	82,9	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	132,4	(14)	
TOTAL DU PASSIF ...	434,6	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1		

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

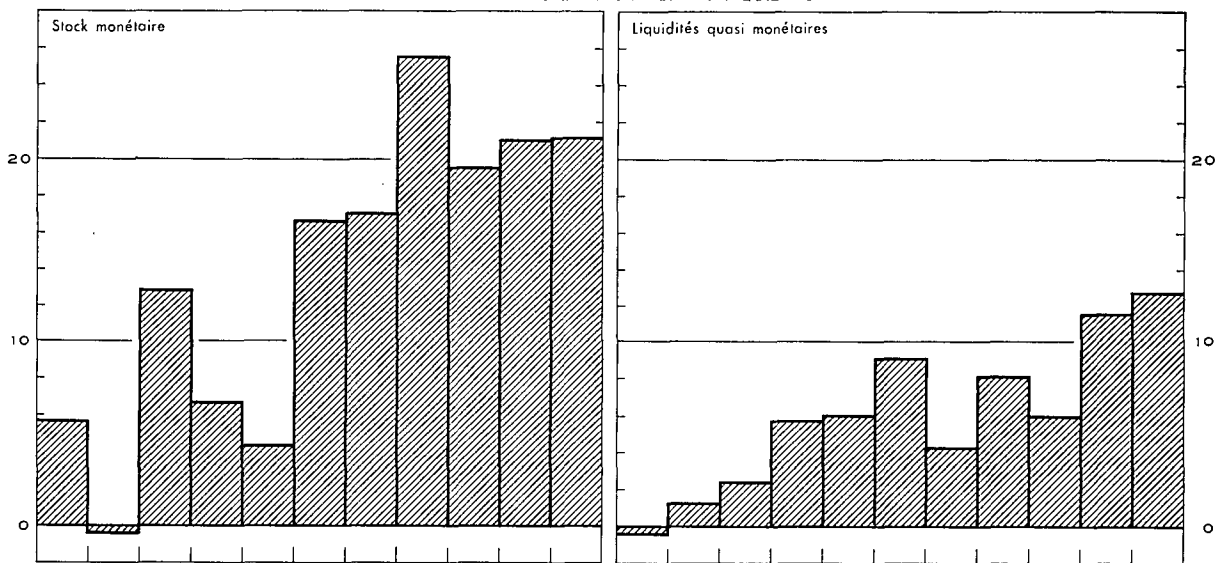
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».

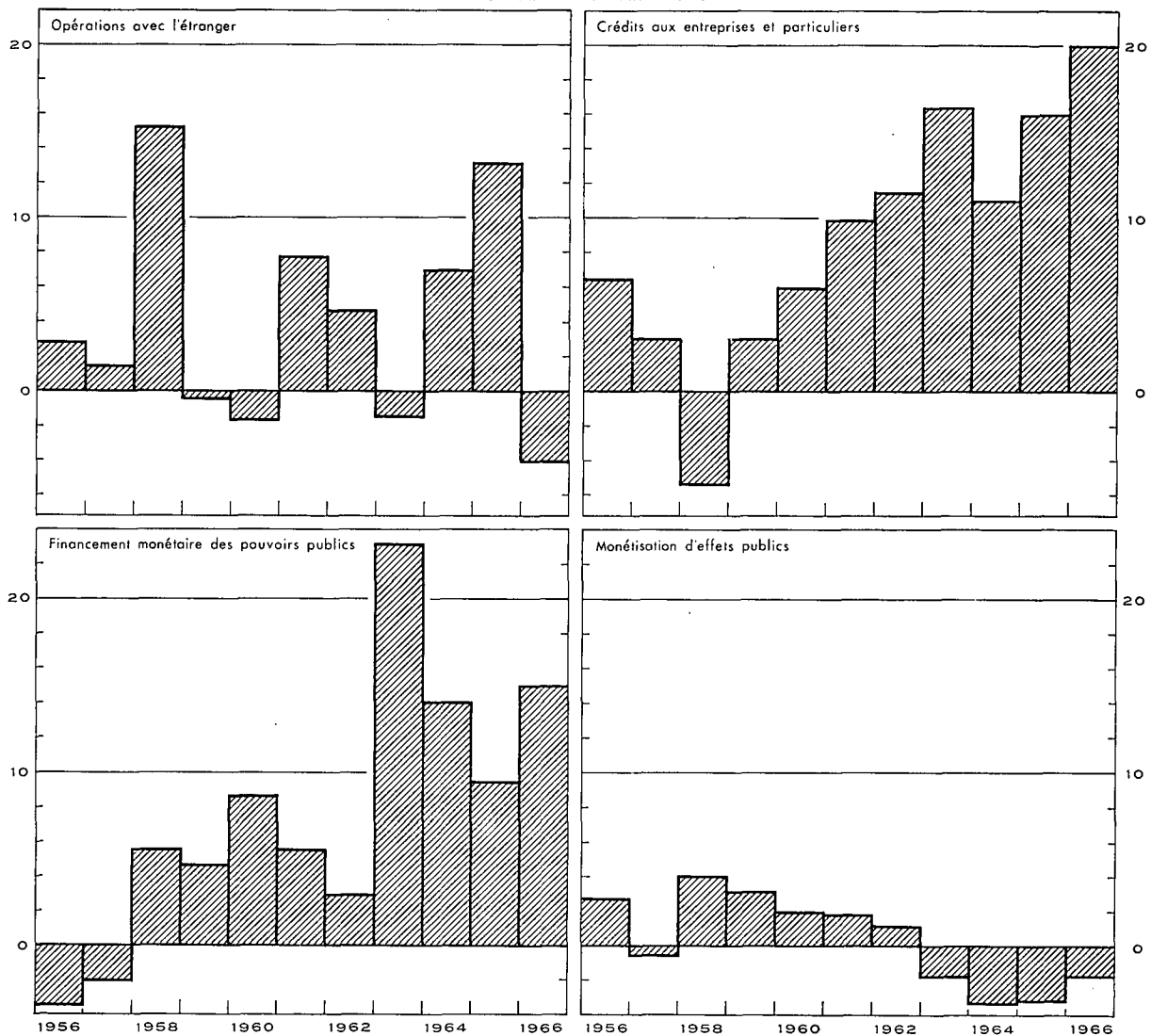
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur vaudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES
(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédits aux entreprises et particuliers 1 (5)	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers (14)
						de créances commerciales sur l'étranger (6)	de crédits aux entreprises et particuliers (7)	Etat (8)	Autres pouvoirs publics 3 (9)	achats sur le marché par les organismes monétaires (10)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (11)			
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,3	- 0,5	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 2,3	- 0,6	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,6	+ 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,7	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 2,4	- 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,3	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 4,0
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 2,9	+ 0,7	+ 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,1	+ 7,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,3
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 16,4	- 0,1	+ 1,3	+ 23,4	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+ 1,4	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,4	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 1,5	+ 3,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 4,9	+ 4,5	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,0	+ 9,0	- 4,0	+ 5,0	+ 4,8	- 0,3	- 3,3	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,8	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 7,8	+ 3,9	- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 6,2	+ 2,1	p+ 3,5	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	p- 0,8	p+ 0,8	p- 0,4	+ 0,4	p+ 0,5	- 0,4	p- 4,2

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Total			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série 6</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Novembre	7,2	170,6	173,8	15,1	0,3	38,7	99,5	138,5	153,6	327,4	53,1
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Janvier	7,2	169,6	172,8	13,3	0,3	41,7	96,9	138,9	152,2	325,0	53,2
Février	7,2	169,0	172,2	12,5	0,3	39,8	95,7	135,8	148,3	320,5	53,7
Mars	7,2	170,0	173,3	14,1	0,3	38,6	100,2	139,1	153,2	326,5	53,1
Avril	7,2	172,4	175,8	15,3	0,3	42,7	99,8	142,8	158,1	333,9	52,6
Mai	7,2	173,9	177,0	14,0	0,4	40,5	103,3	144,2	158,2	335,2	52,8
Juin	7,2	179,7	182,9	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,6	52,6
Juillet	7,3	178,7	181,7	11,7	0,3	43,1	102,7	146,1	157,8	339,5	53,5
Août	7,3	175,2	178,2	13,2	0,3	41,2	104,6	146,1	159,3	337,5	52,8
Septembre	7,3	176,0	179,3	15,8	0,3	39,9	108,2	148,4	164,2	343,5	52,2
Octobre	6,9	173,3	176,0	13,6	0,4	42,9	105,9	149,2	162,8	338,8	51,9
Novembre	6,9	172,1	174,6	15,3	0,3	41,0	110,7	152,0	167,3	341,9	51,1
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,4	39,8	113,5	153,7	171,1	351,2	51,3

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. 1, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(6) - (7) - (8) - (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	+ 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+12,2	-10,4 ⁶	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (c)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série 9												
2 ^e trimestre	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9
4 ^e trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,4	+ 1,9	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 5,0	+ 1,0	+ 2,9
2 ^e trimestre	129,3	-36,3	93,0	+ 5,3	- 3,2	+ 2,1	- 2,5	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,5	+ 0,6
3 ^e trimestre	130,0	p-38,8	p91,2	+ 0,7	p- 2,4	p- 1,7	p- 3,2	p+ 0,4	- 2,4	p+ 3,5	p+ 2,6	p+ 0,9

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].
- moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**
Destination économique apparente
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de déla s de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations (4)				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1963 Juin ⁵	6,1	5,9	9,8	8,7	55,1	85,6	12,9	5,4	1,4	19,7	105,3
Septembre	7,0	6,1	10,3	8,6	56,7	88,7	12,3	5,5	1,9	19,7	108,4
Décembre	7,7	6,3	10,5	9,1	61,7	95,3	12,0	4,5	2,2	18,7	114,0
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre	22,3	10,5	15,1	11,4	98,2	157,5	22,3	6,7	3,2	32,2	189,7
Décembre						p168,4				34,7	p203,1

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 5 ans ou plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1963 Septembre ...	9,1	39,9	39,7	88,7	5,7	5,6	11,3	3,4	34,3	39,7	77,4	—
Décembre	9,3	43,6	42,4	95,3	6,7	6,1	12,8	2,6	37,5	42,4	82,5	—
1964 Mars	9,9	46,1	43,5	99,5	6,9	7,9	14,8	3,0	38,2	43,5	84,7	—
Juin	10,3	47,8	44,8	102,9	7,5	7,8	15,3	2,8	40,0	44,8	87,6	—
Septembre ...	9,5	48,0	46,9	104,4	5,5	8,4	13,9	4,0	39,6	46,9	90,5	—
Décembre	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre ...	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre ...	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre ³ ..	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre ...	11,1	71,9	74,5	157,5	4,3	11,0	15,3	6,8	60,9	74,5	142,2	0,1
Décembre	12,4	p78,2	77,7	p168,3	5,7	13,4	19,1	6,7	p64,8	77,7	p149,2	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1963 Septembre ...	9,4	4,8	5,5	19,7	6,7	1,8	8,5	2,7	3,0	5,5	11,2	—
Décembre	9,5	4,7	4,5	18,7	6,8	1,6	8,4	2,7	3,1	4,5	10,3	—
1964 Mars	9,6	5,2	4,3	19,1	7,1	1,7	8,8	2,5	3,5	4,3	10,3	—
Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	7,4	1,8	9,2	3,0	3,1	4,3	10,4	—
Septembre ...	9,9	5,0	4,7	19,6	6,3	1,6	7,9	3,6	3,4	4,7	11,7	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre ³ ..	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre ...	16,1	9,7	6,4	32,2	7,8	3,9	11,7	8,3	5,8	6,4	20,5	0,1
Décembre	17,1	11,3	6,4	34,8	10,5	5,0	15,5	6,6	6,3	6,4	19,3	0,1
C. Total												
1963 Septembre ...	18,5	44,7	45,2	108,4	12,4	7,4	19,8	6,1	37,3	45,2	88,6	—
Décembre	18,8	48,3	46,9	114,0	13,5	7,7	21,2	5,3	40,6	46,9	92,8	—
1964 Mars	19,5	51,3	47,8	118,6	14,0	9,6	23,6	5,5	41,7	47,8	95,0	—
Juin	20,7	52,7	49,1	122,5	14,9	9,6	24,5	5,8	43,1	49,1	98,0	—
Septembre ...	19,4	53,0	51,6	124,0	11,8	10,0	21,8	7,6	43,0	51,6	102,2	—
Décembre	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	—
1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre ...	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre ...	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre ³ ..	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre ...	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre	29,5	p89,5	84,1	p203,1	16,2	18,4	34,6	13,3	p71,1	84,1	p168,5	0,2

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Récompte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII · 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1963 Septembre	1,0	...	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	1,5	...	2,0
Décembre	2,2	...	2,2	1,7	1,3	3,0	1,7	3,5	...	5,2
1964 Mars	1,8	...	1,8	...	1,2	1,2	...	3,0	...	3,0
Juin	1,4	...	1,4	0,9	1,9	2,8	0,9	3,3	...	4,2
Septembre	1,0	...	1,0	0,6	1,8	2,4	0,6	2,8	...	3,4
Décembre	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
B. Crédits à l'étranger										
1963 Septembre .....	...	...	...	3,7	0,1	3,8	3,7	0,1	...	3,8
Décembre .....	...	...	...	4,0	0,1	4,1	4,0	0,1	...	4,1
1964 Mars .....	...	...	...	3,0	...	3,0	3,0	...	...	3,0
Juin .....	...	...	...	4,5	0,2	4,7	4,5	0,2	...	4,7
Septembre .....	...	...	...	4,3	...	4,3	4,3	...	...	4,3
Décembre .....	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 Mars .....	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
Juin .....	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre .....	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre .....	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars .....	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin .....	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre .....	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars .....	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin .....	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre .....	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
C. Total										
1963 Septembre	1,0	...	1,0	4,2	0,6	4,8	4,2	1,6	...	5,8
Décembre	2,2	...	2,2	5,7	1,4	7,1	5,7	3,6	...	9,3
1964 Mars	1,8	...	1,8	3,0	1,2	4,2	3,0	3,0	...	6,0
Juin	1,4	...	1,4	5,4	2,1	7,5	5,4	3,5	...	8,9
Septembre	1,0	...	1,0	4,9	1,8	6,7	4,9	2,8	...	7,7
Décembre	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)	(8) à (10)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	Septembre ...	9,1	40,9	39,7	89,7	5,2	4,6	9,8	3,9	36,3	39,7	79,9	—
	Décembre	9,3	45,8	42,4	97,5	4,7	4,0	8,7	4,6	41,8	42,4	88,8	—
1964	Mars	9,9	47,9	43,5	101,3	6,8	6,1	12,9	3,1	41,8	43,5	88,4	—
	Juin	10,3	49,2	44,8	104,3	6,6	5,5	12,1	3,7	43,7	44,8	92,2	—
	Septembre ...	9,5	49,0	46,9	105,4	4,9	6,2	11,1	4,6	42,8	46,9	94,3	—
	Décembre	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965	Mars	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
	Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
	Septembre ...	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
	Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966	Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
	Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
	Septembre ...	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
	Décembre 4 .	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
	Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
	Septembre ...	11,1	73,1	74,5	158,7	3,9	9,3	13,2	7,2	63,8	74,5	145,5	0,1
	Décembre	12,4	p80,4	77,7	p170,5	4,1	9,6	13,7	8,3	p70,8	77,7	p156,8	0,1

B. Crédits à l'étranger

1963	Septembre ...	9,4	4,8	5,5	19,7	2,9	1,7	4,6	6,5	3,1	5,5	15,1	—
	Décembre	9,5	4,7	4,5	18,7	2,6	1,5	4,1	6,9	3,2	4,5	14,6	—
1964	Mars	9,6	5,2	4,3	19,1	3,9	1,7	5,6	5,7	3,5	4,3	13,5	—
	Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	2,9	1,6	4,5	7,5	3,3	4,3	15,1	—
	Septembre ...	9,9	5,0	4,7	19,6	1,9	1,6	3,5	8,0	3,4	4,7	16,1	—
	Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	—
1965	Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
	Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
	Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
	Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966	Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
	Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
	Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
	Décembre 4 .	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967	Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
	Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
	Septembre ...	16,1	9,7	6,4	32,2	4,3	3,7	8,0	11,8	6,0	6,4	24,2	0,1
	Décembre	17,1	11,3	6,4	34,8	3,1	4,0	7,1	14,0	7,3	6,4	27,7	0,1

C. Total

1963	Septembre ...	18,5	45,7	45,2	109,4	8,1	6,3	14,4	10,4	39,4	45,2	95,0	—
	Décembre	18,8	50,5	46,9	116,2	7,3	5,5	12,8	11,5	45,0	46,9	103,4	—
1964	Mars	19,5	53,1	47,8	120,4	10,7	7,8	18,5	8,8	45,3	47,8	101,9	—
	Juin	20,7	54,1	49,1	123,9	9,5	7,1	16,6	11,2	47,0	49,1	107,3	—
	Septembre ...	19,4	54,0	51,6	125,0	6,8	7,8	14,6	12,6	46,2	51,6	110,4	—
	Décembre	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	—
1965	Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
	Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
	Septembre ...	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
	Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966	Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
	Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
	Septembre ...	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
	Décembre 4 .	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967	Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
	Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
	Septembre ...	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
	Décembre	29,5	p91,7	84,1	p205,3	7,2	13,6	20,8	22,3	p78,1	84,1	p184,5	0,2

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescampte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 V compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963
Monnaies étrangères	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468
Avoir à l'étranger, en francs belges	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	3.509	413	251	118	62	7	—	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736
— Prêts	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	6	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521
Effets de commerce	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834
Avances sur nantissement	51	74	3.022	1.655	625	34	338	345
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650
Monnaies divisionnaires et d'appoint	617	490	326	247	397	455	302	320
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	1	2	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672
PASSIF								
Billets en circulation	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	24	1	5	3	5	18	12	2
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	185	25	27	17	12	14	13	10
Trésor public } compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	308	445	387	309	329	394	390	316
Comptes courants divers	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	249	200	185	126	161	262	128	271
b) autres accords	263	365	413	333	383	217	325	326
Total des engagements à vue ...	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	1.253	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218
Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672

N. B. Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII · 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1966 7 novembre	1967 6 novembre	1966 5 décembre	1967 4 décembre	1967 9 janvier	1968 8 janvier	1967 6 février	1968 5 février
ACTIF								
Encaisse en or	76.219	75.519	76.237	75.506	76.179	73.945	76.141	72.983
Monnaies étrangères	23.885	36.014	23.025	36.792	25.012	35.581	21.874	34.431
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	11.782	15.162	11.869	13.205	11.345	12.412	10.613	11.773
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	—	1.500	3.000	1.500	3.000	1.500	3.000
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations	15.189	15.186	15.189	14.236	15.189	14.651	15.189	14.526
— Prêts ¹	3.375	1.875	3.375	1.875	3.375	1.875	3.375	1.875
c) autres accords .....	...	225	...	...	...	...	25	75
Débiteurs pour change et or, à terme ...	23.625	35.116	22.774	36.467	24.777	35.455	21.140	33.787
Effets de commerce	9.148	5.612	9.379	2.972	7.730	9.034	12.424	7.241
Avances sur nantissement	202	2.158	577	1.472	17	32	1.798	40
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.150	3.450	9.100	7.125	9.875	3.700	3.800	5.275
Monnaies divisionnaires et d'appoint	407	406	385	394	280	348	344	424
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	1	1	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.192	3.363	3.197	3.366	3.197	3.367	3.367	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.788	1.909	1.788	1.909	1.788	1.909	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.918	2.163	1.921	2.164	1.998	2.250	2.108	2.408
Divers	1.989	2.007	2.293	2.215	2.917	3.086	1.323	1.083
	217.370	234.117	216.610	236.699	219.181	234.646	210.932	228.435
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.042	1.253	1.507	1.770	1.350	1.620	1.239	1.658
PASSIF								
Billets en circulation	172.114	173.119	171.791	173.042	172.554	174.796	170.348	173.188
Comptes courants :								
Trésor public								
compte ordinaire ...	5	19	2	2	3	1	...	15
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	13	12	13	10	13	10	13	10
Banques à l'étranger : comptes ordin.	330	320	310	337	398	302	343	330
Comptes courants divers	683	1.220	752	4.145	743	1.689	939	1.187
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	126	79	93	188	148	221	105	251
b) autres accords	347	103	355	145	246	237	60	164
Total des engagements à vue ...	173.618	174.872	173.316	177.869	174.105	177.256	171.808	175.145
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	35.434	50.498	34.681	49.887	36.077	48.098	31.748	45.781
Caisse de Pensions du Personnel	1.918	2.163	1.921	2.164	1.998	2.250	2.108	2.408
Divers	3.203	3.217	3.495	3.412	3.804	3.675	1.901	1.586
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967	2.967	3.115
	217.370	234.117	216.610	236.699	219.181	234.646	210.932	228.435
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	1.042	1.253	1.507	1.770	1.350	1.620	1.239	1.658

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

N. P. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	998	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1966 2 ^e trimestre	985	57,8	40,9	81,4	181,8	80,6	181,8	525,5	93
3 ^e trimestre	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
4 ^e trimestre	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 ^{er} trimestre	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
2 ^e trimestre	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
3 ^e trimestre	998	61,4	41,3	88,8	192,4	89,4	192,4	562,9	93
4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1966 Novembre	994	58,2	40,2	79,4	179,8	80,5	179,8	519,6	94
Décembre	995	60,6	41,8	94,6	193,8	83,5	193,8	565,8	93
1967 Janvier	995	63,5	41,3	93,4	209,1	101,1	209,1	612,7	94
Février	995	59,4	41,1	80,0	186,3	83,7	186,3	536,3	94
Mars	995	58,1	40,5	84,8	185,3	82,1	185,3	537,4	94
Avril	995	58,2	40,7	87,2	193,3	86,0	193,3	559,8	93
Mai	994	59,5	41,6	90,1	193,5	92,8	193,5	569,9	93
Juin	995	59,5	41,3	91,4	193,3	89,2	193,3	567,2	93
Juillet	996	68,0	41,9	102,8	217,1	103,1	217,1	640,1	93
Août	998	58,7	41,0	83,4	185,4	86,1	185,4	540,2	93
Septembre	1.001	57,6	41,0	80,1	174,6	79,0	174,6	508,3	93
Octobre	1.003	62,0	41,4	92,1	200,6	90,4	200,6	583,7	93
Novembre	1.004	60,6	41,4	89,9	202,4	91,2	202,4	585,8	94
Décembre	1.004	61,5	42,5	93,0	192,5	86,0	192,5	563,9	93
1968 Janvier	1.004	66,0	42,7	101,6	223,8	103,1	223,8	652,3	94

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1963	1964	1965	1966	1966	1967	1966	1967
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	1.252	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	7.851	9.683	10.493	10.491	4.574	4.939	10.491	10.583
Prêts au jour le jour	2.095	1.650	3.253	4.743	4.469	4.495	4.743	5.559
Banquiers	16.665	22.926	29.786	41.276	36.322	51.194	41.276	49.380
Maison-mère, succursales et filiales	6.286	6.379	3.203	9.235	8.593	9.560	9.235	10.353
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.787	9.559	10.746	15.465	14.811	16.237	15.465	16.506
Portefeuille-effets	72.460	84.885	91.587	106.751	107.930	124.678	106.751	118.984
a) Effets publics	29.415	32.375	34.175	39.162	41.988	46.025	39.162	41.099
b) Effets commerciaux ²	43.045	52.510	57.412	67.589	65.942	78.653	67.589	77.885
Reports et avances sur titres	1.230	1.149	1.348	1.245	1.229	1.504	1.245	1.516
Débiteurs par acceptations	18.784	21.292	26.938	28.785	27.555	27.526	28.785	29.484
Débiteurs divers	45.661	50.802	60.186	68.329	69.876	81.208	68.329	82.733
Portefeuille-titres	72.105	74.789	86.447	94.289	94.152	109.794	94.289	110.154
a) Valeurs de la réserve légale	541	605	705	739	792	833	789	833
b) Fonds publics belges	67.875	69.307	80.181	87.264	87.222	101.519	87.264	102.140
c) Fonds publics étrangers	556	601	1.354	1.896	1.767	2.700	1.896	2.334
d) Actions de banques	1.545	1.863	1.912	1.904	1.978	2.149	1.904	2.195
e) Autres titres	1.538	2.408	2.295	2.436	2.393	2.593	2.436	2.602
Divers	2.576	3.040	3.184	4.021	3.374	5.041	4.021	5.356
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	254.500	287.406	327.171	384.630	372.885	436.176	384.630	440.608
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	18	43	68	56	48	101	56	114
Immeubles	1.434	2.134	2.714	3.021	3.027	3.142	3.021	3.300
Participations dans les filiales immobilières	255	73	260	258	262	262	258	283
Créances sur les filiales immobilières	336	60	89	115	90	111	115	77
Matériel et mobilier	289	341	375	457	467	495	457	455
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.332	2.651	3.506	3.907	3.894	4.111	3.907	4.229
Total de l'actif ...	256.832	290.057	330.677	388.537	376.779	440.287	388.537	444.837

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1963 31 décembre	8.673	1965 31 décembre	14.404	1966 30 novembre	15.728	1967 30 novembre	19.517
1964 31 décembre	10.978	1966 31 décembre	17.328	1966 31 décembre	17.328	1967 31 décembre	28.940

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

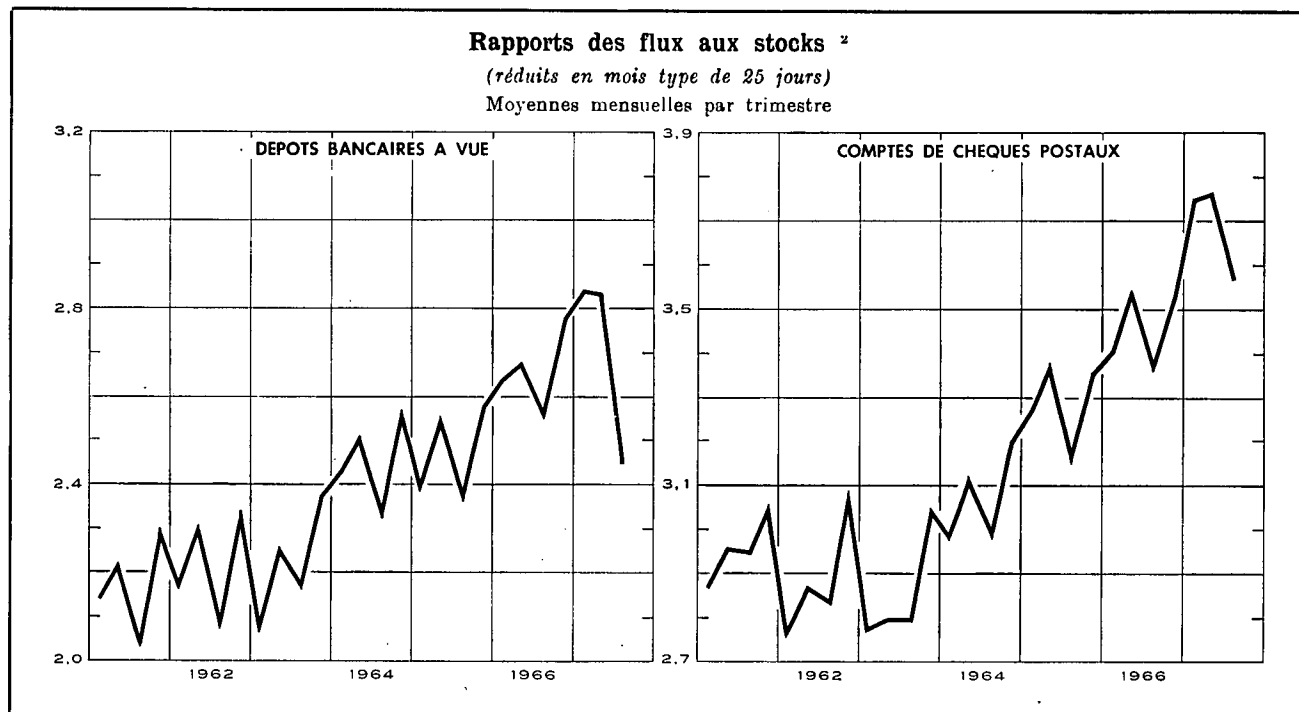
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1963	1964	1965	1966	1966	1967	1966	1967
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	804	698	589	835	580	714	835	784
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	—	431	494	293	262	494	493
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	—	158	341	287	452	341	291
Emprunts au jour le jour	1.406	2.420	3.433	3.365	4.299	6.316	3.365	5.733
a) Garantis par des sûretés réelles	1.232	1.214	815	666	1.064	1.062	666	1.354
b) Non garantis par des sûretés réelles	174	1.206	2.618	2.699	3.235	5.254	2.699	4.379
Banquiers	38.661	51.301	57.426	79.174	73.317	95.804	79.174	94.222
Maison-mère, succursales et filiales	7.884	7.065	6.062	10.297	8.058	8.909	10.297	9.963
Acceptations	18.784	21.292	26.937	28.786	27.555	27.527	28.786	29.486
Autres valeurs à payer à court terme	4.901	5.287	6.578	8.012	9.387	9.390	8.012	7.891
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.216	1.254	1.413	1.107	1.570	1.360	1.107	1.320
Dépôts et comptes courants	150.290	164.568	189.447	213.093	207.067	239.613	213.093	244.383
a) A vue	81.543	86.118	92.774	98.921	94.740	105.265	98.921	109.385
b) A un mois au plus	5.159	9.034	11.847	15.035	15.047	16.922	15.035	16.778
c) A plus d'un mois	30.007	29.915	38.487	46.034	45.679	51.560	46.034	50.820
d) A plus d'un an	1.138	731	1.106	1.364	1.417	4.487	1.364	4.364
e) A plus de deux ans	3.049	3.020	3.031	3.016	2.976	3.429	3.016	3.493
f) Carnets de dépôts	27.355	33.743	40.179	46.800	45.302	56.140	46.800	57.739
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.039	2.007	2.023	1.923	1.906	1.810	1.923	1.804
Obligations et bons de caisse	11.433	11.380	11.371	11.978	11.868	13.312	11.978	13.546
Montants à libérer sur titres et participations	672	991	977	955	956	940	955	941
Divers	6.809	7.752	8.030	10.350	11.576	13.559	10.350	13.108
Total de l'exigible ...	242.860	274.008	312.263	367.952	356.233	417.444	367.952	421.377
C. Non exigible :								
Capital	8.221	9.814	11.245	12.461	12.364	14.049	12.461	14.610
Fonds indisponibles par prime d'émission	838	1.245	1.949	2.298	2.327	2.324	2.298	2.368
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	541	607	705	789	792	833	789	833
Réserve disponible	4.179	4.197	4.306	4.803	4.833	5.418	4.803	5.425
Provisions	193	186	209	234	230	219	234	224
Total du non exigible ...	13.972	16.049	18.414	20.585	20.546	22.843	20.585	23.460
Total du passif ...	256.832	290.057	330.677	388.537	376.779	440.287	388.537	444.837

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1966 1 ^{er} trimestre	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
2 ^e trimestre	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
3 ^e trimestre	186,3	146,0	332,3	2,64	2,57	3,38
4 ^e trimestre	203,1	153,6	356,7	2,82	2,78	3,53
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
2 ^e trimestre	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
3 ^e trimestre	193,6	156,4	350,0	2,52	2,45	3,57
1966 Octobre	189,1	150,1	339,2	2,76	2,65	3,48
Novembre	201,9	155,4	357,3	2,65	2,76	3,68
Décembre	218,2	155,3	373,5	3,06	2,94	3,44
1967 Janvier	211,0	175,4	386,4	2,88	2,88	3,90
Février	200,0	165,1	365,1	2,70	2,81	3,81
Mars	208,1	153,0	361,1	2,94	2,82	3,55
Avril	206,3	166,1	372,4	2,77	2,77	3,72
Mai	226,2	177,7	403,9	2,83	2,95	3,95
Juin	220,9	161,3	382,2	2,87	2,76	3,64
Juillet	208,0	169,7	377,7	2,65	2,65	3,82
Août	189,5	153,8	343,3	2,50	2,40	3,60
Septembre	183,4	145,6	329,0	2,40	2,31	3,30
Octobre	215,0	160,8	375,8	2,82	2,71	3,62
Novembre	221,1	176,0	397,1	2,65	2,76	4,07

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, n^o 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, n^o 1, janvier 1967, p. 10; vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1965 Janvier	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...

1 Y compris les opérations à réméré.

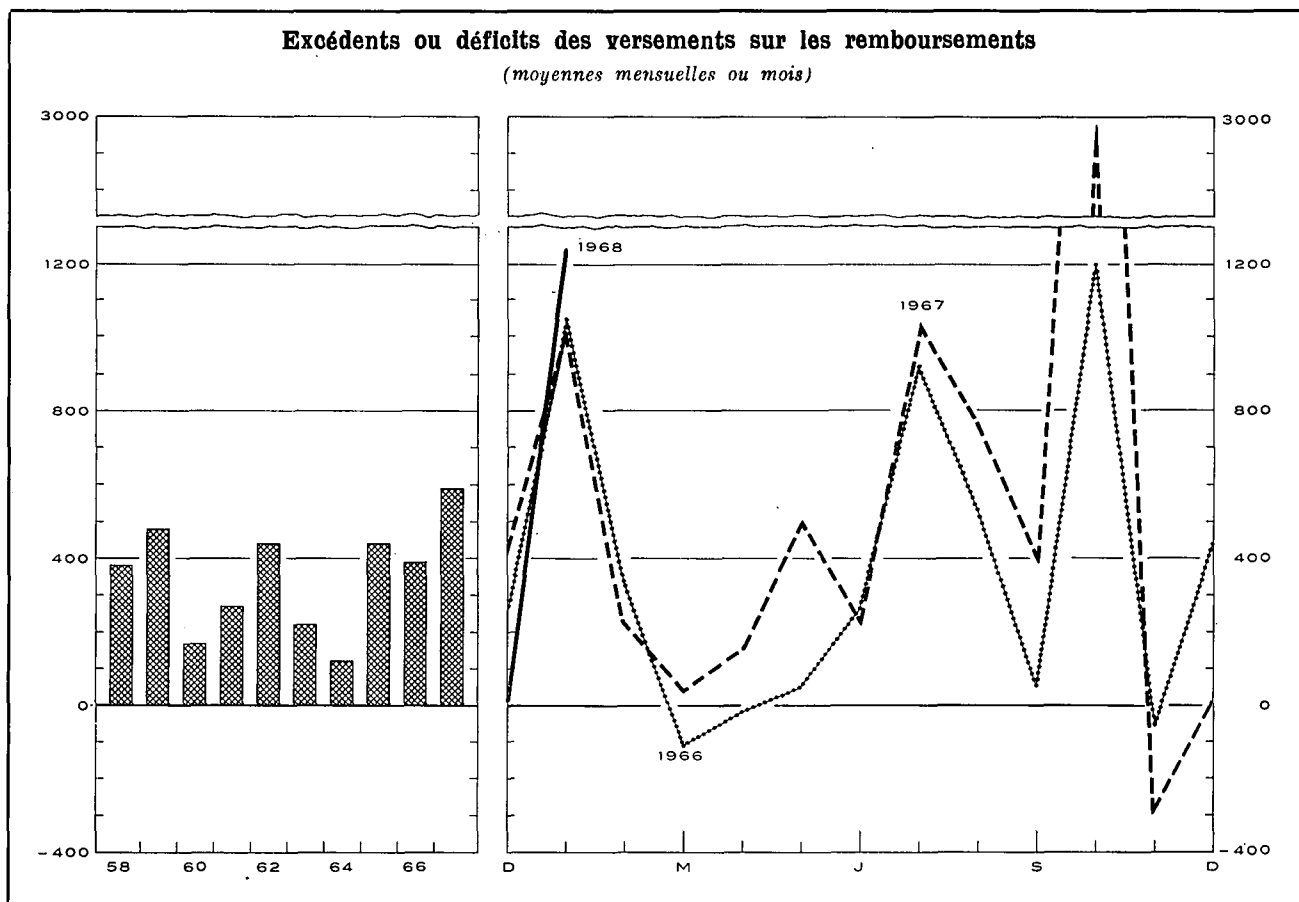
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV . 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements ¹ (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Soldes des dépôts à fin de période ² (4)				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192				
1966	37.449	32.817	4.632	120.322				
1967 p	45.332	38.269	7.063	131.068				
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	4.318	p 4.528	3.283	p 3.288	1.035	p 1.240	121.357	p132.307
Février	3.282		3.090		192		121.549	
Mars	3.506		3.446		60		121.609	
Avril	3.443		3.293		150		121.759	
Mai	3.503		3.007		496		122.255	
Juin	3.702		3.476		226		122.481	
Juillet	3.976		2.946		1.030		123.511	
Août	3.523		2.768		755		124.266	
Septembre	3.447		3.034		413		124.679	
Octobre	6.399		3.421		2.978		127.657	
Novembre	2.862		3.145		- 283		127.374	
Décembre	p 3.371		p 3.360		p 11		p131.068	

¹ A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

² Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.. Pour l'année 1967, les intérêts capitalisés s'élèvent à F 3.683 (chiffre provisoire).

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	³	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprend les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 ¹	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 ^e trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 ^{er} trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 ^e trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 ^e trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3
4 ^e trimest.	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 1 ^{er} trimest.	47,6	17,7	13,1	78,4	6,9	48,7	0,8	56,4	14,1	1,2	...	0,5	0,5	12,2	28,5	84,9
2 ^e trimest.	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0

¹ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966
ACTIF						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5
2 ^o garantis par banques et organismes financiers ..	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	0,3	0,5
Crédits commerciaux	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3
PASSIF						
Obligations	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7
Bons de caisse	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,5	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes ..	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0

¹ Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs	débiteurs	
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total						(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)						(7)	(6) + (7) = (8)				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1965 Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518
Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308
Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491
Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975
1966 Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451
Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572
Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216
Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236
Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594
Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600
Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132
Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566
Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376
Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400
Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291
Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205
1967 Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912
Avril	4.564	787	175	141	1.003	22	684	706	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126
Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370
Septembre	5.309	982	161	116	1.259	18	1.130	1.148	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,1	3,5	3,7	4,2	5,1	1,6	1,7	2,0	2,4	2,5
Prêts hypothécaires	11,4	12,1	14,2	15,4	16,7	3,2	3,6	4,2	4,4	4,8
Prêts sur police	1,3	1,4	1,5	1,6	1,9	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,7	5,9	6,2	6,6	7,4	3,6	3,7	3,8	3,9	4,3
Valeurs étrangères	1,5	1,9	1,9	2,0	2,2	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes parastataux de crédit	4,6	5,0	5,1	6,0	6,3	0,8	0,8	0,9	1,1	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,6	1,9	1,9	2,2	1,1	1,1	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et communes	1,8	1,9	1,8	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges	8,1	9,0	9,2	10,8	11,4	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,9	3,0	3,2	3,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7
Total des valeurs mobilières ...	25,7	28,3	29,2	32,1	34,5	7,7	7,9	8,0	8,2	8,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Réserves mathématiques ¹	41,7	45,3	49,1	54,1	59,2	12,6	13,6	14,7	15,4	16,5

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1966 2 ^e trimestre .	4,57
3 ^e trimestre .	4,69
4 ^e trimestre .	4,56
1967 1 ^{er} trimestre .	4,98
2 ^e trimestre .	5,12
3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Economie belge en 1966. — Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques	2,2	0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,5	0,6	0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois ³ ...	- 0,8	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisse de vacances annuelles	0,2	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurances-vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9
Epargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Epargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Epargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Epargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Epargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur 2				Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales ^{(5) = (3) + (4)}	Emissions brutes ⁵	Amortissements		Emissions nettes ^{(8) = (6) - (7)}
		Emissions brutes ⁽¹⁾	Amortissements ³ ⁽²⁾	Emissions nettes ^{(3) = (1) - (2)}						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 ⁶	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁷	3,5 ⁷	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
	1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » néant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

⁷ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.581 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1968.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	Rendement pour le porteur		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1966	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ⁴	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72	6,68	6,77
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72	6,68	6,77
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 ⁵	99,25	8 ou 15 ans	2.000	6,66	6,62	6,73
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 ^e s.	6,25 — 6,50 ³	99,00	5 ou 10 ans	9.200	6,59	6,49	6,64
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 ⁶	99,00	6 ou 12 ans	2.500	6,79	6,71	6,87
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ⁷	100,00	6 ou 12 ans	12.110	6,85	6,75	6,91
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17	—	7,14
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14	—	7,13
	Décembre	8	S.N.C.B. 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ⁷	99,00	6 ou 12 ans	2.000	7,01	6,96	7,03
	Décembre	28	C.N.C.P. 1966-1973-1978	7,00	99,50	7 ou 12 ans	500	—	7,09	7,12
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1977	6,75	97,65	10 ans	500	—	—	7,09
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1987	7,00	96,65	20 ans	500	—	—	7,32
						46.810				
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17	—	7,14
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ⁸	100,00	5 a. 7 1/2 m. ou 11 a. 7 1/2 m.	5.800	6,86	6,76	6,92
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08	—	7,06
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	—	7,07	7,14
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁷	99,50	6 ou 12 ans	4.000	—	6,85	6,97
	Avril	17	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08	—	7,06
	Mai	10	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 ⁹	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92	6,85	6,96
	Juin	15	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹⁰	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.960	6,88	6,74	6,91
	Juin	15	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	14 ans 7 1/2 mois	5.330	7,08	—	7,06
	Août	28	Ville de Liège 1967-1972-1977	6,75 — 7,00 ¹¹	99,00	5 ou 10 ans	800	—	6,99	7,10
	Septembre	18	C.N.C.P. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁷	99,50	6 ou 12 ans	500	—	6,85	6,97
	Octobre	2	Etat belge 1967-1974-1982	6,75 — 7,00 ¹²	100,00	6 ans 4 m. ou 14 ans 4 m.	10.000	6,82	6,75	6,86
	Novembre	6	Ville d'Anvers 1967-1979	7,00	99,50	12 ans	2.000	—	—	7,12
	Décembre	4	Fonds des Routes 1967-1979	6,75	99,50	12 ans	6.000	6,83	—	6,81
						65.100				
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne 1 du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.C. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission. Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt avant retenues fiscales à la source.

3 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

4 Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,50 % pendant les 8 dernières années.

5 Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

6 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

7 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

8 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 1/2 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

9 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

10 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 3 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

11 Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.

12 Intérêts : 6,75 % pendant 6 ans 4 mois, ensuite 7 % pendant 8 ans.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
				6,00	100,0			
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêts, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	conso- lidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	499,8
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	496,7
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967 Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	523,0
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	517,9
Août	311,0	8,4	65,0	42,4	426,8	13,3	42,2	55,5	482,3	35,2	517,5	3,6	521,1
Septembre	310,3	8,6	68,0	41,5	428,4	13,2	42,4	55,6	484,0	35,1	519,1	3,5	522,6
Octobre	319,1	8,0	60,1	45,1	432,3	13,1	42,7	55,8	488,1	34,9	523,0	3,5	526,5
Novembre	317,9	8,0	68,3	43,7	437,9	13,0	42,6	55,6	493,5	34,8	528,3	3,5	531,8
Décembre	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968 Janvier	315,4	8,5	63,2	47,5	434,6	12,9	42,5	55,4	490,0	40,4	530,4	3,5	533,9

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p
Etat ²	216,2	231,8	238,8	250,8	268,0	42,5	66,6 ³	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	258,7	298,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³
Organismes publics de crédit non monétaires	96,1	106,1	113,2	120,0	132,3	20,2	21,9	23,1	25,0	26,9	116,3	128,0	136,3	145,0	159,2
Paraétatiques d'exploitation	25,4	26,5	28,3	28,3	27,6	6,0	6,5	6,2	6,5	7,9	31,4	33,0	34,5	34,8	35,5
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	7,1	9,8	11,7	13,2	15,0	7,1	9,8	11,7	13,2	15,0
Secteur public non compris ailleurs	26,3	26,8	27,2	26,5	30,3	10,1	10,6	11,1	13,1	14,1	36,4	37,4	38,3	39,6	44,4
Total ...	364,0	391,2	407,5	425,6	458,2	85,9	115,4	116,5	122,0	128,7	449,9	506,6	524,0	547,6	586,9
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion ⁴	10,1	10,1	10,1	10,1	11,4	0,8	0,8	0,8	0,8	—	10,9	10,9	10,9	10,9	11,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises et particuliers, Etranger	201,9	211,1	213,2	228,9	245,1	4,5	6,8	6,5	6,1	7,1	206,4	217,9	219,7	235,0	252,2
Paraétatiques d'exploitation	2,7	3,2	3,5	3,4	3,5	0,5	0,4	0,5	0,2	0,2	3,2	3,6	4,0	3,6	3,7
Secteur public non compris ailleurs ⁵	1,6	1,7	1,9	1,9	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,8	2,0	2,0	2,2
Sécurité sociale	2,3	1,7	1,5	2,6	5,0	1,0	0,8	1,2	1,5	1,3	3,3	2,5	2,7	4,1	6,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires ⁶	40,5	49,3	51,7	52,3	61,5	37,6	59,5 ³	58,6 ³	59,3 ³	60,8 ³	78,1	108,8 ³	110,3 ³	111,6 ³	122,3 ³
Fonds des Rentes	6,0	6,9	7,5	5,9	5,4	—	—	—	—	—	6,0	6,9	7,5	5,9	5,4
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	41,7	45,1	49,1	47,1	50,0	14,2	14,8	16,6	19,8	20,9	55,9	59,9	65,7	66,9	70,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	59,1	62,4	69,1	73,6	75,6	28,0	30,7	31,7	34,4	37,6	87,1	93,1	100,8	108,0	113,2
Organismes publics de crédit non monétaires ...	8,2	9,8	10,0	9,9	10,0	...	2,3	1,3	0,6	0,7	8,2	12,1	11,3	10,5	10,7
Total ...	364,0	391,2	407,5	425,6	458,2	85,9	115,4	116,5	122,0	128,7	449,9	506,6	524,0	547,6	586,9

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964 et 1965.

⁴ Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; année 1965 : titres admis ou admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris les bonifications effectivement accordées au 31-12-1965.

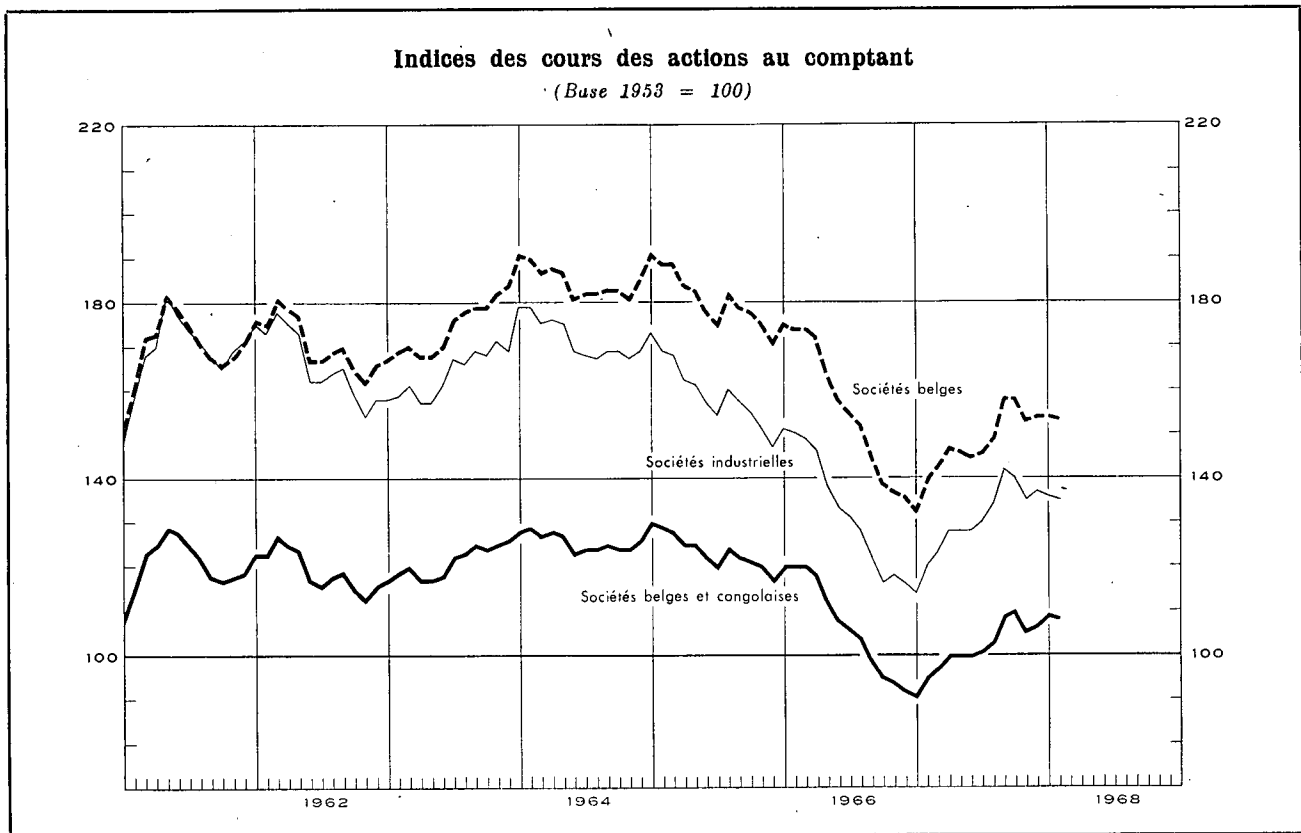
⁵ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

⁶ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement 3 5	
		Au comptant			A terme	Valeurs belges	
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles
			Ensemble	Sociétés industrielles	en %		
(Base 1953 = 100) 2 4							
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2
1967 Moyenne mensuelle ...	81	104	148	130	105	4,2	4,0

	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	53	119	91	109	133	154	114	136	89	114	4,7	4,1	4,8	3,8
Février	68		95	108	140	153	120	135	93	120	4,4	4,1	4,5	3,9
Mars	66		97		143		123		95		4,4		4,3	
Avril	79		100		147		128		98		4,3		4,1	
Mai	84		100		146		128		100		4,4		4,1	
Juin	79		100		145		128		102		4,3		4,0	
Juillet	65		101		146		130		104		4,3		4,0	
Août	75		103		149		134		108		4,1		3,8	
Septembre	114		109		158		142		113		3,9		3,6	
Octobre	92		110		158		140		118		4,1		3,5	
Novembre	89		106		153		135		115		4,1		3,8	
Décembre	109		107		154		137		114		4,1		3,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.618	541

Sociétés financières et immobilières ⁵

1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.727	1.353

Industrie des fabrications métalliques

1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.075	113

Métallurgie du fer

1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434

Industrie textile

1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	321	23

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ' (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	894	61

Industrie chimique

1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	584	44

Electricité

1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769

Industrie du charbon

1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique 6 7

1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.415	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	60.964	3.790

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.818	60

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.512	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.782	3.850

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	130,4	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	156,4	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	161,9	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	163,1	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	165,7	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	175,6	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	184,2	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	11.608	197,3	123,0	25,8	4,1	12,4	2,9
12 mois (avec supplément) ⁶	14.710	221,1	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9
1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
5 premiers mois	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
6 premiers mois	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
7 premiers mois	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
8 premiers mois	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
9 premiers mois	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
10 premiers mois	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
11 premiers mois	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
12 mois	281	39,1	29,8	3,3	0,6	1,5	...
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...
1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1

C. — Total général ⁴

1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
5 premiers mois	7.368	144,2	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
6 premiers mois	9.408	188,6	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
7 premiers mois	10.028	195,4	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
8 premiers mois	10.267	196,8	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
9 premiers mois	10.612	199,4	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
10 premiers mois	11.104	211,1	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
11 premiers mois	11.476	221,5	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
12 mois	11.889	236,4	152,8	29,1	4,7	13,9	3,0
12 mois (avec supplément) ⁶	15.010	262,2	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0
1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabens.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	n.d.	p 3.037	p 2.109	p 928	p 1.922	p 2.850	n.d.	p 16.144

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	n.d.	p 764	p 39	p 725	...	p 725	n.d.	p 735

Total général

1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	n.d.	p 3.801	p 2.148	p 1.653	p 1.922	p 3.575	n.d.	p 16.879

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1964 12 mois	21.556	9.766	3.848	13.614	1.660	9	1	10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	1.850	3.880	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	6.126	13.352	540	8	500	508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	<i>p</i> 3.037	<i>p</i> 12.752	659	10	<i>p</i> 764	<i>p</i> 774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	1.313	2.385	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.360	1.669	4.029	46	15	...	15
1966 Février	945	906	19	925	...	...	...	...
Mars	5.712	2.247	319	2.566	...	...	...	...
Avril	882	332	132	464	1	...	...	...
Mai	1.062	439	371	810	...	...	...	...
Juin	7.425	938	111	1.049	...	...	...	...
Juillet	616	203	31	234	654	10	...	10
Août	621	529	8	537	...	...	...	...
Septembre	811	195	487	682	...	...	...	...
Octobre	1.174	359	18	377	...	...	250	250
Novembre	6.951	2.246	1.004	3.250	4	...	...	...
Décembre	2.986	870	118	988	...	...	...	...
1967 Janvier	895	326	31	357	...	...	...	...
Février	835	358	26	384	...	...	...	...
Mars	1.291	388	1.256	1.644	...	...	...	...
Avril	1.226	477	258	735	...	...	...	...
Mai	1.027	365	62	427	31	...	...	...
Juin	10.770	446	36	482	15	15	...	15
Juillet	<i>p</i> 2.219	582	...	582	...	...	...	...
Août	<i>p</i> 634	103	...	103	...	...	...	...
Septembre	<i>p</i> 1.610	1.207	...	1.207	...	...	...	...
Octobre	<i>p</i> 2.207	857	125	982	...	...	...	...
Novembre	<i>p</i> 3.898	3.226	500	3.726	...	...	...	...
Décembre	<i>p</i> 8.200	3.192	...	3.192	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.L., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. : — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank.

XVIII. -- MARCHE MONETAIRE

1. — MARCHE DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1.	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1966 2 ^e trimestre	1.726	435	2.144	1.220	445	1.580	1.060	4.305	...
3 ^e trimestre	1.761	35	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
4 ^e trimestre	2.151	20	3.202	1.182	1.654	1.364	1.173	5.373	...
1967 1 ^{er} trimestre	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
2 ^e trimestre	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
3 ^e trimestre	2.080	1.861	2.851	1.812	95	3.708	1.177	6.792	...
4 ^e trimestre	1.895	1.874	3.094	1.783	...	3.961	1.119	6.863	...
1966 Juillet	1.251	104	2.992	1.671	347	896	1.433	4.347	...
Août	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
Septembre	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
Octobre	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...
Novembre	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...
Décembre	2.616	...	4.126	1.102	2.527	1.916	1.197	6.742	...
1967 Janvier	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...
Février	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.886	...
Mars	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...
Septembre	1.941	2.564	3.113	1.930	...	4.881	807	7.618	...
Octobre	1.378	2.817	2.803	2.085	...	3.846	1.067	6.998	...
Novembre	1.779	1.616	3.482	1.743	...	4.249	885	6.877	...
Décembre	2.524	1.180	3.010	1.519	...	3.797	1.398	6.714	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Récompte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1963	39,3	0,7	14,8	4,7	59,5
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	<i>p</i> 74,3	2,5	17,4	6,7	<i>p</i> 100,9
1963 1 ^{er} trimestre	34,6	0,6	15,1	4,4	54,7
2 ^e trimestre	38,0	0,5	15,7	3,6	57,8
3 ^e trimestre	40,7	0,6	14,3	6,0	61,6
4 ^e trimestre	43,8	1,0	14,0	4,9	63,7
1964 1 ^{er} trimestre	45,0	1,1	16,2	4,2	66,5
2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	<i>p</i> 79,5	4,0	17,5	4,7	<i>p</i> 105,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptation en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation) et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au récompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliards de pièces	Milliards de francs	Milliards de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1966 3 ^e trimestre	39	2	153	1.107	323	1.109	476	501	117	1.610	593
4 ^e trimestre	39	2	162	1.255	341	1.257	503	578	124	1.835	627
1967 1 ^{er} trimestre	39	3	172	1.261	411	1.264	583	614	127	1.878	710
2 ^e trimestre	39	2	174	1.352	404	1.354	578	596	121	1.950	699
3 ^e trimestre	39	3	239	1.304	380	1.307	619	621	127	1.928	746
4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1966 Août	39	2	172	1.099	316	1.101	488	507	124	1.608	612
Septembre	39	2	152	1.133	299	1.135	451	529	115	1.664	566
Octobre	39	2	143	1.201	326	1.203	469	547	119	1.750	588
Novembre	39	2	151	1.187	336	1.189	487	558	118	1.747	605
Décembre	39	3	192	1.378	360	1.381	552	628	134	2.009	686
1967 Janvier	39	3	195	1.288	423	1.291	618	617	131	1.908	749
Février	39	2	162	1.184	391	1.186	553	577	123	1.763	676
Mars	39	3	159	1.311	420	1.314	579	648	128	1.962	707
Avril	39	2	171	1.264	405	1.266	576	617	115	1.883	691
Mai	39	2	168	1.356	422	1.358	590	487	115	1.845	705
Juin	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714
Août	39	3	280	1.299	381	1.302	661	622	131	1.924	792
Septembre	39	3	272	1.343	338	1.346	610	628	122	1.974	732
Octobre	39	3	240	1.580	434	1.583	674	732	139	2.315	813
Novembre	39	3	199	1.577	423	1.580	622	693	132	2.273	754
Décembre	39	3	204	1.691	433	1.694	637	723	134	2.417	771
1968 Janvier	39	3	284	1.738	439	1.741	723	790	142	2.531	865

¹ Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

² Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque						
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50	
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25	
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—	
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—	
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50	
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25	
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50	
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50	
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—	
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—	
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75	
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50	
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50	
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—	
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75	

* Quotité de l'avance au 29 février 1968

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1961	2,56										
1962	2,14										
1963	2,31	1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1963 10 déc.	*	4,60	4,75
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967	3,19							1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967 Mars	3,45	1967 Mars ..	5,00	5,25	5,50	5,75	5,84	1967 14 mars	6,10	6,15	6,15
Avril	3,71	Avril ..	4,80	5,05	5,30	5,60	5,67	11 avril	5,95	*	6,00
Mai	3,59	Mai ...	4,70	4,95	5,20	5,50	5,55	9 mai	5,85	5,85	5,85
Juin	3,52	Juin ..	4,95	5,20	5,45	5,75	5,65	13 juin	5,90	5,85	5,90
Juillet	3,69	Juillet ..	5,00	5,25	5,50	5,80	5,79	11 juil.	5,95	6,00	6,05
Août	2,88	Août ..	4,75	5,00	5,25	5,60	5,73	8 août	5,90	5,95	*
Septembre	2,85	Sept. ..	4,50	4,75	5,00	5,40	5,43	12 sept.	5,70	5,70	5,70
Octobre	2,94	Oct. ...	3,90	4,20	4,50	4,90	5,01	10 oct.	5,60	5,60	5,60
Novembre	2,53	Nov. ...	3,85	4,15	4,45	4,85	4,85	14 nov.	5,05	5,10	5,20
Décembre	2,54	Déc. ...	3,80	4,10	4,40	4,90	4,86	12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968 Janvier	2,57	1968 Janv. ..	3,70	4,00	4,35	4,75	4,82	1968 9 janv.	5,00	5,10	5,10
Février	2,63	Fév. ...	3,40	3,70	4,10	4,50	4,61	13 janv.	4,90	5,—	5,—

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches. (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Par l'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Novembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
						jusqu'à 500.000 F	au-delà de 500.000 F
1967 Janvier	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Février	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mars	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Avril	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juin	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
1968 Janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,80 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX . 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962			
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 3		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance à plus de 5 ans 3		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraéta-tiques et villes	Etat	Paraéta-tiques et villes		Etat	Paraéta-tiques et villes	
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
1967 Janvier	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	6,76	6,81	6,80
Février	4,09	5,98	5,79	5,88	5,84	5,89	6,74	6,80	6,79
Mars	4,08	5,94	5,79	5,88	5,88	5,89	6,76	6,83	6,81
Avril	4,06	5,73	5,76	5,86	5,83	5,81	6,76	6,84	6,81
Mai	4,06	5,85	5,84	5,86	5,84	5,84	6,77	6,83	6,82
Juin	4,06	5,76	5,85	5,89	5,85	5,82	6,77	6,81	6,81
Juillet	4,06	5,80	5,86	5,92	5,84	5,85	6,77	6,81	6,82
Août	4,06	5,45	5,63	5,74	5,77	5,63	6,64	6,73	6,70
Septembre	4,06	5,55	5,59	5,77	5,75	5,65	6,64	6,72	6,70
Octobre	4,06	5,74	5,57	5,77	5,71	5,71	6,66	6,76	6,72
Novembre	4,06	5,62	5,63	5,81	5,69	5,68	6,57	6,74	6,66
Décembre	4,06	5,54	5,59	5,71	5,70	5,62	6,54	6,69	6,63
1968 Janvier	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	6,58	6,68	6,64
Février	4,06	5,62	5,49	5,68	5,68	5,63	6,60	6,68	6,65

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Y compris les emprunts de Sociétés à plus de 5 ans. — 3 Non compris les emprunts perpétuels.
N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1958		3,—		2,50		4,50		4,—		3,50		3,—		2		2,50
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre ...	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre ...											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre ...	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre ...							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—		26	6,—	
Juin													10	5,50		
Septembre ...													12	5,—		
Octobre ...													13	4,—		
Novembre ...																
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet ...			17	3,50												
Août													11	4,—		
Novembre ...					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...																
Juin											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50
Novembre ...			24	4,—									23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet ...							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50														
Février ...	17	4,—														
Mars											15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—														
Juillet ...							4	5,50								
Septembre ...																
Octobre ...							19	6,—								
Novembre ...							9	6,50								
Novembre ...			20	4,50			18	8,—								
1968 Janvier ...														22	7,—	

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 8 septembre	1967 7 septembre	1966 6 octobre	1967 5 octobre
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824	24.901	24.209	24.541	24.274
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200	5.181	4.818	5.218	4.865
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926	4.889	4.556	4.912	4.568
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274	292	262	306	297
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471	1.471	1.380	1.471	1.380
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30	26	21	35	24
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221	879	844	784	924
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427	4.143	4.003	4.030	4.003
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010	16.592	21.031	16.574	22.237
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038	7.011	7.567	6.948	8.023
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141	46	345	70	615
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332	2.841	2.684	2.397	2.749
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.402	6.819	6.188	4.050	4.886	5.015	4.800	5.021
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449	1.808	5.420	2.359	5.829
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840	4.599	5.930	6.179	5.870
Avances à 30 jours sur effets publics	72	32	5	12	24	368	23	378
Avances sur titres	71	88	91	99	98	89	97	94
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368	634	675	692	883
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373	1.374	1.568	1.338	1.595
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647	69.694	74.708	70.754	76.299
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627	65.710	68.873	66.694	69.877
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066	2.040	3.900	2.172	4.439
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	...	...	...	...	1	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226	158	193	237	173
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345	734	2.399	765	2.974
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495	1.148	1.307	1.170	1.291
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704	1.694	1.685	1.638	1.733
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647	69.694	74.708	70.754	76.299

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 9 novembre	1967 7 décembre	1968 4 janvier	1968 8 février				
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322				
Disponibilités à vue à l'étranger	24.463	25.528	25.442	25.327				
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.885	4.665	4.708	4.686				
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>tional</i>	4.607	4.385	4.423	4.409				
<i>Autres opérations</i>	278	280	285	277				
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.380	1.335	1.335				
Monnaies divisionnaires	31	29	25	30				
Comptes courants postaux	1.108	1.048	1.581	1.029				
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450				
Avances à l'Etat ³	4.003	4.003	4.003	3.855				
Portefeuille d'escompte	25.252	26.437	26.371	25.396				
Mobilisation de créances sur la France								
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Obligations cautionnées</i>	2.111	2.270	2.830	2.693				
<i>Effets garantis par l'Office des céréa-</i> <i>les</i> ⁴	1.679	1.863	1.810	1.764				
<i>Autres effets sur la France</i>	8.098	8.086	7.502	7.611				
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.828	3.215	3.015	2.647				
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	1.741	2.200	2.246	1.184				
Mobilisation de créances sur l'étranger								
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.756	4.684	4.645	5.262				
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.039	4.119	4.323	4.235				
Effets négociables achetés en France ⁵	2.166	26	1.342	3.448				
Avances à 30 jours sur effets publics ...	385	384	208	...				
Avances sur titres	87	87	88	90				
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	991	883	1.428	827				
Divers	1.375	1.785	1.567	1.698				
Total ...	75.898	76.027	77.870	77.493				

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	68.930	68.483	69.939	68.536				
Comptes courants des établissements astreint à la constitution de réserves	3.404	3.702	3.811	5.292				
Autres comptes créditeurs	1.431	1.549	1.594	1.519				
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i>	152	173	205	201				
<i>Autres comptes courants et de dépôts</i> <i>de fonds; dispositions et autres</i> <i>engagements à vue</i>	1.279	1.376	1.389	1.318				
Capital de la Banque	250	250	250	250				
Divers	1.883	2.043	2.276	1.896				
Total ...	75.898	76.027	77.870	77.493				

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1967 28 February	1967 4 January	1968 10 January	1967 8 February	1968 7 February
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	--------------------	--------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.438	2.638	2.788	2.888	3.038	3.088	2.888	3.038
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.450	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	2.900	3.050
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.450	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	2.900	3.050

Notes Issued :

In Circulation	2.430	2.604	2.784	2.869	2.998	3.064	2.852	3.002
In Banking Department	20	46	16	31	52	36	48	48
Total ...	2.450	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	2.900	3.050

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	298	233	380	458	431	446	386	406
Other Securities :								
Discounts and Advances	32	72	70	93	55	102	150	182
Securities	25	26	28	27	27	30	27	31
Notes	20	46	16	31	52	36	48	48
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	376	378	495	610	566	615	612	668

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	3	4	4
Public Deposits	10	11	13	12	13	12	13	10
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	97	201	200	216	201	218
Other Deposits :								
Bankers	276	262	272	268	223	250	271	292
Other Accounts	71	86	94	110	111	119	108	129
Total ...	376	378	495	610	566	615	612	668

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1966 31 December	1967 4 January	1968 10 January	1967 8 February	1968 7 February
ASSETS								
Gold certificate account	13.819	13.505	11.702	10.836	10.823	9.527	10.838	9.447
Redemption fund for F.R. notes	1.418	1.570	1.734	1.838	1.853	1.950	1.834	1.937
Total gold certificate reserves ...	15.237	15.075	13.436	12.674	12.676	11.477	12.672	11.384
Cash	182	146	129	298	291	370	347	416
Discounts and advances	63	186	137	173	199	70	827	236
Acceptances :								
Bought outright	70	59	75	69	79	73	76	63
Held under repurchase agreement	92	35	112	124	148	...	50	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	—	—	34	—	...	3	5
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	4.142	6.044	9.100	11.803	12.068	15.510	12.135	15.843
Certificates	7.066	...	...	4.351	4.351	...	4.351	...
Notes	17.729	25.188	24.828	21.302	21.302	26.918	21.302	26.952
Bonds	4.645	5.274	6.550	6.199	6.199	6.087	6.199	6.130
Total bought outright ...	33.582	36.506	40.478	43.655	43.920	48.515	43.987	48.925
Held under repurchase agreement	11	538	290	627	...	...	551	397
Total U.S. Government securities ...	33.593	37.044	40.768	44.282	43.920	48.515	44.538	49.322
Total loans and securities	33.818	37.324	41.092	44.682	44.346	48.658	45.494	49.626
Cash items in process of collection	6.435	7.190	6.915	7.879	8.170	7.799	7.151	7.161
Bank premises	104	102	103	107	107	112	107	112
Other assets	400	552	977	1.418	1.323	2.119	1.041	2.221
Total assets ...	56.176	60.389	62.652	67.058	66.913	70.535	66.812	70.920
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	32.381	34.659	37.074	39.339	39.335	41.237	38.324	40.415
Deposits :								
Member bank reserves	17.049	18.086	18.447	19.794	19.500	19.733	21.021	21.217
U.S. Treasurer - general account	880	820	668	416	267	1.471	489	1.019
Foreign	171	229	150	174	153	165	135	148
Other	291	321	355	588	446	485	448	437
Total deposits ...	18.391	19.456	19.620	20.972	20.366	21.854	22.093	22.821
Deferred availability cash items	3.835	4.584	4.667	5.369	5.812	5.878	4.809	5.921
Other liabilities and accrued dividends ...	82	642	189	238	240	306	241	322
Total liabilities ...	54.689	59.341	61.550	65.918	65.753	69.275	65.467	69.479
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	497	524	551	570	570	602	573	607
Surplus	990	524	551	570	570	598	570	598
Other capital accounts .....	...	...	...	...	20	60	202	236
Total liabilities and capital accounts ...	56.176	60.389	62.652	67.058	66.913	70.535	66.812	70.920
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	92	122	144	191	185	164	181	131
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	46,3 %	42,7 %	35,4 %	31,7 %	31,5 %	27,3 %	32,3 %	27,5 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 988 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1967 9 januari	1968 8 januari	1967 6 februari	1968 5 februari
ACTIVA								
Goud	5.770	6.080	6.327	6.234	6.234	6.166	6.234	6.060
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.081	1.435	1.096	1.119	1.113	2.004	974	1.598
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	15	31	44	53	59	51	72	281
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	7	78	68	124	17	48
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	729	346	704	1.139	1.138	912	1.173	908
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	25	16	157	234	165	74	417	135
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	16	14	30	22	23	20	26	22
Belegging van kapitaal en reserves	178	173	164	162	160	176	162	181
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	11	17	15	20	31	27	34	21
Totaal ...	7.825	8.112	8.544	9.061	8.991	9.554	9.109	9.254

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	6.225	6.927	7.682	8.245	7.885	8.172	7.761	8.074
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.261	853	525	437	732	974	969	781
's Rijks schatkist	1.095	665	394	326	649	884	909	712
Banken in Nederland	122	138	91	76	58	26	32	15
Andere ingezetenen	44	50	40	35	25	64	28	54
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	76	79	64	56	58	55	51	50
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	70	73	57	50	49	43	46	46
Andere niet-ingezetenen	6	6	7	6	9	12	5	4
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	16	14	13	13	12	19	11	11
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	165	163	171	163	171	163	171
Diverse rekeningen	59	54	77	119	121	143	134	147
Totaal ...	7.825	8.112	8.544	9.061	8.991	9.554	9.109	9.254

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

62	65	71	72	70	34	66	33
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre p	1966 ottobre	1967 ottobre	1966 novembre	1967 novembre
Oro in cassa	1.000	1.502	1.509	1.500	1.470	1.498	1.489	1.495
Cassa ¹	22	24	35	44	33	45	33	42
Portafoglio ²	764	720	939	1.243	820	819	831	874
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	285	311	664	1.210	478	742	468	792
Prorogati pagamenti	51	93	95	...	87	...	29	...
Ufficio italiano dei cambi	2.069	1.982	2.129	2.474	2.141	2.532	2.092	2.518
Disponibilita in divisa all'estero	64	...	—	—	—	—	—	—
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	519	405	619	747	390	594	415	682
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	305	211	241	350	222	271	257	295
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	410	377	339	339	377	339	377	339
C/c servizio tesoreria	558	913	537	166	394	68	455	...
Servizi diversi per conto dello Stato	29	33	59	61	37	39	37	41
Spese	88	102	133	133	72	90	76	94
Totale attivo ...	6.164	6.673	7.299	8.267	6.521	7.037	6.559	7.172
Circolazione dei biglietti ⁵	3.914	4.283	4.595	5.126	4.062	4.281	4.059	4.311
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	57	41	62	52	26	28	33	27
Conti correnti liberi	119	157	172	256	67	76	70	64
Conti correnti vincolati	1.459	1.738	1.933	2.162	1.922	2.157	1.940	2.192
Creditori diversi	517	340	391	522	359	390	368	425
C/c servizio tesoreria	—	—	—	—	—	—	—	44
Servizi diversi per conto dello Stato .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	6	7	8	9	7	8	8	9
Fondo di riserva straordinario	3	4	5	6	5	6	5	6
Rendite	89	103	133	134	73	91	76	94
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.164	6.673	7.299	8.267	6.521	7.037	6.559	7.172
Depositante di titoli e valori	4.918	4.991	6.338	7.340	5.824	6.453	6.050	7.189
¹ Comprese monete di Stato	2	1	22	24	10	27	16	26
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	363	387	414	441	406	435	409	438
— istituti speciali	279	293	314	335	310	329	304	331
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	282	308	661	1.208	474	738	463	787
— privati	2	1	1	1	2	1	2	1
⁴ Compresi BOT	242	107	108	153	110	21	84	55
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	1	n.d.	1	2	2	1
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	22	27	28	19	18	23	17

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1968 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1967 6 Januar	1968 5 Januar	1967 7 Februar	1968 7 Februar
AKTIVA								
Gold	15.138	16.731	17.371	16.905	16.897	16.647	16.888	16.237
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	12.894	10.770	8.111	9.775	8.913	8.454	8.780	9.425
Sorten, Auslandswchsel und -schecks ...	417	563	892	1.084	1.051	2.015	1.060	1.807
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	—	—	—	1.500	—	1.500
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.122	2.684	3.344	3.256	3.256	2.448	3.256	2.546
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	751	615	508	420	420	331	420	331
b) an Weltbank	1.342	1.343	1.446	1.446	1.446	1.447	1.446	1.545
c) an I.W.F.	—	720	1.390	1.390	1.390	670	1.390	670
Deutsche Scheidemünzen	81	116	130	166	192	228	222	262
Postcheckguthaben	376	377	409	425	152	344	225	213
Inlandswchsel	1.647	2.413	4.650	5.031	5.070	2.709	5.636	3.208
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	125	307	345	711	669	...	413	40
Lombardforderungen	208	646	696	938	212	88	111	23
Kassenkredite	1.749	1.212	1.408	1.164	1.061	931	42	52
Wertpapiere	1.222	1.176	1.151	1.095	1.095	2.298	1.091	2.092
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.990	6.081	7.617	7.804	7.540	6.786	6.921	7.474
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.294	3.016	3.001	3.741	3.711	3.639	3.771	3.638
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.595	2.953	2.285	2.462	2.461	1.534	2.462	1.534
Sonstige Aktiva	406	463	433	357	292	531	296	360
	46.264	49.508	51.843	54.914	52.572	50.152	51.174	50.411
PASSIVA								
Banknotenumlauf	25.426	27.692	29.455	30.770	29.023	29.734	27.865	28.379
Einlagen von	18.006	18.610	18.671	19.784	19.395	15.985	19.035	17.552
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	13.607	15.143	16.241	17.386	17.523	14.007	17.300	14.107
Öffentlichen Einlegern	4.126	3.215	2.165	2.109	1.621	1.664	1.494	3.197
Andere inländischen Einlegern	273	252	265	289	251	314	241	248
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	270	308	452	552	396	374	346	372
Einlagen ausländischer Einleger	234	257	418	494	351	315	314	303
Sonstige	36	51	34	58	45	59	32	69
Rückstellungen	1.076	1.260	1.475	1.690	1.690	1.925	1.690	1.925
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	701	776	861	963	963	1.080	963	1.080
Sonstige Passiva	495	572	639	863	815	764	985	813
	46.264	49.508	51.843	54.914	52.572	50.152	51.174	50.411

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 6 janvier	1968 5 janvier	1967 7 février	1968 7 février
ACTIF								
Encaisse or	12.204	11.794	13.164	12.297	12.182	13.165	11.588	12.477
Devises	1.083	1.679	853	2.060	1.587	1.805	962	1.229
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	431	429	519	519	174	519	174
Portefeuille effets sur la Suisse	142	163	139	158	143	141	117	104
<i>Effets de change</i>	107	138	130	141	136	141	111	104
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	35	25	9	17	7	...	6	...
Avances sur nantissement	97	78	39	109	63	34	23	9
Bons du Trésor étrangers en FS	207	432	432	432	432	432	432	432
Titres	52	65	93	182	182	182	186	182
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	2	...	2	9	2	9
<i>autres</i>	52	64	91	182	180	173	184	173
Correspondants :	71	92	81	97	25	48	35	46
<i>en Suisse</i>	62	75	66	82	10	30	20	13
<i>à l'étranger</i>	9	17	15	15	15	18	15	33
Autres postes de l'actif	35	29	33	68	49	40	53	46
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.922	15.182	16.021	13.915	14.699

PASSIF

Fonds propres	55	56	57	58	58	59	58	59
Billets en circulation	9.035	9.722	10.043	10.651	10.105	10.706	9.555	10.047
Engagements à vue	3.188	3.271	3.215	3.431	3.047	4.239	2.312	3.562
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.700	2.908	3.005	2.982	2.480	3.663	1.929	3.109
<i>Autres engagements à vue</i>	488	363	210	449	567	576	383	453
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	—	1.035	—
Engagements à terme	357	433	602	389	600	600	600	600
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	3	20	2	2	—	6	—
Autres postes du passif	221	243	291	356	335	417	349	431
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.922	15.182	16.021	13.915	14.699

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	30 novembre 1966	30 novembre 1967	31 janvier 1967	31 janvier 1968
I. Or en lingots et monnayé	2.588	2.720	2.985	3.150	3.095	3.006
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	975	38	941	34	598	40
III. Bons du Trésor réescomptables	70	1.335	294	439	294	1.458
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	75	72	89	75	75	72
Y. Dépôts à terme et avances :	4.108	6.231	2.965	5.772	3.449	5.384
a) à 3 mois au maximum	3.282	5.755	2.236	5.036	2.761	5.061
b) à 3 mois au maximum (or)	3	—	3	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	509	440	415	639	407	244
d) de 6 à 9 mois	113	21	125	68	105	21
e) de 9 à 12 mois	123	15	92	29	176	53
f) à plus d'un an	78	—	94	—	—	—
VI. Autres effets et titres :	1.285	1.941	1.187	2.103	1.246	2.204
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	293	295	287	306	286	289
b) de 3 à 6 mois	10	20	16	27	10	19
c) de 6 à 9 mois	94	77	8	10	109	80
d) de 9 à 12 mois	23	11	109	78	14	18
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	639	1.345	522	1.410	505	1.632
b) de 3 à 6 mois	57	83	93	162	158	85
c) de 6 à 9 mois	61	53	34	6	82	50
d) de 9 à 12 mois	69	34	69	81	48	8
e) à plus d'un an	39	23	49	23	34	23
VII. Actifs divers	2	1	3	1	2	1
<i>Total actif ...</i>	9.098	12.338	8.464	11.574	8.759	12.165

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	30 novembre 1966	30 novembre 1967	31 janvier 1967	31 janvier 1968
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	45	26	45	26	45
1. Fonds de Réserve Légale	13	12	13	12	13	12
2. Fonds de Réserve Générale	13	23	13	23	13	23
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	—	10	—	10	—	10
III. Dépôts (or) :	4.303	5.032	9.249	4.411	4.354	5.031
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	34	—	34	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	238	183	186	131	131	103
c) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	159	97
d) de 3 à 6 mois	84	52	174	142	21	7
e) à 3 mois au maximum	1.163	3.172	695	2.443	1.213	2.500
f) à vue	2.254	995	2.646	1.207	2.302	1.712
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	28	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	100	17	103	17	55	—
c) de 6 à 9 mois	90	—	86	—	103	17
d) de 3 à 6 mois	86	55	59	86	90	27
e) à 3 mois au maximum	86	375	17	252	344	214
f) à vue	168	183	221	133	235	354
IV. Dépôts (monnaies) :	4.056	6.228	3.479	6.052	3.655	5.943
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	19	13	31	13	19	13
b) de 9 à 12 mois	52	47	110	95	43	46
c) de 6 à 9 mois	105	89	25	10	105	133
d) de 3 à 6 mois	325	377	349	355	344	409
e) à 3 mois au maximum	3.177	5.273	2.579	4.453	2.498	4.054
f) à vue	139	99	82	135	128	109
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	8	—	8	—	8
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	—	—	—	27	—	45
d) à 3 mois au maximum	209	305	290	939	502	1.110
e) à vue	30	17	13	17	16	16
Y. Effets :	284	573	291	604	291	684
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	158
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	4	—	4	—	4	307
d) à 3 mois au maximum	280	573	287	604	287	219
VI. Divers	78	104	68	106	82	106
VII. Comptes de profits et pertes	10	—	10	—	10	—
VIII. Provision	216	231	216	231	216	231
Total passif ...	9.098	12.338	8.464	11.574	8.759	12.165

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.Y.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. a) Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4a		
b) Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4b		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Soldes trimestriels	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4		
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1b		
2. Mouvement des créances et des dettes en 1964	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1964 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banque de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :			
— Destination économique apparente	XIII - 6		
— Forme et localisation	XIII - 7		
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la B.N.B.	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situations globales des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ...	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
IV - 2. — Indices de la production industrielle .	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
		Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
		Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 9